

Questioni



Questionnements Frågor. Ερωτήματα Cuestiones Questões

Fragen Mistoqsijet Questions Kysymykset Въпроси. Vragen Zagadnienia

PROPOSITIONS POUR UNE NOUVELLE EUROPE

GAUCHE
LEONE
Graphic design: Davide Leone

Magazine du Parti de la Gauche Européenne

N°2

 EuropeanLEFT

Quistioni

Magazine du Parti de la Gauche Européenne

Directeur

Paolo Ferrero

Comité éditorial

Walter Baier

Luis Fazenda

Pierre Laurent

Jean-Pierre Michiels

Anna Mikkola

Margarita Mileva

Natasa Theodorakopoulou

Rédacteur en chef

Giorgio Riolo

Bureau de rédaction

Daniele Brunetto

Directeur responsable

Romina Velchi Pellecchia

Conception de la couverture

Davide Leoni

Conception et mise en page

Elena Coperchini

Dario Marini Ricci

Cher lecteur, Chère lectrice,

Ce que vous lisez est le deuxième des deux numéros tests de *Quistioni*, le magazine trimestriel en trois langues du Parti de la Gauche Européenne. Notre objectif est de créer un espace public de discussion et de débat entre ceux et celles qui veulent construire l'alternative à ce monde néolibéral. Pour cette raison, il comprendra des contributions des partis membres du PGE, des intellectuels et des mouvements.

Le magazine s'intitule *Quistioni* (en référence à la manière dont Antonio Gramsci indiquait les sujets, les problèmes), car dans chaque numéro monographique du magazine, nous voulons aborder un problème et contribuer, de cette manière, à la construction d'un projet commun d'alternative au niveau européen.

Nous sommes très intéressés par votre avis, vos retours et suggestions. Vous pouvez nous écrire à magazinepge@libero.it.

Paolo Ferrero

Contacts

✉ magazinepge@libero.it

🌐 www.europeanleftmagazine.eu

Index

Éditoriaux

- Heinz Bierbaum (Berlin) - *L'Europe et la gauche* 5
- Paolo Ferrero (Turin) - *Éléments d'analyse sur la politique des classes dirigeantes européennes* 7

Articles

- Matyas Benyik (Budapest) - *Printemps de Prague 2 Réseau contre l'extrémisme de droite et le populisme* 14
- Paola Boffo (Rome) - *L'évolution de l'Union européenne : quelques réflexions* 17
- Vincent Boulet (Paris) - *Avenir de l'Europe : pas d'aménagements, mais une autre construction européenne !* 22
- Michael Brie (Berlin) - *Ne répétez pas la Plus Grande Folie de l'Occident. Les critiques à l'égard du gouvernement chinois peuvent être justifiées, mais l'anticommunisme réchauffé conduira à une nouvelle guerre froide* 27
- Xavier Dupret (Bruxelles) - *Plaidoyer pour une autre Bce* 31
- Silvano Falocco (Rome) - *La grande bataille de la finance verte* 34
- Mamdouh Habashi (Caire) - *UE : Où vas-tu ?* 38
- Cornelia Hildebrandt (Berlin/Vienne) et Marga Ferré (Madrid) - *Les propositions de gauche ne suffisent pas, il faut des stratégies pour les faire appliquer* 42
- Pierre Laurent (Paris) - *L'Europe ne sera plus comme avant, à nous de la changer* 46
- Francisco Louçã (Lisbonne) - *Les gouvernants européens constituent un danger pour l'Europe* 49
- Íñigo Martínez Zatón (Bilbao) - *De l'Europe de la compétitivité à l'Europe de la coopération* 53

Dimitrios Papadimoulis (Athènes) - *Opportunités et défis pour une nouvelle Europe à l'ère de la pandémie* 58

Jeremy Smith (Londres) - *L'avenir de l'Europe - Il est grand temps d'instaurer la démocratie dans le domaine économique* 61

Essais

Franco Russo (Rome) - *UE : pandémie et processus d'innovation* 66

Parti de la Gauche Européenne - *Conférence sur l'avenir de l'Europe – Considérations du point de vue de la gauche* 74

L'Europe et la gauche

Heinz Bierbaum

Le 9 mai, la “Conférence sur l’avenir de l’Europe” a été ouverte par une déclaration commune du Parlement européen, du Conseil et de la Commission européenne. Selon cette déclaration, la conférence doit servir de plateforme pour les pensées, les idées et les propositions des citoyens européens concernant les défis tels que le changement climatique, la numérisation, la migration, l’égalité, la santé, etc. Et il est convenu que les recommandations seront respectées. Mais il y a toujours un risque que cette conférence devienne une autre opportunité manquée et reste une promesse purement décorative, à moins qu’il n’y ait réellement un processus participatif et démocratique assurant la participation des citoyens et l’implication des mouvements sociaux, des syndicats et des partis politiques. Pour la gauche européenne, cette conférence est l’occasion de présenter sa vision de l’avenir de l’Europe. Nous avons rédigé un document dans lequel nous présentons nos principaux arguments. Le point de départ est le constat que l’Europe est toujours plongée dans une profonde crise économique, sociale et politique, que la pandémie ne fait qu’exacerber. Au cours de la pandémie, il est devenu évident que la politique néolibérale prédominante n’est pas en mesure d’aborder la crise de manière appropriée et que nous avons besoin d’un changement radical dans la politique européenne. Tout d’abord, la pandémie doit être combattue. C’est pourquoi la Gauche européenne soutient fermement l’initiative citoyenne européenne “Right2Cure” pour un accès gratuit aux vaccins et pour faire du vaccin un bien commun. Il faut également combattre les effets économiques et sociaux

dramatiques de la pandémie en mettant notamment en place un plan d’aide pour les travailleurs et leurs familles.

Même la Commission européenne et les gouvernements européens ont suspendu certains éléments essentiels de la politique d’austérité néolibérale comme le pacte de stabilité et de croissance et ont mis en place un fonds de relance doté de 750 milliards d’euros. Cela pourrait être le point de départ d’une véritable reprise économique qui ferait également face aux défis écologiques tels que le changement climatique. Un élément clé pour nous est la transformation sociale-écologique ou un Green New Deal de gauche. Nous avons besoin d’une révolution verte de l’industrie combinant les besoins écologiques et sociaux. Un New Deal vert de gauche doit aller de pair avec l’expansion des droits des travailleurs. Le récent sommet social organisé par les syndicats avec la demande d’un protocole social contraignant est un point de référence.

Il est impossible de parler d’un engagement européen concret dans la dimension sociale de l’Europe si tous les systèmes de protection sociale, y compris les pensions et les salaires, ne sont pas calibrés selon les normes les plus élevées.

La pandémie a démontré l’échec des politiques néolibérales. L’ère des politiques d’austérité touche à sa fin. La gauche européenne doit se présenter comme le protagoniste d’un changement radical de la politique européenne. Une telle politique différente, orientée vers l’intérêt du peuple, ne peut pas être basée sur les traités existants. Les traités de Maastricht et de Lisbonne ne constituent pas une base pour

une Europe sociale, démocratique, écologique et pacifique. Ils doivent être modifiés. C'est la responsabilité de la gauche d'ouvrir la voie à ce changement.

Pour ce faire, une gauche européenne forte est nécessaire. Malheureusement, la gauche n'est pas en bonne forme. La gauche est confrontée à des temps difficiles.

Dans les pays nordiques, les partis de gauche sont relativement stables. Dans certains pays comme la France, la gauche est fragmentée ou divisée. En Italie, la gauche est terriblement faible. En Allemagne également, la gauche perd du terrain tout en restant une force politique importante. Mais il y a aussi des partis comme le Ptb en Belgique ou le Bloco de Esquerda au Portugal qui sont en progression. Et il ne faut pas oublier que Syriza en Grèce, malgré quelques pertes, reste, avec Akel à Chypre, le plus grand parti de gauche en Europe.

Afin de sortir de cette situation et de reprendre des forces, il est nécessaire que la gauche ait une stratégie politique claire et surmonte ses divisions. La conférence sur l'avenir de l'Europe est une bonne occasion d'intensifier un tel débat stratégique. Le Parti de la Gauche Européenne s'engage dans ce débat. Nous sommes également engagés en faveur d'une coopération plus forte entre la gauche et les forces politiques progressistes, pour laquelle le débat sur l'avenir de l'Europe pourrait également être utile. Dans ce contexte, je voudrais faire référence au Forum européen annuel que nous organisons avec d'autres forces progressistes et écologiques et qui est également une plateforme de débat et de coopération.

Comme nous l'avons déjà dit et dans notre

document pour la conférence sur l'avenir de l'Europe, les éléments clés d'une vision de gauche sont une politique de protection des personnes, de renforcement des droits sociaux, de défense de la démocratie et de transformation socio-écologique. Un autre axe est la paix et le désarmement, pour lesquels la gauche européenne est fortement engagée. Nous sommes confrontés à une situation alarmante avec le risque d'une nouvelle guerre froide. Le récent sommet de l'Otan à Bruxelles était axé sur la Chine, considérée comme un rival systémique. L'Otan s'est présenté comme un élément de la stratégie géopolitique des Etats-Unis, en quête de suprématie dans le monde. La gauche européenne a soutenu le sommet anti-Otan organisé par le réseau international "Non à la guerre - Non à l'Otan" en condamnant ses dangereux plans d'expansion. Nous sommes strictement contre une militarisation de l'Union européenne. L'engagement pour la paix et le désarmement et l'engagement pour un New Deal vert de gauche sont fortement liés. Lutter contre la militarisation signifie également lutter contre la crise climatique, car la guerre et les exercices militaires sont les plus grands dommages causés à l'environnement.

Avec cette édition de Quistioni, nous voulons contribuer à un large débat sur le développement futur de l'Europe. Il s'agit également d'une contribution au développement d'une stratégie politique globale pour la gauche en Europe.

Heinz Bierbaum est président du Parti de la gauche européenne. Il est sociologue et économiste.

Éléments d'analyse sur la politique des classes dirigeantes européennes

Paolo Ferrero

1. L'Union européenne est entrée dans une phase de grands changements. D'une part, la syndémie de la Covid a changé nos vies et, d'autre part, les classes dirigeantes européennes ont fait face à cette crise de manière très différente de celle de la dette souveraine de 2008.

Ce numéro de Quistioni veut apporter une contribution à la compréhension de ces transformations, en partageant des analyses et des propositions afin d'encourager la réflexion que le Parti de la Gauche Européenne et l'ensemble de la Gauche doivent avoir afin d'élaborer une proposition politique à la hauteur de la nouvelle phase.

2. Les changements dans les politiques de la BCE et la gouvernance de l'UE, trouveront un espace important dans la Conférence lancée le 9 mai 2021 et qui devrait se terminer au printemps 2022 - pendant la présidence française de l'UE - qui, entre autres, sera une étape importante pour Macron, engagé dans les élections présidentielles françaises.

3. Cette conférence, qui se déroulera dans le cadre de la Covid, a toutefois été conçue avant que la pandémie n'éclate. L'idée de la conférence est née au cours de l'année 2019, lorsque le président de la Commission européenne a formulé la proposition d'organiser une conférence sur l'avenir de l'Europe. Le 15 janvier 2020, le Parlement européen a fait sienne cette proposition avec le document suivant : (https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2020-0010_IT.html).

4. La clarification sur le moment de la naissance de la refonte de l'Union européenne avant la pandémie de la Covid n'est pas seulement un pinaillage dû à une névrose chronologique. Ce point est pertinent sur le plan analytique car il signale que la nécessité de repenser l'Union européenne dans son ensemble a été ressentie par les classes dirigeantes européennes avant la Covid. La pandémie a accentué ce besoin mais ne l'a pas créé, il existait déjà auparavant.

5. Il s'agit donc de comprendre pourquoi les classes dirigeantes européennes ont jugé nécessaire - dans leur ensemble - de repenser l'Union européenne, qui avait été un instrument si efficace pour mettre en œuvre les politiques d'austérité et pour faire plier toute tentative de remise en cause de l'orthodoxie ordolibérale par la gauche. Mon avis est que cette nécessité trouve son origine dans la crise de la mondialisation néolibérale qui a mûri dans la seconde moitié de la dernière décennie et qui a vu dans la présidence de Trump un élément emblématique, mais non déclencheur.

6. La crise de la mondialisation - et la crise collatérale de l'idéologie néolibérale en faveur du renouveau des thèmes nationaux - est un phénomène structurel qui trouve ses racines dans l'accroissement de la concurrence mondiale dans le contexte de la crise climatique. Dans ce cadre, on observe un rôle particulièrement agressif des États-Unis, qui se poursuit avec Biden et qui est principalement dû à deux éléments.

La première est que le développement de la

Chine en tant que superpuissance économique tous azimuts s'accompagne du développement de la Chine en tant que superpuissance militaire et financière. Ce nouveau rôle de la Chine remet en question la position de rentier dont jouissent les États-Unis au niveau mondial - il suffit de penser aux avantages du dollar en tant que monnaie de réserve internationale - et donc le fait que les États-Unis peuvent vivre largement au-dessus de leurs moyens.

La seconde est la crise climatique et environnementale, qui pose la question pressante de la raréfaction des ressources naturelles et donc de la concurrence pour les matières premières, l'eau potable, les terres arables, etc. Les États-Unis ne veulent pas renoncer à la possibilité d'exercer leur pouvoir de « captation des ressources » à l'échelle mondiale.

7. L'imbrication des éléments ci-dessus montre clairement qu'un développement capitaliste fort et prolongé, basé sur une augmentation continue de la consommation des ressources, n'est pas possible à l'échelle mondiale. D'où la crise de la mondialisation et une tendance à modifier l'accumulation capitaliste basée sur des macro-zones régionales en concurrence les unes avec les autres. Souligner cet élément ne signifie pas que nous sommes passés "du blanc au noir", d'un marché mondial parfait à la renationalisation des économies. C'est un processus, une variation de poids spécifiques dans la dynamique globale. Une variation de poids, cependant, si importante qu'elle change la donne. Comme l'aurait dit Hegel, « les variations purement quantitatives déterminent les variations qualitatives ».

8. Cette tendance à réorganiser l'accumulation capitaliste autour de macro-zones régionales a connu une très forte accélération avec la pandémie de la Covid, qui a mis à son tour les classes dirigeantes européennes au pied du mur, incapables de faire face à la pandémie et totalement non préparées à celle-ci. Ne pas disposer de masques pour les médecins et de réactifs chimiques pour effectuer des analyses,

pour une grande superpuissance économique et industrielle comme l'Europe, est un échec qui décrédibilise les classes dirigeantes. Les pouvoirs qui ne savent pas comment garantir la sécurité de leur propre population ne sont pas destinés à durer. D'ailleurs, Hobbes lui-même, dans le Léviathan, soulignait comment l'une des fonctions du souverain, en plus de garantir la paix et la protection, était de garantir la sécurité sanitaire du peuple (*salus populi suprema lex*).

9. La convergence des facteurs économiques et sanitaires a incité les classes dirigeantes européennes à effectuer un véritable saut qualitatif, d'abord marqué par le sommet franco-allemand du 18 mai 2020, puis, le 18 juin 2020, par la résolution du Parlement européen (https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/TA-9-2020-0153_IT.html). Qui déclarait : « 10 ans après l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, 70 ans après la déclaration Schuman et dans le contexte de la pandémie de la Covid-19, le moment est venu de repenser l'Union européenne ». La résolution poursuit en disant que « le nombre de crises majeures que l'Union a connues démontre la nécessité de réformes institutionnelles et politiques dans de nombreux domaines de la gouvernance ». Cette façon de procéder "par crise" n'est pas nouvelle, puisque Jean Monnet, premier président de la Ceca (Communauté européenne du charbon et de l'acier), disait que « l'Europe sera façonnée par ses crises et sera la somme des solutions trouvées pour résoudre ces crises ».

10. L'UE ordolibérale, fondée sur Maastricht et Lisbonne, est donc en train de prendre conscience des limites de son approche. La décision de suspendre la validité des articles des traités, relatifs aux aides d'État aux entreprises et aux dépenses publiques, en dit long sur la profondeur des problèmes. Ainsi, le 10 mars 2021, la signature de l'accord interinstitutionnel par Ursula von der Leyen, David Sassoli et Antonio Costa - représentant la Commission, le Parlement et le Conseil de l'UE - marque le début officiel du parcours de la Conférence sur

l'avenir de l'Europe. Nous verrons quel sera le résultat de ces discussions, et il sera important pour nous d'être en mesure de présenter une proposition. Il me semble utile d'identifier ici quelques tendances qui se dessinent, même de manière embryonnaire, tant dans les choix déjà effectués que dans les propositions avancées.

11. Cette phase a été gérée avec une forte concentration de décisions qui, à partir d'un leadership franco-allemand, a vu la Bce et la Commission devenir les principaux instruments opérationnels. Nous avons assisté à la mise à disposition d'importantes ressources accompagnées d'une centralisation des décisions politiques. Les orientations en matière de dépenses de Next Generation EU ont été décidées au niveau central de manière très contraignante, sont destinées à rester immuables dans les années à venir et ont complètement ignoré le pouvoir des parlements nationaux et du Parlement européen. Cette centralisation, fondée sur le contrôle strict des dépenses supplémentaires, n'a pas, pour l'instant, donné lieu à de nouvelles règles, mais repose sur la suspension de certaines des anciennes règles (interdiction des aides d'État et des déficits budgétaires) et la modification concrète des mécanismes de gouvernance. Au lieu de procédures basées sur l'unanimité, on est passé à une négociation très forte. L'orientation stratégique a été donnée par le groupe dirigeant de l'UE réuni autour de l'axe franco-allemand, de la Bce et de la Commission, et ce groupe dirigeant a ouvert une négociation économique avec différents pays qui ont échangé leur consentement au plan contre l'octroi de ressources. Le résultat est une gouvernance résolument plus souple que la précédente. C'est précisément dans le marchandage rendu possible par la suspension des règles que la gouvernance a eu la main heureuse pour déterminer la centralisation et le choix d'une ligne politique précise.

12. Le rôle de la Bce a été très important pour mettre à la disposition des banques une grande

quantité d'argent, à coût zéro, pour soutenir les marchés financiers, les entreprises et garantir des marges de manœuvre aux États les plus endettés. Sans atteindre les niveaux quantitatifs de la Federal Reserve, la Bce a évolué dans la même direction et est aujourd'hui, de fait, le garant de la soutenabilité de la dette publique. Il s'agit d'un rôle entièrement politique, dans lequel les ressources sont mises à la disposition des États dans la mesure où les gouvernements s'engagent à suivre la ligne décidée au niveau central. Emblématique de ce point de vue est le cas italien, où la concession d'une quantité importante de ressources a lieu avec la mise en service du pays par la présidence de Mario Draghi, l'un des principaux représentants de l'oligarchie européenne, qui a pris des mesures de dépenses qui ne pourront pas être modifiées de manière substantielle au cours de la prochaine décennie et qui sont totalement destinées à renforcer l'appareil productif privé, sans presque rien allouer au welfare. Il ne faut pas non plus sous-estimer le fait qu'Enrico Letta, le politicien italien le plus haut placé dans la Trilateral Commission, a pris le poste de secrétaire du parti démocrate. La Bce joue donc un rôle décisif dans l'orientation politique d'un processus qui va bien au-delà des canons de l'ordolibéralisme officiel.

13. L'Union européenne a clairement choisi la voie de la transformation environnementale et de la numérisation de la production et de l'économie. Elle estime également nécessaire d'encourager la formation de multinationales européennes capables de rivaliser au niveau mondial pour le leadership économique et technologique dans les différents secteurs. Nous avons ici un choix clair d'une intervention politique dans l'économie qui ne vise pas en premier lieu à satisfaire les besoins sociaux mais plutôt à renforcer l'appareil industriel européen. Tout cela dans le but de rendre l'industrie européenne plus compétitive sur le marché mondial, dans un contexte où la crise climatique rend nécessaire une gigantesque restructuration que les particuliers ne pourraient affronter sans

le soutien des États. Il suffit de penser à la manière honteuse dont la Commission a traité la question des brevets sur les vaccins contre la Covid. La gouvernance de ce processus de restructuration est confiée en partie à la réglementation et surtout à l'utilisation sélective de la finance, véritable salle de contrôle du capitalisme. Cette intervention publique dans l'économie s'accompagne du choix de rendre le marché du travail encore plus déréglementé afin d'encourager les restructurations et donc l'expulsion de la main-d'œuvre des secteurs considérés comme obsolètes, en garantissant une certaine forme de protection monétaire individuelle.

14. Dans ce contexte, l'objectif déclaré de la Bce est de développer la transition écologique et numérique afin de construire un marché européen des capitaux « liquide et profond ». Il est très intéressant de lire ce que disent les grandes figures de la Bce, à commencer par sa présidente Christine Lagarde, car elles esquissent le schéma stratégique du capitalisme européen. Le 6 mai de cette année, lors d'une réunion officielle à Francfort, Mme Lagarde a déclaré : « J'emprunte un exemple à l'histoire des États-Unis. L'intégration économique et financière des États-Unis à la fin du XIXe siècle doit beaucoup à la nouvelle technologie des chemins de fer. Avec un système bancaire local fragmenté, l'énorme montant du financement nécessaire à ce projet n'a pu être mobilisé que par le biais des marchés des capitaux, notamment sous la forme d'obligations ferroviaires. Cela a, à son tour, préparé le terrain pour le développement du système financier américain. Les chemins de fer ont fini par relier non seulement les coins les plus reculés de l'Union, mais aussi ses marchés financiers.

Si vous me permettez cette analogie, je vois certains parallèles entre cette période de l'histoire des États-Unis et la transition actuelle de l'UE vers une économie durable, soutenue par la croissance de la finance durable.

La transition vers des émissions nettes nulles, ainsi qu'une véritable infrastructure

numérique, nécessitera des investissements importants dans toute l'Europe en matière de technologie, d'infrastructure et de réseaux. La fragmentation des marchés financiers nationaux pourrait limiter notre capacité à financer de futurs investissements. Mais si la finance verte continue à émerger pour financer cette transition, les conséquences pour le système financier européen pourraient être radicales.

En effet, je pense que la transition verte nous offre une occasion unique de construire un véritable marché des capitaux européen qui transcende les frontières nationales, ou ce que j'appellerais une union des marchés de capitaux verts (Umc).”

Mme Lagarde poursuit en disant : « Les marchés de capitaux sont également essentiels pour financer la transformation de nos économies. Nous avons besoin d'investissements d'environ 330 milliards d'euros par an d'ici à 2030 pour atteindre les objectifs climatiques et énergétiques de l'Europe, et d'environ 125 milliards d'euros par an pour réaliser la transformation numérique.

Si les banques peuvent et doivent fournir une bonne part de ce financement, les marchés des capitaux peuvent fournir des outils innovants pour combler le déficit d'investissement... D'où la question : comment intégrer plus rapidement les marchés des capitaux ? Existe-t-il des segments de marché où les obstacles sont moindres et où des niveaux élevés d'intégration peuvent être atteints rapidement, mais qui encouragent également le financement de projets orientés vers l'avenir ?

Développer des marchés de capitaux européens verts.

À mon avis, les marchés européens de capitaux verts remplissent tous ces critères ».

Je m'excuse pour cette très longue citation, mais elle me semble utile pour comprendre la portée du projet dans lequel s'engage une Bce qui œuvre explicitement pour une « utilisation conjointe des politiques monétaire et budgétaire », en dépassant le clivage qui avait caractérisé la dernière décennie.

15. La réponse des classes dirigeantes européennes à la crise de la mondialisation et à la syndémie de la Covid n'est donc pas une répétition des politiques d'austérité avec lesquelles on a affronté la crise de la dette de 2008 et qui ont contribué de manière décisive à la naissance et au renforcement des droites fascistes et racistes. Bien sûr, il est toujours possible de revenir à des politiques d'austérité. En particulier les pays les plus endettés qui utilisent davantage leurs prêts, comme l'Italie. Ce qui change, en revanche, c'est l'image globale et l'avancée décisive du processus d'intégration européenne en termes économiques et financiers. Cette étape me semble irréversible et concerne précisément les caractéristiques fondamentales du modèle d'accumulation capitaliste dans le cadre de la crise de la mondialisation. Dans les échanges sur ces questions, la Cour Constitutionnelle allemande est souvent citée comme gardienne de la souveraineté allemande face à la Bce et aux processus d'intégration. Sans vouloir sous-estimer cet élément, toutefois, si nous examinons les décisions en termes concrets, nous constatons qu'elles représentent un feu vert substantiel pour les mesures prises jusqu'à présent par la Bce. Remplis de critiques et de remarques, les décisions ont cependant permis à la Bce, au nom de la stabilité monétaire, de réaliser des éléments de mutualisation de la dette qui étaient inimaginables il y a 10 ans.

Il me semble donc qu'une orientation assez claire a prévalu au sein des classes dirigeantes allemandes et européennes dans le traitement de la syndémie de la Covid. Une réflexion approfondie sur cette orientation est absolument nécessaire afin d'éviter, à gauche, deux risques spéculaires. D'une part, le risque de présenter la situation comme une parenthèse, comme si rien n'avait changé ; d'autre part, le risque de lire les changements comme s'ils étaient nos victoires stratégiques, sans reconnaître la nature profondément capitaliste de cette tournure des événements.

16. Dans le contexte de la réflexion stratégique

sur notre proposition pour l'Europe, je pense qu'il est utile de souligner certains domaines d'initiative politique qui doivent être ouverts immédiatement, car la nouvelle approche des classes dirigeantes justifie pleinement certaines de nos critiques de ces dernières années.

- Tout d'abord, il est clair que « l'argent est là ». Après des années d'austérité, nous pouvons maintenant constater qu'il existe des marges importantes de dépenses possibles. La Commission donne l'argent aux entreprises. Nous pouvons engager une lutte acharnée pour le dépenser différemment. Construire un système de protection sociale européen, réduire le temps de travail, etc.

- Deuxièmement, il est clair que l'urgence environnementale est reconnue et partagée par tous et qu'il faut donc s'y attaquer avec détermination. Le choix de la Bce et de la Commission d'emprunter une voie capitaliste et subventionnée pour la reconversion environnementale de la production et de l'économie n'est pas le meilleur. Au contraire, il est tout à fait clair qu'elle est trop lente et intrinsèquement contradictoire car elle sélectionne les objectifs sur la base du retour sur investissement. Nous n'avons pas le temps, et donc nous avons l'opportunité d'exiger clairement la préparation d'un plan public de reconversion environnementale de l'économie et de la production qui se concentre sur la vitesse de la reconversion et non sur la rentabilité marchande des investissements.

- Dans cette situation, la question de la relance du secteur public se pose objectivement. Aujourd'hui, le secteur public est proposé dans un rôle subordonné et fonctionnel au secteur privé. Il y a beaucoup de marge pour soulever la question du public comme une grande possibilité démocratique pour garantir les droits et les biens communs, en dépassant la forme de la marchandise.

- Aujourd'hui, la gouvernance européenne

Éditoriaux

ne se fait pas en invoquant les traités, elle est devenue politique et contractuelle, mais de plus en plus centralisée et antidémocratique. Elle est exercée par les banquiers, la Commission et certains gouvernements qui ont la force et le pouvoir de décider pour tous. La voie est ouverte à une bataille pour la démocratisation et la parlementarisation complètes de l'Europe, ce qui valoriserait à la fois les parlements nationaux et le Parlement européen.

- La sécurité dont nous avons besoin est une sécurité sanitaire, pas une sécurité militaire. Au lieu d'augmenter les dépenses militaires,

nous devons construire le bien-être européen dans une Europe de la paix qui développe la coopération et l'accueil international.

Paolo Ferrero, directeur de Quistioni, est vice-président du Parti de la gauche européenne. Il a été secrétaire national du Partito della Rifondazione Comunista, Italie, et Ministre du Bien-être dans le deuxième gouvernement Prodi.

Articles

Printemps de Prague 2 Réseau contre l'extrémisme de droite et le populisme

Matyas Benyik

Le réseau Printemps de Prague 2 contre l'extrémisme de droite et le populisme a été lancé à Prague en 2010 avec des personnes et des organisations progressistes actives dans les Forums Sociaux Mondiaux (Fsm) et les Forums Sociaux Européens (Fse). Voir https://www.facebook.com/praguespring2/?ref=page_internal

Ce réseau a été initié par des militants d'Europe centrale et orientale (Cee) avec quelques collègues d'Autriche et de Suède. Il s'agissait de lutter contre les tendances populistes et d'extrême droite, qui avaient déjà commencé à progresser dans la région Cee. Nous avons concentré notre coopération sur la lutte contre le néonazisme et l'avancée de l'extrême droite en Ukraine et dans d'autres pays de la partie orientale de l'Europe. La coopération des mouvements de la région Cee est très importante car, selon notre évaluation, dans les Fsm et les Fse du passé, les Européens de l'Est et du Centre étaient sous-représentés, le nombre de militants participant aux forums était faible, sauf à l'Fse de Florence et dans une certaine mesure à celui de Paris. Cela nous a donné le sentiment de ne pas être égaux, et nous avons souvent été traités de manière peu amicale.

Le Printemps de Prague 2 fonctionne toujours, luttant principalement contre l'avancée de l'extrême droite et la pauvreté, dans l'esprit des anciens Forums Sociaux. En 2013, le réseau PS2 a organisé le 1er Forum d'Europe Centrale et Orientale (Ceesf) à Vienne, puis, après avoir renommé le Ceesf en Assemblée des résistances (AoR), deux événements ont eu lieu à Budapest, l'un en 2016 et l'autre en mars 2018. Ainsi, les membres du PS2 gardent l'esprit des Forums et essaient d'être actifs sur la scène mondiale, en étendant la coopération avec les nouveaux

acteurs, en essayant de comprendre les points clés qui nous unissent non seulement dans la région du Cee, mais aussi en Europe du Sud.

La coopération européenne et mondiale des mouvements est très importante, surtout en ce qui concerne les questions brûlantes de l'environnement, de la migration et de l'extrême droite, dont la progression doit être arrêtée par la coopération internationale. Le PS2 travaille très dur pour relancer un mouvement anti-guerre, pour arrêter les guerres qui causent de grandes pertes humaines, économiques et environnementales. Nous devons lutter pour la paix, mais aussi contre la pauvreté, en particulier dans la région Cee, qui est plus proche, en termes de difficultés, du tiers monde, notamment de l'Amérique latine et de l'Afrique, que des pays centraux de l'Europe occidentale. Les militants d'un petit pays, comme la Hongrie, ne peuvent pas lutter seuls. Nous devons chercher des alliés avec lesquels coopérer au niveau européen et international.

Afin de nous préparer pour le Fsm 2021 au Mexique, le réseau PS2 a organisé une conférence préparatoire virtuelle entre le 5 et le 6 décembre 2020 dans le but d'apporter ses résultats au Fsm. Il était très important pour PS2 de rejoindre les mouvements pacifistes, sociaux et environnementaux. Lors de cette conférence virtuelle, des alternatives sociales et environnementales (écologiques) et des réponses à la crise multidimensionnelle ont été recherchées.

Le Forum Social Mondial a célébré son 20e anniversaire en janvier 2021. Les événements du Fsm ont eu lieu virtuellement du 23 au 31 janvier. Quelque 10 000 participants de 144 pays se sont inscrits à titre individuel ou au nom d'une organisation membre du Fsm. De

nombreux autres ont suivi les conférences et débats et les thématiques sur Facebook. La participation de la région Cee à ce Fsm, y compris le mouvement du Forum Social Hongrois, contrairement à tous les événements précédents du Fsm, s'est avérée exceptionnelle. Le résultat le plus important du Fsm 2021 virtuel a été l'adoption de la Déclaration des Mouvements Sociaux, de Paix et d'Environnement (Spem), qui, à elle seule, a pu créer une convergence de différents mouvements. Les travaux de l'assemblée générale des mouvements avaient pour but de créer un document qui résume la situation du monde actuel et indique la voie à suivre pour sortir de l'état actuel de la Terre et de l'humanité, qui menace de la détruire. La déclaration finale, adoptée en plein accord, souligne :

- la nécessité d'unir les forces pour rendre le Fsm plus pertinent et plus connu ;
- l'extrême concentration des richesses et du pouvoir, ainsi que la précarité du travail et des moyens de subsistance, pèsent lourdement sur la crise historique actuelle ;
- la nécessité de prendre l'initiative au niveau local dans les communautés rurales et urbaines pour donner aux gens le contrôle de l'utilisation et de l'exploitation de la terre, du logement et des ressources, créant ainsi une économie démocratique.

La Déclaration des Mouvements Sociaux, de Paix et d'Environnement est disponible ici :

<https://www.attac.hu/2021/02/declaration-from-the-assembly-of-social-peace-and-environmental-movements-of-the-wsf-2021/>

Les mouvements du Fsm ne peuvent trouver et réaliser les transformations sociales nécessaires qu'en construisant des réseaux d'action au niveau régional et territorial. Le Fsm est profondément engagé dans la construction d'un mouvement largement soutenu pour une transition sociale, écologique, économique et politique basée sur l'équité intersectionnelle. Les droits à la Terre, à la nature et à la démocratie participative des communautés sont des valeurs fondamentales. Pour y parvenir, les mouvements participant au Forum Social Mondial virtuel 2021 ont décidé d'élaborer un programme mondial d'action collective dans un avenir proche. Sur cette base,

le Forum Social Hongrois (Hsf) a élaboré et fait connaître les modalités et les événements liés à la participation de la Hongrie et s'est mobilisé pour les événements futurs.

Nous avons participé activement à la préparation de la Déclaration du Spem. Le texte proposé par Tamás Krausz intitulé "Déclaration de l'Europe Centrale et Orientale pour l'Assemblée des Mouvements Sociaux du Fsm" a été accepté. En raison de son importance, cette déclaration est citée textuellement :

1. Une gauche antisystème et anticapitaliste cherche sa place, les moteurs idéologiques de son action, car l'Europe de l'Est est peut-être la partie la plus réactionnaire du système mondial avec un foyer polonais-hongrois-balte-ukrainien.

Ici, la grande majorité de la population est constituée de masses abruties par le libéralisme et le nationalisme. Mais le trumpisme est un phénomène international. (Cela se reflète également dans l'alignement de la majorité de l'intelligentsia Cee derrière le pouvoir autoritaire désormais en place, ils avalent même la privatisation des universités). Puisqu'il n'y a pas de mouvement social de masse, il est dommage de se culpabiliser. Il faut seulement réfléchir aux causes et aux effets !

2. Par conséquent, la première chose à faire est précisément de se libérer du libéralisme et de devenir un acteur indépendant au sens spirituel, politique et moral. Travailler à sauver le capitalisme dans l'espoir que dans la région (ou ailleurs) il puisse être "réparé" est une très vieille illusion.

3. Comme il n'y a pas de solution nationale à la situation et à la "crise structurelle" (Istvan Meszaros) qui caractérise l'ensemble du système mondial, nous devons ab ovo rejoindre la voie socialiste internationale. Nous pensons que nous le faisons depuis 32 ans ... le résultat n'est pas encore évaluable, mais cela ne dépend pas que de nous, en fait, nous n'offrons qu'une seule option.

4. L'option, le "tertium datur" (György Lukács), est à situer entre le socialisme d'Etat et le capitalisme, et consiste essentiellement en trois étapes :

- a. contribuer à la résurrection d'un vaste

mouvement social qui renverse la hiérarchie socio-économique actuelle et ouvre la voie, en termes juridiques et politiques, à la propriété et à l'organisation communautaires dans tous les domaines de la vie, en particulier, bien sûr, la production et la consommation.

b. créer une économie mixte multisectorielle dans laquelle les secteurs marchand, public et communautaire coexisteraient pendant un certain temps, mais où l'État soutiendrait les initiatives de la société communautaire socialiste en "contrôlant" l'accumulation du capital.

c. l'effondrement très attendu ("très affreux") du capitalisme présuppose une solidarité internationale, puisque, dans un cadre national, le capital et l'État traditionnel qui représente les intérêts du capital écrasent toutes les initiatives socialistes-communautaires et basées sur la propriété non privée.

Ce seraient les premières étapes de la construction d'une société autonome à l'échelle sociale.

Aujourd'hui, malheureusement, les débats sur "ce qui peut être fait" peuvent être tenus sans grand risque... parce qu'il n'y a pas encore de grand mouvement social de masse qui veuille prendre le contrôle de ses propres conditions de vie. Du bas vers le haut, des choix comme le Premier ministre illibéral Orbán ou d'autres néolibéraux, Poutine ou Navalny, Porochenko ou Zelensky, n'ont aucune signification. D'autant plus que l'alliance politique du libéralisme et de l'extrême droite s'est formée dans le Maïdan ukrainien dans le cadre de la révolution orange avec le soutien américain et même une intervention directe des États-Unis. La république soviétique la plus réussie est devenue la république de changement de système la plus ratée.

Il n'est pas nécessaire d'en exposer les raisons ici. En tout cas, il est bon d'y penser. Au moins, nous pensons et nous agissons en ne soutenant

pas les partis capitalistes, bien que nous nous joignons à toutes les forces antifascistes sur de nombreuses questions, car l'option décrite ici est plus susceptible, au moins dans un premier temps, d'avoir une nouvelle poussée d'extrême-droite fasciste, à laquelle nous assistons déjà parce que la poussée sociale du Capital contre la gauche a fini par inventer l'antidote. Nous considérons les mouvements sociaux Cee comme faisant partie du processus du Forum Social Mondial.

Le 8 mai 2021, le Réseau Printemps de Prague 2 a organisé, via une conférence virtuelle Zoom, une commémoration de la fin de la Seconde Guerre mondiale intitulée "Plus jamais ça ! Nous avons besoin d'une nouvelle détente !" Dans le webinaire, le discours de Tamas Krausz, historien, professeur à l'université d'Elte, en Hongrie, a été lu par Matyas Benyik. Pour plus de détails, veuillez consulter ce lien :

<https://www.attac.hu/2021/05/tamas-krausz-the-origin-of-the-second-issue-of-cold-war-and-the-need-for-a-new-antiwar-movement/>

Matyas Benyik est président d'Attac Hongrie et membre du réseau du Forum Social Hongrois (HSF). En tant qu'économiste, il est spécialisé dans les questions de politique commerciale et d'intégration économique. Il a participé à plusieurs campagnes internationales. Son orientation politique marxiste remonte à sa jeunesse. De 1972 jusqu'à la fin des années 1980, il a été membre du Parti socialiste ouvrier hongrois. Son activisme politique s'est poursuivi après le changement de système dans le secteur civil, notamment dans la Karl Marx Society/Hongrie, où il est actuellement membre du conseil d'administration.

L'évolution de l'Union européenne : quelques réflexions

Paola Boffo

La pandémie et la réponse de l'Union européenne

Avec la décision de la Cour constitutionnelle allemande du 15 avril 2021, publiée le 21 avril 2021 (1), statuant sur le recours déposé par Bündnis Bürgerwille (Alliance "volonté des citoyens"), un groupe d'ultra-droite allemand dirigé par Berndt Lucke, un obstacle sur la voie de la ratification par le Bundestag de la décision du Conseil de l'UE sur les fonds propres a été surmonté. L'Allemagne a donc ratifié la décision de l'UE le 29 avril.

La décision 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne (2) entrera en vigueur le premier jour du mois suivant la réception de la dernière notification de l'achèvement des procédures requises par les règles constitutionnelles des États membres.

La ratification est nécessaire principalement pour l'article 5, qui introduit des moyens extraordinaires et temporaires pour répondre à la crise Covid-19, à savoir 750 milliards d'euros régis par le Mécanisme de Relance et de Résilience (3) (Rrf), à emprunter par la Commission au nom de l'Union, dont le remboursement et le paiement des intérêts sont à la charge du budget de l'Union.

Le remboursement des prêts commencera en janvier 2028 et se terminera en 2058, mais la Commission espère pouvoir rembourser en utilisant les recettes des nouveaux instruments fiscaux communs et non par une contribution supplémentaire des États membres. La création de nouvelles ressources propres permettra de

rembourser la dette, ce qui permettra de sauver le budget de l'UE et d'alléger la pression fiscale sur les trésors nationaux et les citoyens de l'UE ; la création de nouvelles ressources propres est la seule méthode de remboursement acceptable pour le Parlement européen et de nombreux parlements nationaux.

Après une première phase d'impréparation et d'inadéquation de la réponse commune à l'urgence de la pandémie de la coronavirus, la Commission a pris des mesures significatives (4), à commencer par celles possibles avec le même budget, comme l'activation de la clause de sauvegarde prévue par le pacte de stabilité et de croissance (5) et l'introduction d'un cadre temporaire pour les aides d'État.

Ces initiatives ont élargi la capacité fiscale des États, ouvrant la possibilité de s'endetter et de financer des entreprises, par exemple pour la production d'équipements de protection individuelle et de respirateurs, et d'entreprendre des mesures de soutien aux travailleurs et aux familles pour les activités qui avaient cessé en raison de l'enfermement.

La capacité d'emprunt des États a été soutenue par la Banque Centrale Européenne avec l'introduction du Pandemic Emergency Purchase Program, un programme temporaire d'achat de titres qui a atteint 1.850 milliards d'euros, qui se poursuivra au moins jusqu'à la fin mars 2022 et, en tout état de cause, jusqu'à ce que la phase critique liée au coronavirus soit considérée comme terminée ; la Bce continuera à réinvestir le capital remboursé sur les titres arrivant à échéance dans le cadre du Pepp au moins jusqu'à la fin 2023 et, en tout état de cause, la réduction future du portefeuille Pepp

sera gérée de manière à éviter toute interférence avec l'orientation appropriée de la politique monétaire.

Des initiatives innovantes pour la relance

Mais il fallait des propositions “innovantes” pour mettre en commun la dette nécessaire au financement de la reprise : l'hypothèse des corona bonds a été proposée par l'Italie et soutenue dans la lettre (6) envoyée au président du Conseil européen Michel, avec la Belgique, la France, la Grèce, l'Irlande, le Luxembourg, le Portugal, la Slovénie et l'Espagne, dans laquelle on peut lire « En particulier, nous devons travailler sur un instrument de dette commun émis par une institution de l'UE pour lever des ressources sur le marché sur la même base et au profit de tous les États membres, assurant ainsi le financement stable et à long terme des politiques utiles pour contrer les dommages causés par cette pandémie ».

Une négociation très dure a eu lieu entre le bloc des signataires de la lettre, qui exigeait que l'argent ne soit pas seulement disponible sous forme de prêt, et celui des Pays-Bas et de ses alliés, le Danemark, la Suède et l'Autriche, les fameux Quatre Frugaux.

La Commission avait présenté sa proposition de grand plan de assainissement (7) le 27 mai 2020, mais ce n'est que lors du Conseil de l'UE qui s'est tenu du 17 au 21 juillet 2020 qu'un accord politique a été trouvé pour créer Next Generation EU (Ngeu), intégrée dans un budget de l'UE à long terme “puissant, moderne et renouvelé”, avec toutefois une réduction des ressources prévues.

La Mécanisme implique une redistribution entre les États. Les fonds iront aux “secteurs et régions les plus touchés” et les pays recevront en fonction de leurs besoins : les allocations du Frr sont fixées sur la base des critères de répartition de la Commission, qui tiennent compte de la population, du taux du Pib par habitant, du taux de chômage moyen au cours des cinq

dernières années, de la baisse du Pib en 2020 et 2021. Mais les États seront conjointement et solidairement responsables, par l'intermédiaire de la Commission, du remboursement. La différence entre ce qu'un pays recevra et sa contribution au remboursement constitue un véritable transfert potentiel de ressources entre pays. L'Italie recevra la plus grande part, environ 20,45% des ressources totales : c'est le seul pays qui est habituellement un contributeur net, qui dans ce cas devient un bénéficiaire net. Le pouvoir donné à la Commission d'emprunter sur les marchés des capitaux au nom de l'Union met en place un élément de politique monétaire commune, avec l'émission de titres et la gestion des emprunts, et une politique budgétaire, avec la définition de politiques et d'orientations en matière d'investissements. Alors que l'UE a déjà émis des titres (69 milliards entre 2010-2019), avec cet instrument, les émissions ont été multipliées par dix.

Approfondissement de l'Union économique et monétaire.

Il est utile de rappeler que le 6 décembre 2017, suite à l'engagement d'approfondir l'Union économique et monétaire pris par le président Jean-Claude Juncker dans son discours sur l'état de l'Union de 2017, qui s'est appuyé sur le rapport des cinq présidents (8), puis dans le “document de réflexion sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire” (9). La Commission avait présenté une feuille de route pour l'approfondissement de l'Union économique et monétaire (10) et un certain nombre de mesures concrètes à prendre au cours des 18 prochains mois, c'est-à-dire jusqu'en juin 2019.

Cependant, la feuille de route n'est pas allée très loin, et le seul résultat concret, mais partiel, est intervenu le 27 janvier 2021, lorsque les représentants des États membres ont signé les accords modifiant le traité instituant le Mes

et l'accord sur le Fonds de résolution unique, pour que le Mes apporte lui apporte son soutien conjoint par le biais d'une ligne de crédit à partir du début de 2022, soit deux ans plus tôt que prévu.

Il semble utile de rappeler ici la proposition de règlement (11) instituant un cadre de gouvernance pour l'instrument budgétaire de convergence et de compétitivité (le « budgetary instrument for convergence and competitiveness » Bicc), qui vise à soutenir non seulement les politiques structurelles mais aussi les investissements publics dans les États membres dont la monnaie est l'euro, par la mise à disposition de fonds pour des projets spécifiques.

Cette proposition, qui ne s'est jamais concrétisée, prévoit l'adoption d'orientations stratégiques concernant les priorités en matière de réforme et d'investissement pour l'ensemble de la zone euro. Dans un deuxième temps, elle envisage des « orientations spécifiques par pays » (« country-specific guidance » Osc) pour les différents États membres de la zone euro, conformément aux orientations stratégiques et aux recommandations spécifiques par pays (Rsp) du Conseil. Sur la base de ces Osc, les États membres identifieraient ensuite des ensembles de réformes et d'investissements possibles à soumettre à la Commission. Le Conseil déciderait à la suite des discussions au sein de l'Eurogroupe et sur la base de l'initiative de la Commission.

C'est la logique qui a été mise en place pour contrer la crise économique et sociale résultant de la pandémie. L'instrument qui a été conçu pour réagir aux chocs économiques qui ne pouvaient pas être gérés au niveau national a été lancé avec le Ngeu, en surmontant la résistance de nombreux États membres seulement face à une crise très grave qui met en danger non seulement de nombreuses vies mais aussi la survie même de l'Union.

Comme on peut le lire dans l'avis de la Bce (12), l'un des derniers signés par Mario Draghi en tant que président, « ...de nouvelles discussions sont nécessaires, y compris au-delà du BICC, sur la

manière d'établir une fonction de stabilisation macroéconomique qui fait toujours défaut au niveau de la zone euro. Une telle fonction existe dans toutes les unions monétaires pour mieux réagir aux chocs économiques qui ne peuvent être gérés au niveau national. ...une fonction de stabilisation budgétaire devrait être d'une taille suffisante ».

Dans ce sens, dans son récent et premier discours au Sommet sur l'euro du 26 mars, où le rôle international de l'euro a été discuté, M. Draghi lui-même, aujourd'hui chef du gouvernement italien, a mis l'accent sur la nécessité d'émettre une dette communautaire, à travers la création d'une obligation commune, un eurobond contre un budget commun « une sorte d'eurobond est ce qui a été utilisé pour NGEU, mais nous devons comprendre si c'est une initiative ponctuelle ou si elle établit une procédure à long terme ».

L'Europe des États contre l'Union européenne

Dans la déclaration de Meseberg du 19 juin 2018 « Renewing Europe's promises of security and prosperity » (13), Angela Merkel et Emmanuel Macron avaient proposé d'établir un budget pour la zone euro, en tant qu'outil pour promouvoir la compétitivité, la convergence et la stabilisation, en soutenant l'investissement dans l'innovation et le capital humain.

En mars 2021, l'Espagne et les Pays-Bas (14) ont partagé un document officiel sur l'autonomie stratégique tout en préservant une économie ouverte. Des deux positions opposées en 2020, ils se sont retrouvés à partager une vision commune en 13 points qui exhorte les États membres à maintenir leurs économies ouvertes à un moment où l'UE tente de se rendre indépendante des puissances mondiales telles que les États-Unis et la Chine sur des questions telles que la technologie, la production de vaccins et l'énergie.

Là encore, il est clair que l'autonomie stratégique de l'UE ne peut être séparée d'une capacité fiscale autonome permettant de financer un

budget commun de « taille suffisante ».

Entre le retrait de Merkel de la scène politique et la concentration accrue de Macron sur la politique intérieure à l'approche de l'élection présidentielle française, l'alliance hispano-néerlandaise sans précédent crée un nouvel axe, qui brise également l'opposition Nord-Sud. D'autre part, Mme Merkel a déclaré qu'elle était ouverte à une révision des traités, dans son discours devant une formation du Ppe (15) lors de la conférence sur l'avenir de l'Europe (16), et M. Sassoli a également déclaré dans son discours d'ouverture de la conférence sur l'avenir de l'Union que les traités ne sont pas intangibles.

Nous pouvons espérer que l'opinion exprimée par M. Schauble dans son « Non-paper pour ouvrir la voie à une Union de stabilité » (17), à savoir « La mutualisation de la dette créerait de mauvaises incitations, soulèverait des questions juridiques fondamentales et mettrait donc en péril la stabilité de l'ensemble de la zone euro. Quel que soit le nom qu'il portera à l'avenir : Pour les obligations sécurisées européennes ou les titres adossés à des obligations souveraines (certains les appellent "les new Eurobonds"), il n'y a pas de demande sur le marché. Nous devons être en mesure de créer une véritable stabilité par le biais de réformes, et non par le biais d'une ingénierie financière complexe et coûteuse." est destiné à être mis de côté ?

Notes

1. Communiqué de presse de la Court <https://www.bundesverfassungsgericht.de/SharedDocs/Pressemitteilungen/DE/2021/bvg21-029.html> version anglaise : <https://www.bundesverfassungsgericht.de/SharedDocs/Pressemitteilungen/EN/2021/bvg21-029.html>
2. La décision peut être consultée à l'adresse suivante : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/HTML/?uri=CELEX:32020D2053&from=IT>
3. Le règlement établissant le FRR peut être consulté ici : <https://eur-lex.europa.eu/F/?uri=CELEX:32021R0241&qid=1620836901260&from=EN>.

4. Outre ceux mentionnés dans le texte, sont cités : le renforcement de la politique de cohésion par l'utilisation des marges de flexibilité du budget 2014-2020 avec l'initiative d'investissement dans la réponse au coronavirus, le paquet SURE pour accorder des crédits aux États afin de financer des dispositifs de réduction du travail horaire et faire face à des augmentations soudaines des dépenses publiques pour maintenir l'emploi, la ligne de crédit de soutien à la crise pandémique du MES, le fonds de financement des petites entreprises de la BEI.

5. Les bases juridiques du pacte de stabilité et de croissance peuvent être consultées à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/economic-and-fiscal-policy-coordination/eu-economic-governance-monitoring-prevention-correction/stability-and-growth-pact/legal-basis-stability-and-growth-pact_it.

6. Le texte de la lettre peut être trouvé ici : https://www.governo.it/sites/new.governo.it/files/letter_michel_20200325_eng.pdf

7. La communication de la Commission intitulée "Europe's moment : Repair and Prepare for the Next Generation" peut être consultée à l'adresse suivante : <https://eur-lex.europa.eu/uri=COM:2020:456:FIN&qid=1590658879152&from=IT>.

8. Le rapport est disponible à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/5-presidents-report_en.pdf

9. Le document de réflexion sur l'approfondissement de l'Union économique et monétaire peut être consulté à l'adresse suivante : https://ec.europa.eu/info/sites/default/files/reflection-paper-emu_en.pdf.

10. https://ec.europa.eu/info/publications/completing-europes-economic-and-monetary-union-factsheets_it

11. COM(2019) 354 final https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CONSIL:ST_11521_2019_INIT&from=IT

12. L'avis de la BCE peut être consulté à l'adresse suivante : <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/PDF/?uri=CELEX:52019AB0037&from=EN>.

13. La déclaration de Meseberg peut être consultée sur le lien : <https://www.diplomatie.gouv.fr/en/country-files/germany/events/article/europe-franco-german-declaration-19-06-18> et aussi ici spécifiquement sur le budget de la zone euro : <https://www.consilium.europa.eu/media/37011/proposal-on-the-architecture-of-a-eurozone-budget.pdf>.

14 Il peut être consulté à l'adresse suivante : <https://www.permanentrepresentations.nl/documents/publications/2021/03/24/non-paper-on-strategic-autonomy>

15. <https://www.eppgroup.eu/newsroom/news/chancellor-merkel-on-the-future-of-europe>

16. Le discours peut être lu ici : <https://www.europarl.europa.eu/the-president/en/newsroom/president-sassoli-at-the-launch-of-the-conference-on-the-future-of-europe-we-must-have-no-taboos>

17. Le document officiel peut être consulté à l'adresse suivante : <https://media2.corriere.it/corriere/pdf/2017/non-paper.pdf>

Paola Boffo a une formation en économie et est engagée dans les politiques de l'emploi, l'inclusion sociale et économique et la lutte contre la pauvreté, et a coordonné le volet italien du projet de réseau européen de revenu minimum. En tant que membre de Transform! Italia, elle suit en particulier le cadre institutionnel et les politiques de l'Union européenne, les disparités régionales et les politiques sociales.

Avenir de l'Europe : pas d'aménagements, mais une autre construction européenne !

Vincent Boulet

Pour une autre construction européenne

La gauche européenne s'est toujours élevée contre les principes libéraux qui appuient la construction européenne et contre le contenu des règles et des traités européens. Si les bourgeoisies européennes sont contraintes de suspendre une partie de leur contenu, voire d'en proposer une réforme, la gauche européenne doit s'engouffrer dans cette brèche pour mettre en avant des propositions pour une autre construction européenne. Elles ne visent pas un simple aménagement, mais une rupture avec ces règles, une remise en cause concrète. Une autre construction européenne doit s'appuyer sur d'autres principes, non pas sur la mise en concurrence des travailleurs les uns contre les autres sur des coopérations entre peuples et nations souverains et associés. E d'autres termes, cela appelle à la rupture avec les règles et les traités libéraux européens.

1. Sortie de crise par la mobilisation des moyens financiers

La politique de sortie de crise, les moyens mis en œuvre dans cet objectif et leur usage ne peuvent pas reposer sur les règles européennes actuelles, ni sur la politique européenne poursuivie depuis avril 2020.

a. Mettre les moyens financiers au service des

États membres

La politique de création monétaire actuelle de la Bce accentue les déséquilibres européens car elle est essentiellement au service du capital financier allemand. La redirection des moyens financiers de la Bce implique de porter plusieurs changements fondamentaux :

- Changer les statuts et les missions de la Bce en mettant fin à son « indépendance »

La Bce doit être mise sous contrôle du Parlement européen et des Parlements des États-membres. La politique monétaire doit relever du contrôle démocratique. Cela implique de mettre fin à l'indépendance institutionnelle et juridique de la Bce¹ et de modifier l'article 130 du traité sur le fonctionnement de l'Ue. Le rôle clé de la Bce s'est renforcé ces dernières années, par le développement des opérations de création monétaire depuis la crise de 2009, qui sont aujourd'hui devenues un pilier des capitalismes européens. Le débat sur le statut de la Bce refait donc surface. Si une forme de marge de manœuvre opérationnelle est envisageable, le contrôle politique de la stratégie de la politique monétaire et de l'utilisation des fonds est un impératif démocratique.

- La Bce comme financeuse des États membres

La Bce doit pouvoir subventionner les États qui contracteraient auprès d'elle une dette perpétuelle (non remboursée) à 0%. L'article 123 du traité sur le fonctionnement de l'Ue doit

donc être supprimé. Cela dégagerait les états membres de la tutelle des marchés financiers, qui sont actuellement leur seule source de financement de la dette. Cette réalité accentue le poids de la dette sur les États car ces derniers sont dépendants des intérêts à verser aux marchés financiers. Même si les rachats de la dette que les États ont contractée sur les marchés financiers par la Bce² rendent possibles des taux d'intérêts négatifs ou très faibles, les marchés financiers gardent un droit de regard sur les États car la dette publique de ces derniers est toujours émise sur le marché primaire.

- Lutte contre l'évasion fiscale pour une Cop fiscale internationale

L'évasion fiscale représente plus de 800 milliards d'euros par an, dont 120 milliards pour la France. Il est urgent d'ouvrir enfin le chantier de l'harmonisation fiscale en Europe en instaurant des taux plafonds pour l'ensemble des impôts indirects (Tva, et autres taxes sur la consommation, notamment la fiscalité verte) et des taux planchers pour les impôts directs (impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés), et de mettre en place le prélèvement à la source des multinationales avec un taux minimal d'imposition des profits qui mette fin au fait que l'UE est incontestablement la zone où la concurrence fiscale est la plus forte. Les annonces récentes du G7 sont très insuffisantes et ne résolvent en rien la question. Mais le sujet est désormais sur la table. Porter collectivement l'idée du Cop fiscale internationale pour mettre enfin la finance au service de l'intérêt général serait un engagement fort.

b. Un nouveau plan de relance européen à la hauteur des enjeux et respectant la souveraineté démocratique des États

Ces moyens financiers peuvent financer un autre plan de relance européen, bien plus ambitieux, débarrassé de la tutelle des marchés financiers et des règles imposées par la commission européenne et le conseil de l'Europe ; qui soit

fondé sur les impératifs sociaux, productifs et écologiques.

- Sous forme de subventions ou de dette perpétuelle à 0%

Ce plan ne peut pas être une arme de domination fédéraliste supplémentaire, comme est conçu l'actuel plan de relance européen. Il ne doit pas entrer dans le cadre du semestre européen, ni être contrôlé par la commission européenne. Il ne doit pas davantage inclure une enveloppe de dettes remboursables ; mais être composé d'aides ou de prêts perpétuels aux États à 0%.

- Un cadre social et écologique

Ce plan est constitué de subventions directes aux États utilisées dans un cadre social et écologique fixé par les parlements nationaux et le Parlement Européen, afin, par exemple de réorienter les fonds vers les impératifs suivants :

- Soutien aux revenus des travailleurs, aux systèmes de sécurité sociale et de retraites
- Personne ne doit vivre en dessous du seuil de pauvreté en Europe
- Financement d'investissements dans les services publics, de la santé et du médicament, d'éducation et de transport
- Financement d'une planification de développement industriel et de transition écologique, assurer la réindustrialisation.

Les citoyens et les travailleurs doivent pouvoir contrôler l'usage des fonds pour la défense de l'emploi.

c. Des mesures sociales d'urgence

Ce plan de relance est complété par des mesures sociales d'urgence regroupées dans une directive sociale cadre européenne incluant :

- L'interdiction des licenciements économiques pour la durée de la crise (sur le modèle des

mesures prises par les gouvernements espagnol et italien)

- Le Cdi érigé en norme
- La protection et le rétablissement des conventions collectives
- L'interdiction des délocalisations internes à l'UE
- La constitution de coopérations industrielles sur la production de vaccins dans un cadre public (« Airbus du vaccin ») et d'un pôle public du médicament en Europe.

2. De nouveaux principes démocratiques

Les traités et les règles européennes construites depuis l'Acte unique et le traité de Maastricht doivent être abolies, pour laisser la place à de nouveaux mécanismes de coopération entre peuples et nations d'Europe.

a. Refuser tout retour au cadre budgétaire de Maastricht, même aménagé

Le pacte de stabilité et de croissance est actuellement « suspendu ». La commission envisage pour l'heure son retour d'ici 2022. Il est possible qu'il soit aménagé pour prendre en compte les appels émanant de certains pays, dont la France (voir ci-dessus), en sachant que de tels changements sont soumis à l'accord allemand, qui n'est absolument pas garanti, même en cas de changement de gouvernement après les élections fédérales de septembre 2021. Dans tous les cas, il est nécessaire :

- de s'opposer à tout retour du pacte de stabilité et de croissance, du pacte budgétaire, du 2-pack et du -pack, que ce soit dans leur épure originelle, ou bien assortis d'aménagements plus ou moins importants.
- d'abolir le semestre européens et ses « recommandations » austéritaires, en s'appuyant sur le principe de non régression reconnu dans la charte communautaire des droits sociaux des travailleurs de 1989³.

- d'abolir les règles d'or budgétaires.

b. Un cadre démocratique représentant les citoyens des États membres

La conférence pour l'avenir de l'Europe est utilisée par Macron pour essayer de s'imposer, à l'occasion des élections de 2022, comme un acteur majeur de la relance de la construction européenne libérale, y compris face aux Allemands. Cette conférence est très marquée par la tentation « post-nationale » qui revient en force dans la conception des politiques de relance européennes.

Il est important d'avancer des propositions concrètes de refondation d'une autre construction européenne, qui s'appuient sur une méthode politique.

Cela pourrait, par exemple, prendre la forme de la convocation, d'une Assemblée des peuples d'Europe composée de représentants des citoyens des États membres, comme le sont les parlementaires nationaux, pour déterminer de nouveaux principes démocratiques et sociaux régissant les coopérations européennes entre les nations du continent. Cela répondrait à la fois à l'exigence d'une association entre ces dernières, tout en respectant leur souveraineté.

c. Un nouveau cadre de coopérations entre peuples souverains et associés

Les coopérations européennes à construire doivent s'appuyer sur plusieurs principes :

- L'alignement sur le mieux disant social et écologique

Les coopérations européennes ne doivent plus être fondées des règles budgétaires, ni sur les principes néolibéraux de la concurrence libre et non faussée et du marché unique, qui sont ceux de la construction européenne libérale depuis les années 1980.

La construction européenne doit obéir, au contraire, au principe de l'alignement vers le haut, en matière sociale, démocratique,

écologique et de droits. Nous ne visons pas une « harmonisation » mais un alignement sur le mieux disant. Par exemple : sur les salaires, y compris le salaire minimum, les systèmes de retraites et de protection sociale, l'égalité femmes-hommes...

- L'Europe à géométrie choisie

Le cadre de coopération européen doit garantir à chaque peuple qu'il ne sera jamais entraîné dans un engrenage aboutissant à un modèle de société violant ses choix essentiels.

Toute orientation européenne déterminant l'avenir d'un pays membre doit procéder de décisions prises librement et en connaissance de cause par les citoyens concernés, entre associant les Parlements nationaux et le Parlement européen.

Ces choix doivent donc pouvoir être différents d'un pays à l'autre : sur l'adoption ou non de l'Euro, sur des accords de défense ou non, sur les services publics, sur les salaires etc.

Aucun choix n'est irrévocable. A l'inverse de la logique des mémorandums qui lient des gouvernements futurs aux décisions prises par un gouvernement donné, les peuples et les majorités politiques nouvelles gardent le droit de revenir sur tel ou tel aspect des coopérations européennes.

- Une nouvelle conception de l'Euro : une monnaie commune et non une monnaie unique

La réforme des missions de la Bce doit conduire à une réforme en profondeur de l'Euro, afin de lui enlever son aspect punitif, néolibéral et dominateur. La conception unitariste et néolibérale de l'Euro est un facteur de crise, car elle accentue les divergences économiques et sociales internes à l'espace monétaire.

Cette nouvelle conception de l'Euro repose sur deux principes :

- Les États utilisent l'Euro dans leurs transactions internationales ;

- Ils recouvrent la possibilité d'utiliser le levier des taux de change dans leur espace national interne, en fonction de leurs impératifs sociaux et économiques propres.

Cette architecture nouvelle permet de dépasser le débat « sortie ou non de l'Euro » et évite de faire des salaires la variable d'ajustement des « dévaluations compétitives ».

d. Une Europe dans un espace large de coopération et de sécurité collective

L'Europe ne se résume pas à l'Union Européenne. Les états membres de l'UE s'inscrivent dans un espace géopolitique plus large, incluant les Balkans occidentaux, ainsi que leur voisinage oriental (avec la Russie notamment) et méditerranéen.

- Sortie de l'Otan et dissolution des rouages de la « défense européenne »

Les pays européens doivent se soustraire à la tutelle de l'Otan. L'Otan c'est la guerre. Il faut dissoudre l'Otan. L'Europe doit être débarrassée de l'Otan.

Nous nous opposons aux mécanismes de la « défense européenne », conçue pour donner à l'UE son « autonomie stratégique », « en coordination avec l'Otan ». La défense européenne se traduit déjà par la constitution d'un « Fonds européen de défense » devant être doté de 7 milliards d'euros (2021-2027) pour stimuler la recherche sur les technologies militaires, et de projets militaires communs.

- Un traité de paix, de coopération et de sécurité collective

Les États européens et leurs voisins réunissent une conférence de coopération et de sécurité collective, dans l'esprit de la conférence d'Helsinki de 1975, dans l'objectif de négocier un traité de paix, de coopération et de sécurité collective pan-européen, incluant, au-delà de l'Union Européenne, l'ensemble des pays

européens et leurs voisins, jusqu'à la Russie.

- Le respect du droit international et des résolutions de l'Onu

La politique étrangère appartient aux États membres. Des coopérations sont possibles et nécessaires pour :

- Le respect des résolutions de l'Onu, sur la Palestine par exemple
- L'interdiction globale et mondiale des armes nucléaires (signature du traité Tian)
- L'interdiction des exportations d'armes dans les zones de guerre
- La dissolution de Frontex et récusation du pacte sur la migration et l'asile de septembre 2020 ; pour la régulation humaine des migrations.

En d'autres termes, ce ne sont pas des aménagements restant dans la logique libérale dont nous avons besoin, mais bien d'une autre construction européenne, donc d'une rupture avec les traités européens et les règles qui en découlent pour instaurer d'autres modalités de coopérations entre les peuples d'Europe. Au lieu du pacte budgétaire, mettons en débat l'Europe à géométrie choisie : nul ne peut imposer de « modèle » prédéfini, néolibéral,

tel qu'il s'impose dans les traités européens actuels ; mais il revient aux peuples de choisir sur quelles bases ils veulent construire des coopérations européennes. Ce n'est pas une orientation incantatoire. L'enjeu de « l'Airbus du vaccin » et du pôle public du médicament sont des revendications très fortes et directes, que l'on peut mettre en œuvre immédiatement.

1. L'indépendance de la Bce est justifiée comme suit : « Si les gouvernements exerçaient un contrôle direct sur les banques centrales, les dirigeants politiques pourraient être tentés de modifier les taux d'intérêt à leur avantage afin de favoriser la croissance économique à court terme ou d'utiliser la monnaie de banque centrale pour financer des mesures populaires, ce qui serait très préjudiciable à l'économie sur le long terme » (site de la Bce).

2. Cette politique de rachat représente 76% de la dette espagnole, 73% de la dette française, 70% de la dette italienne.

3. « La proclamation solennelle des droits sociaux fondamentaux au niveau de la Communauté européenne ne peut justifier, lors de sa mise en œuvre, de régression par rapport à la situation actuellement existante dans chaque État membre ».

Vincent Boulet est membre du Conseil National du Pcf et du secteur international, responsable aux questions européennes. Il est aussi membre du secrétariat politique du Parti de la Gauche Européenne.

Ne répétez pas la Plus Grande Folie de l'Occident. Les critiques à l'égard du gouvernement chinois peuvent être justifiées, mais l'anticommunisme réchauffé conduira à une nouvelle guerre froide

Michael Brie

Le nouveau président américain Joe Biden a récemment annoncé son intention de convoquer un “sommet des démocraties” dans le but de réunifier l'Occident. Cette fois, avant tout contre la Chine. La Commission européenne, pour sa part, a déjà classé la Chine comme un “rival systémique” en 2019. Lors de la réunion des ministres des affaires étrangères du G7 en mai 2021, l'antagonisme entre les démocraties libérales et les régimes autoritaires a été mis en évidence. Pour la première fois depuis 1989, l'UE a imposé des sanctions à la Chine, conjointement avec les États-Unis. Ces mesures représentent des efforts actifs pour rétablir le consensus libéral anticommuniste fondamental comme religion commune de l'Occident. En septembre 2019, le Parlement européen a adopté une résolution mettant sur un pied d'égalité l'Union soviétique et l'Allemagne hitlérienne, le stalinisme et le nazisme en tant que dictatures totalitaires.

Commençons par un retour sur l'histoire. C'est l'anticommunisme qui a servi de légitimation à la bourgeoisie allemande pour se jeter dans les bras d'Hitler. C'est également l'anticommunisme qui a servi de prétexte pour abandonner la République espagnole à l'alliance de Franco avec le fascisme allemand et italien, tandis que les “démocraties” assistaient sans rien faire au massacre et que Staline allumait et tuait les forces de gauche en Espagne. Peu après, c'est l'anticommunisme qui a empêché une alliance de la France et de la Grande-Bretagne avec

l'Union soviétique pour empêcher l'invasion allemande de la Pologne avant la date fatidique du 23 août 1939.

L'anticommunisme n'a pas pu empêcher l'établissement d'une dictature bolchevique et la Terreur rouge lors de la guerre civile de 1918-22 menée par Lénine et Trotsky. Il n'a pas non plus pu empêcher la soi-disant “collectivisation” et la Grande Terreur du régime stalinien dont des millions de personnes ont été victimes, bien que le stalinisme déchaîné ait fourni à l'anticommunisme un matériel d'illustration et menacé de détruire complètement la gauche européenne. En assimilant le socialisme au stalinisme, toute politique de gauche a été soumise à la suspicion du totalitarisme.

Si l'anticommunisme n'a pas réussi à empêcher les crimes commis au nom du communisme, il a au contraire rendu possibles les grands crimes du nazisme et du fascisme ainsi que la Seconde Guerre mondiale en empêchant l'Occident de s'engager dans une résistance à temps contre Hitler. À la suite de la guerre, l'Allemagne hitlérienne, avec sa politique d'extermination des Juifs, du communisme et d'asservissement des peuples slaves a été vaincue, mais toute une série d'États d'Europe centrale et du Sud-Est sont passés sous le contrôle de l'Union soviétique pendant 40 ans.

Thomas Mann, qui s'est exilé dès février 1933, a décrit la peur du communisme dans un discours prononcé à Washington en octobre 1943 comme “l'une des plus grandes folies de

notre époque”, une folie qui remonte au XIXe siècle. Il n’exprimait guère plus qu’un fait lorsqu’il déclarait que “aux yeux du capitalisme conservateur occidental, le fascisme était simplement le rempart contre le bolchevisme et contre tout ce que l’on entendait par ce mot”. C’est avec le “vocabulaire de l’horreur “communisme” qu’Hitler a fait ses conquêtes”. Thomas Mann avait compris, après la Seconde Guerre mondiale et surtout depuis 1933, que la défense de la liberté n’est possible que si elle s’allie à l’égalité, à la justice sociale et à tout ce que le communisme a de prospectif. L’avenir, selon Thomas Mann, appartient au communisme, du moins “dans la mesure où le monde qui sera quand nous ne serons plus, dont les contours commencent à se dessiner et dans lequel vivront nos enfants et petits-enfants, ne peut guère être imaginé sans certains traits communistes, c’est-à-dire sans l’idée fondamentale de droits communs de propriété et de jouissance des biens terrestres, sans une compensation progressive des différences de classe, sans le droit au travail et le devoir de travailler pour tous”. La liberté et l’égalité devraient trouver “un nouvel équilibre”.

L’expérience d’époque de Mann avait montré que lorsque la liberté ne s’allie pas à l’égalité, elle prépare le terrain aux ennemis de la liberté. Cela s’ajoute à une autre expérience d’époque, non moins importante, issue de l’héritage du bolchevisme et du stalinisme : à savoir que l’égalité n’est pas réalisable sans liberté, car elle mène à l’injustice et à la stagnation. L’Union soviétique s’est révélée être une impasse historique, comme l’ont montré les années 1989-1991. Un socialisme qui cherche vraiment à surmonter le capitalisme doit préserver et développer la viabilité du communisme ainsi que du libéralisme.

Répéter la même erreur ?

En 1989-1990, l’Occident a raté la grande occasion de construire une “maison commune européenne”, comme le demandait Mikhaïl

Gorbatchev, d’amorcer à temps une transition écologique (ce que le Club de Rome a appelé la “première révolution mondiale”) et de lancer une politique de paix active. Au lieu de cela, l’“occidentalisation du monde” a été poursuivie au nom de l’anticommunisme. Avec de nouvelles guerres, la déstabilisation systématique des États, une politique de commercialisation continue et de concurrence mondiale, on a immédiatement cherché à créer un nouveau “Siècle américain”.

Le résultat final est effroyable. En termes écologiques, 30 ans ont été gâchés. Les États-Unis ont dépensé 7 000 milliards de dollars (!) rien que pour les guerres en Irak et en Afghanistan. Les alliés de l’Otan ont suivi en Afghanistan. Il y a plus de réfugiés dans le monde que jamais au cours des 70 dernières années. La capacité de coopération mondiale, comme le montre la pandémie, est devenue presque nulle. Pendant ce temps, les États-Unis et ce qui est censé être “l’Occident libre” sont confrontés à un adversaire mondial comme on n’en a jamais vu au vingtième siècle, la République populaire de Chine. Une fois de plus, l’anticommunisme est utilisé pour mettre en scène une nouvelle guerre froide.

La Chine est considérée comme un rival systémique auquel il faut refuser l’accès à la technologie et entraver son accès aux marchés. L’objectif est le confinement et l’encercllement militaires. La Chine est accusée de génocide, de ne pas respecter les droits de l’homme, de ne pas permettre la participation démocratique de sa population et de refuser la liberté à ses citoyens. Pourtant, ce sont ces mêmes citoyens chinois qui, avant la pandémie, nous rencontraient par millions en tant que touristes à Rome, Paris ou Berlin, pour ensuite disparaître avec joie dans leur prétendue “prison” domestique, une prison que les touristes occidentaux en Chine, pour leur part, vivent comme un havre de prospérité croissante et de modes de vie libéraux. Pendant ce temps, le succès de la Chine dans la lutte contre la pauvreté est historiquement sans précédent.

L’anticommunisme est utilisé pour construire

une opposition extrême entre les différences de l'Occident et le système politique, économique et culturel de la Chine (et celui d'autres États). Un "Nous" contre un "Eux". Une opposition entre "démocratie" et "autocratie", entre "liberté" et "non-liberté", "bien" et "mal". Soulever des doutes raisonnables sur les chiffres publiés en Occident concernant l'ampleur de la répression politique en Chine ou en Russie est considéré comme une complicité dans ces crimes. La liberté de se forger sa propre opinion devient ainsi impossible. Au nom de l'anticommunisme, un conformisme fondamentaliste est imposé d'une manière non plus subtile mais brutale, selon la devise "Qui n'est pas pour nous est contre nous !". Un tel anticommunisme est lui-même totalitaire.

Il faut aussi avoir le droit de penser à l'innommable : Abraham Lincoln a un jour décrit la démocratie comme le gouvernement "du peuple, par le peuple" et "pour le peuple". Si l'on compare les systèmes politiques des États-Unis, du Brésil, de l'Inde et de la République populaire de Chine, on peut se demander si le système dans lequel un parti unique est aux commandes depuis des décennies ne présente pas également d'importantes caractéristiques démocratiques, dans la mesure où il travaille pour le peuple et implique sa participation selon des modalités "non occidentales". Et, inversement, si les gouvernements issus d'élections libres ne peuvent pas aussi être oligarchiques et autoritaires ou agir contre leur propre peuple.

Mais il y en a pire. Les véritables dangers auxquels l'humanité et la vie libre des personnes sont confrontées aujourd'hui et à l'avenir résident dans la catastrophe climatique prévisible, dans la destruction continue des États qui transforme des millions de personnes en réfugiés, dans la division sociale mondiale et nationale, dans l'accumulation incontrôlée d'actifs financiers, dont la crise peut ensuite entraîner l'économie mondiale dans la ruine comme à la fin des années 1920, et dans la montée des régimes fascistes. Ces dangers résident dans l'accumulation de la confrontation

militaire. Il ne faut pas oublier le présage que représente la foule sur les marches du Capitole américain, la "citadelle de la liberté".

La critique, bien sûr, est justifiée, qu'il s'agisse de la critique des politiques antisociales en Allemagne ou du système (anti)judiciaire aux États-Unis, qui met des millions de noirs en prison, de la critique de la restriction des libertés politiques en Chine ou de la destruction de l'environnement au Brésil. La liste est longue. Mais tout cela ne peut et ne doit pas être une raison pour en faire une nouvelle guerre froide fondamentaliste au nom de l'anticommunisme. La tentative de déclencher cette guerre à elle seule est criminelle. Il est insensé, comme l'a dit Thomas Mann, de suivre aveuglément ceux qui commettent un tel crime.

Gotthold Ephraim Lessing, un poète allemand de la fin du XVIII^e siècle, a fait référence à la parabole des anneaux suivante dans sa tragédie Nathan le Sage. Un père remet à chacun de ses trois fils un anneau qui est censé donner à son porteur le pouvoir d'être agréable à Dieu et à ses semblables. Pourtant, un seul des trois anneaux était censé avoir ce pouvoir. Comme aucun des fils ne savait quel était le "vrai" anneau, il n'y avait désormais qu'une seule façon de le prouver, par les actions exemplaires du porteur de l'anneau.

Si la concurrence entre les États doit se faire, non pas sous la forme destructrice de la lutte les uns contre les autres, mais dans celle de la coopération pour la meilleure et la plus rapide contribution à la prévention de la catastrophe climatique et à l'arrêt de la destruction écologique, à l'élimination de la pauvreté mondiale, à la réduction des tensions militaires et réduire les dépenses militaires, pour élargir les possibilités réelles de chaque personne et de tous les peuples pour une vie autodéterminée dans la sécurité et la dignité. Mais au lieu d'être aussi sages que Nathan le Juif, les élites de l'Union européenne ressemblent à des chrétiens de la croisade qui mènent une guerre sainte au nom de la démocratie libérale contre la Chine, la Russie et d'autres opposants à la mondialisation néolibérale.

Articles

Le spectre du communisme est utilisé pour déclencher une nouvelle guerre froide afin de maintenir l'hégémonie des États-Unis et de leurs alliés européens. Une lutte perdue depuis au moins une décennie, au lieu de poursuivre avec audace et sagesse la voie vers un ordre mondial multipolaire fondé sur la coopération et le codéveloppement.

Michael Brie est président du conseil scientifique de la Fondation Rosa Luxemburg. Ses domaines de recherche sont la théorie et l'histoire du socialisme et du communisme et la théorie et la pratique de la transformation socio-écologique. Il est l'auteur récent de Rediscovering Lenin. Dialectics of Revolution & Metaphysics of Domination (Palgrave 2019), et, avec Jörn Schütrumpf, de Rosa Luxemburg. A Revolutionary Marxist at the Limits of Marxism (Palgrave 2021).

Plaidoyer pour une autre Bce

Xavier Dupret

La révision, en cours depuis 2019, des structures de l'Union européenne a été rendue plus urgente encore par l'accentuation, suite à la pandémie, de la crise de la mondialisation néolibérale. Parmi les structures de gouvernance de l'Union européenne, on pointera le rôle joué par la Banque Centrale Européenne (Bce) depuis l'entrée en crise du capitalisme financiarisé entre 2007 et 2008.

Retard européen

L'action de la Bce a, dans la foulée de l'effondrement des banques occidentales lors de la Grande Récession, pris la même direction que celle empruntée, outre-Atlantique, par la Fed. Depuis quelques années, nous vivons à l'heure des programmes d'assouplissement quantitatif. Ces derniers désignent des achats massifs d'obligations par les banques centrales sur les marchés dans le but d'injecter des liquidités dans les circuits du crédit interbancaire et ainsi augmenter, du moins en théorie, le volume des prêts accordés aux ménages et aux entreprises afin de soutenir la croissance.

La Bce n'a commencé à appliquer un plan d'assouplissement quantitatif qu'à partir de 2015. Certes, la Bce a, en lancé, un *Covered Bond Purchase Program* de rachats d'actifs toxiques pour environ 60 milliards d'euros mais ce programme avait une durée de vie d'un an et était, somme toute, bien modeste au regard de l'ampleur de la crise.

La Bce va, *nolens volens*, relancer un nouveau programme en mai 2010. Le *Securities Market Programme* (Smp) voit alors le jour. Le but de

l'opération consistait à remédier à la demande insuffisante pour les obligations de certains pays fragilisés de la zone euro. En raison du désengagement des marchés, les taux d'intérêt sur ces dettes souveraines devenaient, en effet, intenable.

A l'époque, Jean-Claude Trichet, alors gouverneur de la Bce, insistait sur le fait que le Smp ne correspondait pas à un programme d'assouplissement quantitatif et il convient de lui donner raison. Certes, le Smp consistait bien en une forme d'activisme de la Bce sur le marché secondaire des dettes publiques, soit, il est vrai, l'objet des programmes d'assouplissement quantitatif. Néanmoins, le surcroît de liquidités qui découlait de ce dispositif faisait l'objet de programmes dits « de stérilisation » répétés sur une base hebdomadaire. A travers les opérations de stérilisation, la Bce agissait de façon à ce que la masse de liquidités additionnelles ainsi créée soit retirée de la sphère de la circulation. La reprise des liquidités à travers les mécanismes de stérilisation de la Bce consistait à réaliser des emprunts auprès des banques en accordant à ces dernières l'accès à un dépôt rémunéré. Les banques jouissaient ainsi de la faculté de déposer, via une procédure d'appel d'offres, leurs liquidités excédentaires sur des comptes ouverts auprès de la Bce. Par le biais de ce mécanisme, la Bce a donc racheté des obligations publiques pour un montant total de 208 milliards et également versé de sympathiques intérêts au capital financier du Vieux Continent (1).

En novembre 2011, Mario Draghi remplace Jean-Claude Trichet à la tête de la Bce. A la même époque, la Bce met au point un nouvel outil de relance de l'économie européenne en

inaugurant un programme de prêts massifs (1.018 milliards d'euros) au bénéfice des banques pour une durée de trois ans. La masse monétaire ainsi créée a été récupérée par la Bce puisque ces prêts ont été remboursés.

A ce stade, on s'aperçoit que l'objectif de stérilisation de la masse monétaire additionnelle dominait encore, à l'époque, les priorités de travail de la Bce alors que paradoxalement, le continent avait surtout à redouter les affres de la déflation. En fait, il faudra attendre 2015 pour que la Bce revendique haut et fort le fait de créer un surcroît de masse monétaire. A cette époque, la Bce lance le *quantitative easing* européen qui, en deux ans, va permettre d'injecter 1.680 milliards d'euros sur les marchés.

On notera que la Fed procédait déjà à des opérations de ce type depuis novembre 2008. L'Europe était bien en retard.

Une question de mandat (et de classe)

En 2008, c'était pourtant le centriste Ben Bernanke qui dirigeait la Fed. Il est vrai que le mandat de cette dernière englobe davantage de missions que celui de sa consœur européenne. La hantise de la Bce était que les programmes impliquant une forte création monétaire ne débouchent *in fine* sur une remontée du taux de l'inflation. Au total, on vérifie une priorisation excessive de la lutte contre l'inflation dans le chef de la Bce.

Il s'agit là d'une différence majeure avec la Fed, laquelle dispose d'une triple mission : la lutte contre l'inflation, certes, mais aussi la croissance et l'emploi. Ce n'est pas le cas de la Bce. L'article 2 du chapitre du Traité sur l'Union européenne détaillant le fonctionnement du Système Européen des Banques Centrales (Sebc) stipule, en effet, que « l'objectif principal du Sebc est de maintenir la stabilité des prix ». Ce même article établit également que « sans préjudice à l'objectif de stabilité des prix, le Sebc apporte son soutien aux politiques économiques (...) en vue de contribuer à la

réalisation des objectifs (...) définis à l'article 2 ».

La stabilité des prix et rien que la stabilité des prix, voilà l'horizon des politiques monétaires avec lequel il convient de rompre radicalement en Europe. Habituellement, lorsqu'une réorientation de ce type est proposée, s'exprime aussitôt, à titre d'objection, la crainte de s'aliéner les classes populaires allemandes vivant, paraît-il, encore avec le trauma de l'hyperinflation ayant affligé, il y a un siècle, la République de Weimar.

Cependant, dénoncer le mandat unique de la Bce revient également à formuler le constat que des politiques anti-inflationnistes s'accompagnent mécaniquement d'une déconnexion des salaires par rapport aux gains de productivité. Dans cette optique, la lutte contre l'inflation et la désindexation des salaires qu'elle suppose se sont imposées dans les pays de l'Ocde comme priorités dès le début des années 1980 alors que les taux de profit étaient structurellement en baisse depuis la fin des années 1960. La montée de la précarité, le chômage de masse et la déflation salariale constituent, depuis, la toile de fond des rapports de production chez nous.

Non seulement l'Europe ne connaîtra pas de poussée inflationniste si les statuts de la Bce sont modifiés pour se calquer sur ceux de la Fed (au passage, on observera que jamais les Etats-Unis n'ont été victimes de dérapage hyperinflationniste dans leur histoire) mais en outre, une telle réforme favorisera la stabilité financière (et partant, celle des investissements et de l'emploi). En effet, la lutte contre l'inflation et la modération salariale qui l'accompagne se sont traduites avec le temps par une diminution de la part des salaires en faveur de celle du capital. En Europe, la part des salaires est passée d'environ 70% du Pib en 1980 à 55% 20 ans plus tard. Il s'agit là d'« un considérable transfert des salariés vers les rentiers qui ont pu capter les gains de productivité au détriment du pouvoir d'achat des salariés et de l'emploi » (2). La conséquence de cet état de choses est évidemment que de plus en plus de richesses se trouvent concentrées entre des mains de

moins en moins nombreuses et toujours prêtes à prendre davantage de risques en échange de la promesse d'un retour sur investissement élevé. Une telle évolution constitue un danger plus crédible à moyen terme pour les travailleurs européens qu'une remontée incontrôlable de l'inflation.

Bien entendu, une modification du mandat de la Bce, à elle seule, ne conduira pas *ipso facto* à un réaménagement substantiel des rapports de force entre travail et capital à l'échelle du continent. On peut, d'ailleurs, se douter que si un économiste *mainstream* tel que Ben Bernanke a inauguré la politique du *quantitative easing* aux Etats-Unis, ce n'est pas spécialement dans le but de subvertir en son fondement la logique d'accumulation du capitalisme financiarisé. Bien au contraire, on observe, depuis quelques années déjà, que la multiplication des plans d'assouplissement quantitatif en Europe et aux Etats-Unis se traduit par des épisodes réguliers de surchauffe des marchés financiers. Aux Etats-Unis, le Dow Jones représentait, au premier trimestre de cette année, 1,49 fois le Pib du pays, du jamais vu depuis 1948. Depuis 2008, le ratio Dow Jones/ Pib n'a cessé de progresser aux Etats-Unis (3). On constate *mutatis mutandis* les mêmes évolutions pour les bourses européennes.

C'est que les banques centrales sont historiquement l'émanation des banques privées pour se prémunir contre le risque de crise généralisée de la sphère de la circulation. L'apparition des banques centrales correspond,

dès lors, à une création initiale du marché et pas de l'État (4). Rien d'étonnant, dès lors, à ce que la création monétaire décidée par la Bce ou la Fed profite prioritairement aux milieux financiers.

Voilà pourquoi il conviendrait, par exemple, que le Directoire de la Bce associe dorénavant des représentants des organisations syndicales aux banquiers centraux. Il y a là, peut-être, matière à réflexion pour des institutions européennes toujours promptes, dit-on, à promouvoir la « diversité » en leur sein...

Notes

1. Smith, A, «The European Central Bank's Securities Markets Programme (Ecb Gfc)» in *Journal of Financial Crises*, Vol. 2 : Iss. 3, 2020, p.374.
2. Savage, R et Husson, M, «Salaire et compétitivité. Pour un vrai débat», Couleur Livres, Mons, 2013, p. 57.
3. Federal Reserve Bank of St. Louis, avril 2021.
4. Orléans, A, «Analyse économique des conventions», Puf, Paris, 1994

Xavier Dupret est économiste à la Fondation Joseph Jacquemotte (Bruxelles). Il s'intéresse principalement à l'économie internationale et aux pays émergents. Il milite principalement dans les secteurs de l'éducation populaire et de la solidarité internationale.

La grande bataille de la finance verte

Silvano Falocco

Depuis des mois, nous sommes confrontés à une contre-offensive rhétorique sur le thème de la finance durable, à laquelle il est trop facile de répondre que, en vérité, rien ne change sous le soleil.

En réalité, beaucoup de choses changent, si nous comprenons la nature de ces changements. Dans le débat économique-financier actuel, l'idée est partagée que l'activité économique est à la fois cause et conséquence du changement climatique, de l'épuisement des ressources naturelles et de la dégradation des écosystèmes. Elle est à l'origine du changement climatique par l'utilisation d'énergies fossiles, qui génèrent des émissions de gaz à effet de serre, l'extraction de ressources de la croûte terrestre, les processus de déforestation et l'utilisation intensive de terres qui se dégradent.

Dans le même temps, le changement climatique affecte les activités humaines, avec des températures moyennes toujours plus élevées, des phénomènes météorologiques qui deviennent extrêmes, des perturbations hydrogéologiques et des vagues de chaleur plus fréquentes et plus intenses, qui causent d'énormes dommages économiques ; l'utilisation excessive des ressources fait augmenter leur prix et le rend instable.

En étant à la fois cause et conséquence, il existe une étroite interconnexion entre l'économie et l'environnement.

Le système économique doit toujours être lu dans la perspective du métabolisme socio-environnemental : d'une part, il y a les inputs, les matières entrantes (combustibles, minéraux, biomasse), qui sont transformées soit pour augmenter les stocks (bâtiments, hangars, plantes, biens durables et infrastructures), soit

pour fabriquer des produits, ce qui implique à son tour le retour à l'environnement de matières sous une forme dégradée (émissions, vidanges, déchets), éventuellement cumulées temporairement.

La seule variable, dans le capitalisme, est que la croissance économique infinie n'est pas un paradigme que l'on peut surmonter, elle est intrinsèque au modèle d'accumulation, qui implique toujours une "destruction créatrice".

Toute activité économique peut toujours être lue à travers un bilan de ses flux matériels, traduisibles en ressources et en emplois ; à ces bilans le système financier, ces dernières années, a commencé à associer des matrices de risque.

Deux types ont été identifiés : le premier, associé au manque d'interventions incisives, lié à l'inertie des politiques de contraste, le "non-agir", classé comme risque physique.

Un risque lié à des phénomènes chroniques ou aigus, comme dans le cas de la survenue d'événements naturels, peut-être peu probables, mais ayant un impact important sur les territoires, les personnes et l'économie.

Les risques physiques impliquent les intermédiaires financiers car ils peuvent endommager le capital immobilisé des entreprises (usines, entrepôts, machines), réduire leur capacité de production, les obliger à faire face à des dépenses imprévues, détournant le capital de l'innovation vers la reconstruction, réduire leur capacité à honorer leurs engagements, générer des pertes dans leurs bilans.

Évidemment, même une action soudaine de contraste peut être une source de risques, dits de "transition", pour le système économique-

financier, car les prix relatifs des facteurs de production changent, les actifs et les rendements boursiers peuvent être dévalués, produisant des pertes pour les intermédiaires qui détiennent des actions dans leurs portefeuilles.

Le système financier, qui constitue le cœur battant de l'économie capitaliste, est particulièrement exposé à ces risques et, de ce fait, peut amplifier les conséquences négatives d'événements défavorables liés à la transition écologique, étant donné que les entreprises ont toujours besoin d'un financement initial pour lancer le processus global de production et d'échange.

C'est pourquoi les banques centrales cherchent de plus en plus à comprendre comment les risques environnementaux peuvent se traduire en risques financiers et comment des événements indésirables peuvent se propager au sein du système financier, augmentant ainsi l'instabilité.

Mais il est utile de savoir comment ce tournant a été atteint et pourquoi les autres acteurs économiques et institutionnels n'ont pas réussi à intervenir à temps.

En réalité, depuis 2001, l'Union européenne a tenté d'aborder ces problèmes de manière indirecte, en essayant de renforcer le "marché unique des produits écologiques", à travers la qualification de la demande publique, et en invitant les institutions nationales, régionales et locales à adopter l'instrument des Mpe (Marchés Publics Ecologiques), qui prévoit l'intégration de critères environnementaux dans le système des marchés publics.

Né avec un caractère volontaire, le Mpe visait à encourager le développement de produits à faible impact environnemental, et à accompagner les entreprises sur un chemin de transition, sans chocs excessifs.

Des dizaines de documents européens témoignent de cette tentative : la communication n° 397 de 2008 « Plan d'action pour la consommation et la production durables et politique industrielle durable », la communication n° 400 de 2008 « Les marchés publics pour un meilleur environnement », la communication n° 196

de 2013 « Construire le marché unique des produits écologiques », la communication n° 640 de 2019 « Le Green Deal européen » ou la communication n° 102 de 2020 « Une nouvelle stratégie industrielle européenne ».

Le raisonnement était simple : l'économie européenne ne peut pas se battre sur le terrain de la réduction des coûts, afin de ne pas compromettre la cohésion sociale, les droits sociaux et les protections environnementales, mais doit se concentrer sur la qualité environnementale et sociale de la production.

L'inclusion de critères environnementaux dans les marchés publics des États membres profite donc à l'industrie et à l'économie européennes, dont les performances en matière d'environnement et d'éco-efficacité restent supérieures à celles des industries des pays concurrents. Cette inclusion écarterait les concurrents non européens, qui n'en disposent pas encore, en orientant les entreprises vers la réduction des coûts environnementaux et des risques associés.

L'Union européenne avait tenté d'emprunter une voie douce, en sous-estimant les difficultés des différents pays, dues également à la concurrence intra-européenne, à adopter des critères environnementaux : des problèmes critiques dus au manque de compétences spécifiques dans les administrations publiques mais aussi à la résistance des associations d'employeurs et des entreprises, en raison de la prévalence du court-termisme.

Cette transition n'a pas été perçue comme nécessaire : on pensait qu'il restait encore beaucoup de temps. L'intérêt des entreprises individuelles a entravé la nécessaire mise à niveau environnementale et sociale de l'ensemble du système de production, avec la réduction des risques qui en découle.

C'est à ce moment-là que certaines grandes entreprises multinationales, inquiètes de la sous-estimation des risques financiers liés aux risques environnementaux, ont commencé à agir de leur propre chef, en promouvant des changements de paradigme inhabituels, avec l'économie circulaire, promue par des groupes

de réflexion, comme la Fondation Ellen Mac Arthur.

Les partenaires et bailleurs de fonds de la Fondation sont de grandes entreprises telles que Black Rock, Nestlé, Coca Cola, PepsiCo, Ikea, Unilever, Solvay, Philips, Renault, Mars Inc., L'Oréal, Ikea, Intesa Sanpaolo et d'autres ; les membres sont des centaines d'individus, pour la plupart des entrepreneurs.

En janvier 2012, la Fondation Ellen Mac Arthur a publié un rapport intitulé « Towards the circular economy : economic and business case for an accelerated transition », élaboré par McKinsey & Company, qui examine les opportunités économiques et commerciales d'une économie circulaire, pour économiser sur le coût des matériaux et augmenter la valeur ajoutée, avec de nouveaux marchés et de nouveaux produits. Deux ans plus tard, en 2014, l'Union européenne, avec sa communication « Vers une économie circulaire : programme pour une Europe zéro déchet », assume pleinement ce concept, pour dépasser le modèle linéaire « prendre, produire, utiliser et jeter », fondé sur l'hypothèse que les ressources sont abondantes, disponibles, accessibles et éliminées à faible coût.

Ce que l'économie circulaire promet aux décideurs, c'est d'offrir simultanément des possibilités de croissance économique et de compétitivité accrue, en mettant les entreprises à l'abri de la pénurie de ressources et de la volatilité des prix, tout en réduisant l'utilisation des ressources naturelles, les émissions polluantes et les gaz à effet de serre.

Une panacée qui permet de relancer, grâce aux technologies, l'éternelle promesse de croissance économique en surmontant les limites biophysiques tant du côté des intrants, les ressources naturelles, que du côté des extrants, les éviers.

La diffusion de ce paradigme, au-delà de son ambiguïté (aucune économie n'est circulaire pour des raisons thermodynamiques, comme dirait Nicholas Georgescu-Roegen) et de son acceptation unanime et non critique, à droite comme à gauche, est le signe de la nécessité pour les entreprises capitalistes de

réduire les risques systémiques associés aux risques environnementaux, qui ne sont plus négligeables.

C'est précisément le caractère fallacieux de ces tentatives - les Mpe d'une part et l'économie circulaire d'autre part - qui a fait entrer directement la finance sur le terrain : depuis quelques années, les opérateurs du crédit et de la finance (banques centrales, banques, assurances, gestionnaires d'actifs, gestionnaires de la sécurité sociale et de l'épargne à moyen-long terme) ont mis en évidence que les « entreprises non écologiques » sont, pour ceux qui investissent, accordent des crédits ou assurent, très risquées.

Ils le font même lorsque leurs bilans présentent des chiffres, apparemment, excédentaires ; car ces chiffres cachent des « responsabilités environnementales », qui se refléteront, tôt ou tard, dans les bilans, mettant en danger leur capacité de remboursement.

Pour réduire les risques liés au financement des investissements, ces opérateurs souhaitent obtenir une réponse à la question suivante : que financer ?

Afin d'orienter les choix des investisseurs, le règlement européen n. 852 est entré en vigueur en juin 2020, identifiant les six objectifs environnementaux que toute entreprise doit démontrer vouloir protéger - atténuation et adaptation au changement climatique, économie circulaire, ressources en eau et marines, contrôle et prévention de la pollution, protection de la biodiversité - aux fins de la taxonomie environnementale : pour être considérée comme durable, une activité doit contribuer positivement à au moins un des six objectifs, ne pas produire d'impacts négatifs sur un autre objectif (*do not significant harm*) et être réalisée dans le respect de garanties sociales minimales.

En avril 2021, deux actes délégués ont été publiés, détaillant les critères techniques, les valeurs seuils sur la base desquelles des activités économiques spécifiques seront déclarées durables et donc éligibles au financement en raison d'un risque réduit.

La finance, centre névralgique du capitalisme, se charge, en première personne, de « mettre de l'ordre » dans le système productif, qui n'a pas voulu le faire spontanément et avec plus de temps à sa disposition, en expulsant les plus risqués, à travers le rationnement du crédit.

On peut réagir à cette nouvelle phase en disant qu'il s'agit d'une grande opération de dissimulation, de *greenwashing*, ou soutenir que la planète n'en tirera aucun bénéfice, car les gains en éco-efficacité ne se transforment pas, automatiquement, en améliorations absolues, c'est même souvent le contraire qui est vrai ; en vérité, le dynamisme de la finance et de l'entreprise produira, en effet, des effets visibles.

Nous serons obligés de comprendre cette contre-offensive afin de pouvoir la contrer. Nous serons obligés de repenser le lien étroit entre les besoins, les droits et les aptitudes, de relier la justice environnementale et la justice sociale, de repenser qui et comment peut décider quoi et comment produire, à l'intérieur

et à l'extérieur des lieux de production, à la façon dont les trajectoires technologiques peuvent être conditionnées, en fonction de la réduction de l'empreinte environnementale globale, à la relation entre les biens privés et collectifs, à la façon dont la production de biens peut s'émanciper des besoins dictés par l'accumulation.

Prétendre que « rien n'a changé », comme si le capitalisme était immobile, n'est pas la bonne voie.

Après tout, la question écologique est le principal champ de bataille, il s'agit seulement de savoir comment la combattre.

Silvano Falocco, économiste italien spécialiste de l'environnement, est directeur de la Fondazione Ecosistemi et coordinateur de l'École de Politique Danilo Dolci.

UE : Où vas-tu ?

Mamdouh Habashi

À la question “Union européenne, quelle voie prendre ?”, il n’y a pas de réponse définitive et contraignante, car elle dépend de plusieurs facteurs. Cela dit, nous pouvons déjà réduire la réponse à deux directions diamétralement opposées. Il n’y a que, soit une Europe du capital qui s’implique de plus en plus dans le projet impérialiste destructeur, soit une Europe du socialisme, qui viserait résolument un ordre mondial socialiste en tandem avec le reste du monde. Je vais maintenant vous parler de ce dont dépend ce dernier objectif, car il s’agit manifestement d’une tâche difficile mais inévitable pour la gauche radicale en Europe. Pour ce faire, je dois revenir sur l’histoire de l’après-guerre.

Le projet de la “Communauté européenne” a été un projet du capital dès le début. La reconstruction qui a eu lieu dans la période d’après-guerre a exigé que les forces capitalistes travaillent ensemble : la première communauté pour le charbon et l’acier a été créée en 1951 ; puis un marché commun a été décidé en 1957, des politiques communes en 1973, jusqu’au traité de Maastricht en 1993. L’émergence du capital transnational en Europe a donc eu lieu dans les fameuses trois décennies d’après-guerre, période de miracles économiques avant l’éclosion du néolibéralisme.

Le fait qu’à cette époque de la guerre froide, Washington ait dominé le monde capitaliste et ne se soit pas contenté de le diriger économiquement n’était pas considéré comme controversé à l’époque. Le miracle économique de l’Europe a automatiquement et lentement donné de l’espace aux voix, provenant naturellement du camp du capital européen, qui réclamaient plus d’indépendance et de

souveraineté, voire un peu plus d’“égalité”. Avec la fin de l’après-guerre en 1975 (premier sommet du G7), le début du néolibéralisme économique mondial, le démantèlement des accords de Bretton Woods, etc. L’UE du capital qui a émergé est donc à ce jour incapable, pour ne pas dire non désireuse, de s’émanciper de la domination américaine.

On parle dans ce contexte de la concurrence entre le capital américain ou transatlantique (Usa +Uk) et le capital européen (Ue), comme si la gauche en Europe n’avait pas joué de rôle depuis lors. C’est bien sûr faux. La gauche européenne a joué de nombreux rôles positifs et négatifs dans la période d’après-guerre jusqu’en 1975 et après. Je ne m’étendrai pas sur les rôles positifs, car ils ne prêtent guère à controverse, mais je me pencherai plutôt sur les questions controversées.

Dans le but de réaliser l’Europe du socialisme, les questions suivantes devraient être débattues au sein de la gauche radicale :

1. Commençons par le soi-disant eurocommunisme. Bien sûr, l’absence de démocratie dans les États du “socialisme réellement existant” était une question qui aurait dû être débattue entre camarades du monde entier, mais qui ne l’a pas été. Ainsi, le nouveau discours sur la démocratie a porté ses fruits pour le bloc anticommuniste. La campagne menée par la droite sur le “socialisme réellement existant” a conduit la gauche européenne, non seulement les sociaux-démocrates mais aussi les communistes plus radicaux, à la soutenir. Avec l’entrée des communistes européens dans cette campagne, le consensus s’est généralisé, ce qui a malheureusement crédibilisé et fait accepter l’hypocrisie de la social-démocratie

européenne, la droite en tout cas. Cet état de fait a popularisé l'association entre le socialisme et le manque de démocratie.

2. La nouvelle mondialisation est indissociable du contrôle unilatéral de l' "impérialisme collectif" (expression de Samir Amin) sur les ressources naturelles de la planète. D'où le paradoxe centre/périphéries, ou dans le langage actuel la lutte Nord/Sud, qui est au cœur de tout changement de nature du capitalisme tel qu'il existe aujourd'hui. Cette mondialisation exige plus que jamais un "contrôle militaire du monde" de la part du centre impérialiste collectif.

3. Les monopoles contrôlent non seulement la vie économique dans les pays de la "triade" (États-Unis, UE et Japon ; voir Samir Amin), mais ils contrôlent également le pouvoir politique d'une manière qui sert leurs intérêts. Les partis politiques de droite et de gauche le leur concèdent. Cette situation est considérée comme "légitime" aujourd'hui et dans un avenir prévisible, bien qu'elle signifie l'érosion de la démocratie. C'est une situation qui ne sera pas remise en question jusqu'à ce que certaines forces, à un moment donné dans le futur, émergent, faisant une priorité de leur agenda pour défier ce pouvoir des ploutocrates et pour socialiser la gestion des monopoles.

4. L'appropriation de la pensée écologique par l'idéologie populaire, voire populiste, se fait à deux niveaux : d'une part, en transformant le calcul de la valeur d'usage en un calcul de la valeur d'échange purement amélioré ; d'autre part, en déformant ou en déguisant le défi écologique en une idéologie "consensuelle". Ces deux processus occultent l'opposition absolue entre capitalisme et écologie.

5. L'un des premiers objectifs stratégiques des forces progressistes du Nord et du Sud est de vaincre les forces de la triade, et de forcer les États-Unis à renoncer à leurs bases militaires dans le monde et à dissoudre l'Otan. Ce point

fait malheureusement encore l'objet de débats au sein de la gauche du Nord.

6. Le capitalisme historique peut être décrit comme tout sauf durable, car il n'est qu'une phase passagère de l'histoire. La remise en cause radicale du capitalisme, que les penseurs contemporains ne considèrent pas comme possible ou même souhaitable, est la condition nécessaire à l'émancipation des travailleurs et des peuples de la périphérie (75% de l'humanité). Il n'est pas possible de relever ce défi sans que les deux acteurs principaux (les travailleurs du Nord et les peuples du Sud) ne se réunissent.

Malheureusement, à l'heure actuelle, il n'est pas certain que cette convergence se fasse dans un avenir prévisible. Erhard Crome avait déjà en 2016 parfaitement exprimé cet état "Aujourd'hui, les partis de droite prétendent que les pays européens riches ont le droit de défendre leur mode de vie et de résister à ces réfugiés qui veulent vivre en Europe comme ils le font dans leur propre pays".

Nous avons affaire à une classe ouvrière postmarxiste "qui ne croit aujourd'hui ni à son rôle d'avant-garde ni à une révolution anticapitaliste" et "n'a aucune raison d'être internationaliste" (1). En l'absence d'une telle convergence, le capitalisme nous conduira à la destruction de la civilisation et peut-être même de la vie elle-même sur terre. Dans les pays du Sud où le pouvoir suit les revendications des classes populaires, la lutte des États et des nations pour une mondialisation sans domination ni hégémonie, la forme actuelle de « déconnexion », ne peut que limiter quelque peu les capacités des monopoles généralisés de la triade impérialiste.

Les forces progressistes du Nord doivent se ranger de manière concertée du côté des pays du Sud dans ce conflit. Le discours "démocratique" proposé par le Nord et adopté par la majorité des mouvements de gauche, ainsi que les perspectives humanitaires et l'aide misérable, ne constituent pas une réponse adéquate à ce défi.

L'Internationale (2)

Les avancées réalisées par le réveil du Sud dans l'après-guerre n'ont pas été durables, non seulement en raison de leurs contradictions internes, mais surtout à cause des conditions de la guerre froide. Le dynamisme de cette première vague de libération a été ralenti ou stoppé en raison de l'hostilité constante des Etats impérialistes envers le Sud. Il faut reconnaître que cette hostilité, qui ne s'est pas arrêtée aux guerres ouvertes, a été soutenue ou du moins acceptée par les "peuples" du Nord. Bien entendu, les peuples du Nord, profitant de la rente impérialiste, ont donc été incités à abandonner l'orientation internationale.

Les minorités communistes, adoptant une position nettement différente, n'ont pas réussi à attirer autour d'elles des blocs efficaces. La large adhésion des partis sociaux-démocrates au front "anticommuniste" a contribué au succès des autorités capitalistes du camp impérialiste. Cependant, la social-démocratie n'a pas été récompensée pour sa position. Dès que la première vague de conflits du vingtième siècle s'est effondrée, le capital monopoliste a abandonné l'alliance. Pourtant, les partis sociaux-démocrates n'ont pas tiré profit de cette défaite en changeant radicalement leur position vers plus d'internationalisme et une véritable solidarité avec le Sud. Au contraire, ils ont décidé de capituler et de glisser vers les positions "libérales/sociales" bien connues. C'est la preuve de l'effet déterminant de la rente impérialiste sur la reproduction des sociétés du Nord, au point que cette deuxième capitulation n'a plus le caractère d'une tragédie mais d'une farce.

La deuxième vague du réveil des peuples, des nations et des États périphériques en ce XXI^e siècle n'est donc pas en meilleur état, voire peut-être beaucoup plus difficile que la précédente. L'implication européenne dans le projet américain est exacerbée par l'idéologie américaine du "consensus". A savoir, la

soumission aux exigences du pouvoir du capitalisme monopoliste généralisé, l'adoption de systèmes politiques présidentiels, ou similaires, qui sapent l'efficacité déjà discutable de la "démocratie", l'éloge exagéré de l'individualisme en rapport avec l'inégalité, etc. La subordination des pays de l'Otan au diktat du pouvoir de Washington s'intensifie rapidement dans les pays de l'Union européenne. Cela représente précisément l'élément de base de la mondialisation impérialiste.

Dans ces conditions, la défaite de ce "projet de guerre" sera la priorité et la condition préalable à la deuxième vague de libération menée par les peuples, les nations et les États des trois continents. Faute de quoi, les acquis actuels ou futurs resteront fragiles et incertains. Par conséquent, la "répétition" de ce qui s'est passé au vingtième siècle ne peut être exclue, malgré la différence entre les conditions de notre époque et celles du vingtième siècle.

Toutefois, ce scénario tragique n'est pas la seule issue possible. Si les réalisations du Sud sur les trois continents conduisent à une réduction effective de la rente impériale, les peuples du Nord, notamment en Europe, comprendront mieux la faillite des politiques d'asservissement aux exigences capitalistes des monopoles impériaux généralisés.

On peut imaginer que l'héritage de la culture politique européenne, très différente de celle des Etats-Unis et pas entièrement épuisée, peut/veut raviver la conscience internationale qui répond aux exigences de la mondialisation des travailleurs et des peuples. La gauche radicale européenne doit idéologiquement et politiquement prendre sa place dans ce grand mouvement d'émancipation des peuples et des travailleurs. La lutte idéologique et culturelle pour cette renaissance afin d'atteindre l'objectif stratégique de la construction de la Cinquième Internationale sera cruciale à cet égard. De nombreuses initiatives à travers le monde, notamment par l'auteur de ces lignes (Habashi 2018 ; 2019) (3), se sont consacrées à cet objectif ces dernières années.

Conclusion

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, ou, plus exactement, depuis la fin de la Troisième Internationale (1943), la plupart de la gauche marxiste en Europe, si elle n'a pas complètement abandonné le slogan principal de Karl Marx "Travailleurs de tous les pays, unissez-vous", l'a réduit à l'aide humanitaire et aux expressions verbales de solidarité. Ce glissement a contribué idéologiquement à leur proximité avec la social-démocratie, à l'aliénation de leur propre profil marxiste, et à la perte de boussole sur les questions essentielles et décisives.

L'évolution négative de l'UE d'aujourd'hui ne peut être stoppée et corrigée par la gauche radicale européenne que si elle parvient à provoquer un changement significatif du rapport de force politique. Cela n'est possible que s'ils se mettent d'accord sur les questions inévitables posées ici, et bien plus encore.

Une dernière question demeure, à explorer dans un débat séparé : la gauche radicale européenne peut-elle atteindre cet objectif dans le cadre de la construction notoirement peu "démocratique" de l'UE impérialiste ? J'en doute.

Notes

1. <https://monthlyreview.org/2019/07/01/toward-the-formation-of-a-transnational-alliance-of-working-and-oppressed-peoples/>
2. <https://monthlyreview.org/2019/07/01/toward-the-formation-of-a-transnational-alliance-of-working-and-oppressed-peoples/>
3. <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/14747731.2019.1656437> ; <http://partidodeltrabajo.org.mx/2011/seminarioXXIII/site/docs/2401.pdf>

Mamdouh Habashi est un architecte égyptien. En 2002, il a été l'un des fondateurs de l'Ageg "Anti-Globalization Egyptian Group" et en 2007, il a été vice-président du Forum mondial des alternatives. En 2011, il a cofondé le Parti socialiste égyptien, devenant par la suite membre du Politburo et chef du bureau international de l'Alliance populaire socialiste (Spa). Il a écrit des articles et des essais sur l'Islam politique, sur les problèmes de la gauche européenne face au conflit israélo-arabe, sur les problèmes de démocratie et de sécularisation dans les pays arabes, sur les problèmes d'organisation de la gauche égyptienne, etc.

Les propositions de gauche ne suffisent pas, il faut des stratégies pour les faire appliquer

Cornelia Hildebrandt et Marga Ferré

Les crises se multiplient : crises financière et économique de 2010, crise de l'endettement des États avec le risque de déclenchement de crises sociales dans le sillage des politiques d'austérité comme celle de la Grèce, réchauffement climatique et crises écologiques imminentes. De nouvelles guerres froides suscitent des conflits nouveaux et anciens. Tout cela est maintenant accéléré par la crise de Corona qui peut être considérée comme l'expression résumée d'un mode de production et d'un mode de vie global et impérial fatal. Le virus n'est pas la raison de la crise, mais plutôt son accélérateur, et sur la base des leçons douloureuses tirées de la crise qui a débuté en 2008, il est clair que les mesures d'austérité imposées précédemment ne sont pas acceptables aujourd'hui. C'est peut-être la raison pour laquelle Klaus Schwab, fondateur du Forum économique de Davos, a déclaré que "le néolibéralisme est mort, il appartient au passé", annonçant la nécessité, même pour les élites dirigeantes, d'un changement de paradigme qui tentera de supplanter le capitalisme en crise.

Nous avons vu comment la réaction de nombreux gouvernements pendant cette pandémie a été d'augmenter les dépenses publiques pour les systèmes de protection sociale et de subventionner les secteurs économiques touchés. Une sorte de néo-Keynésianisme traverse les ministères des finances en réponse à cette crise.

Depuis Transform !, nous analysons qu'il ne s'agit pas de revenir à Keynes, mais de proposer, en partant des paramètres, que la sortie de cette crise doit venir d'une vision réaliste de la

démocratie économique, de la propriété sociale. Une idée que nous puisons dans le mouvement environnemental et la théorie des biens communs, c'est-à-dire que la santé, l'éducation, mais aussi l'eau, l'énergie, le logement... sont conçus comme des biens communs qui nous mettent au défi de les gérer de manière démocratique et participative. Débattre du rôle de l'Etat, du secteur public, de l'orientation démocratique des fonds de relance, de l'économie sociale. Nous comprenons que pour que la démocratie l'emporte sur les marchés, il est nécessaire de contester l'hégémonie de la propriété privée dans la concurrence, comme seul gestionnaire de la réalité.

Parce que, en plus, c'est inévitable : la catastrophe climatique conduit inévitablement à un changement de cap dans la façon de produire et de consommer dans le monde et il est évident que cette transformation socio-écologique ne se fera pas par le marché libre, au contraire, elle ne peut se faire qu'à partir de l'intervention publique ou démocratique dans la décision économique.

Nous devons repenser des propositions comme celle-ci, car même l'Ocde met en garde contre un changement profond de l'économie, en parlant d'une double transformation : la tendance au capitalisme vert et au capitalisme numérique ; tous deux nous obligent à repenser le monde dans une perspective de transformation qui, de notre point de vue, doit être socialiste, féministe et écologiste.

La concentration du capital s'accélère, renforçant le pouvoir oligopolistique des grandes

entreprises, notamment dans l'économie des plateformes, qui nous mettent au défi d'agir en faveur d'une démocratisation des processus de décision économique. Les petites et moyennes entreprises sont l'un des grands perdants de cette crise et sont gravement touchées par les blocages, générant encore plus d'incertitude quant aux formes politiques pouvant exprimer le mécontentement.

Dans le même temps, le rôle de l'UE en tant qu'acteur mondial est en train de changer. La part de l'UE dans le Pib mondial a chuté de 26 % (en 1980) à environ 15 % (en 2020) (1), ce qui signifie que ni l'amélioration de l'emploi ni la cohésion sociale n'étaient pas des sujets d'actualité avant même la pandémie de Corona. Entre autres, le démantèlement du système de santé pendant des décennies a eu des conséquences dramatiques - et pas seulement dans les pays du Sud de l'Europe. La République tchèque, la Belgique et l'Italie font partie des pays qui comptent le plus grand nombre de décès dus à la maladie de Corona par million d'habitants. Le taux de chômage atteint 15 % en Espagne et en Grèce, suivies par l'Italie avec 11 % et la Suède, la Lituanie et la Lettonie avec plus de 8 %. En 2019, le pourcentage de personnes menacées ou touchées par la pauvreté était de 30 % ou plus en Grèce, en Roumanie ou en Bulgarie, de 25 % en Espagne, en Italie, en Lituanie et en Lettonie et de seulement 15 % en Slovénie et en République tchèque. Cela signifie que les inégalités sociales continuent de se creuser à grande vitesse dans toutes les régions d'Europe, au Nord, au Sud, à l'Est et à l'Ouest. Dans le même temps, la polarisation politique s'accroît parallèlement à la polarisation sociale, comme le montre clairement le fossé Nord-Sud qui s'est creusé en 2014 : au Sud, la contestation est de gauche, tandis qu'elle tend à être de droite au Nord. Aujourd'hui - en 2021 - la dynamique politique évolue en faveur des partis et mouvements de droite dans la plupart des pays de l'UE et de nouvelles alliances émergent ou deviennent possibles, comme celle entre le PiS, parti national-conservateur polonais, le Fidesz, parti de droite conservateur

hongrois, et la Lega, parti nationaliste italien (2). Des approches similaires ont été faites par Matteo Salvini (Lega) déjà en 2019 envers l'AfD allemand et le Vox espagnol.

Parmi les pays de l'UE aussi, les tensions et les tendances à la désintégration font plus souvent surface, notamment dans les marchandages sur le montant et la pondération du budget de l'UE ainsi que sur le montant et l'orientation des programmes d'aide de Corona.

Mais c'est précisément pour cette raison qu'il est remarquable qu'en 2021, contrairement à 2011, le pacte de stabilité et de croissance ait été suspendu et qu'un programme de reconstruction de plus de 750 milliards d'euros (programme de nouvelle génération) ait été adopté, ainsi que des programmes de relance nationaux dans tous les pays de l'UE. Autrement dit, les règles et les dogmes de l'austérité en vigueur depuis plus de vingt ans ont été suspendus, du moins le temps que dure la crise. Toutefois, la question de savoir s'il s'agit seulement d'un moment de "répit" sur la voie d'un retour modifié à l'austérité ou si cela deviendra une fenêtre d'opportunité pour le nécessaire changement social et écologique avec de nouvelles réglementations et de nouveaux instruments, sera finalement décidée par les relations de force existantes et dépend donc aussi de la puissance d'une large gauche et de sa capacité à se mobiliser.

Les questions sont les suivantes : La gauche peut-elle utiliser cette fenêtre d'opportunité pour des interventions gauchistes en faveur de la transformation sociale et écologique ? Comment devront-ils s'organiser sans le soutien de grands mouvements de masse contre les politiques d'austérité ? Comment les partis de la gauche radicale parviennent-ils à lier plus fortement les approches politiques nationales et européennes ? (3).

Mis à part en 2019, la gauche en 2021 se situe au niveau européen et n'est pas divisée en différents projets en concurrence les uns avec les autres. En même temps, cependant, et également à cause de Corona, les dynamiques de gauche manquent sur les champs de combat nationaux et européens. Le cycle de protestations massives

réussies qui a conduit à la participation de la gauche au gouvernement, d'abord en Grèce et ensuite en Espagne, et à un soutien des socialistes au Portugal, s'est épuisé. Même si la gauche fait encore partie du gouvernement en Espagne, il n'y a pas d'effet européen comme cela avait été le cas avec Syriza.

Mais aussi, au niveau national, la désaffection des nouveaux projets de gauche était devenue évidente lors des élections européennes de 2019, une tendance qui s'est confirmée lors des élections nationales. Les résultats des élections municipales de Madrid en 2021 et les sondages d'opinion actuels révèlent une crise des projets populistes de gauche. À l'exception d'Àkel et de Syriza, aucun parti de gauche n'atteint actuellement plus de 20 % des voix. Après tout, le Ptb belge est à 17%, le Levica slovène à 10%. Mélenchon est actuellement à 11% dans les sondages d'opinion pour les élections présidentielles de 2022, ce qui correspond à la quatrième place. S'il y avait des élections parlementaires européennes aujourd'hui, la Gauche européenne (GE) atteindrait 6,5 %, les Verts 8 %, et les sociaux-démocrates 19 %, c'est-à-dire que ces trois familles de partis ne recueilleraient actuellement qu'environ un tiers des voix.

Si la gauche voulait intervenir sérieusement, elle devrait affiner son profil et, surtout, chercher des alliés sociaux. La nécessité d'une réorientation vers une transformation socio-écologique et vers une société de solidarité et des normes de travail systémiques a été brutalement révélée dans tous les pays par la crise de Corona. C'est la raison pour laquelle, en tant que Transform ! Europe, nous voulons approfondir les questions suivantes afin de contribuer au débat nécessaire au sein de la gauche :

1. Crises profondes : Aller pour ou au-delà du système ? L'année dernière, Transform ! et ses membres ont initié l'analyse de la crise. Nous voulons aborder la crise sous deux angles : d'une part, les nouveaux instruments budgétaires et d'endettement et d'autre part, engager le débat sur un nouveau modèle social, sur le rôle des États, sur la propriété et la socialisation du

secteur financier avec le contrôle des capitaux et la démocratie économique, sur l'émancipation et le travail.

2. Qui se bat pour quoi : les nouvelles bases de la gauche : il est impératif d'identifier, à travers les différentes luttes, les nouvelles bases sociales de la gauche. Du débat politique à la manifestation de rue, du vote à la consommation engagée, de la grève à l'activisme sur internet, nous voulons saisir toutes les formes de "participation politique".

3. Idées et théorie critique : au sein des luttes contre la domination, de nouveaux horizons analytiques et théoriques émergent. Ce travail intellectuel, comme la dynamique de l'éducation populaire, peut aider à tracer des chemins de convergence entre des fronts politiques isolés. Dans le sillage des mouvements idéologiques qui cherchent à articuler les luttes contre les différentes formes de domination (sexiste, raciste, capitaliste, etc.), nous souhaitons promouvoir des initiatives intellectuelles qui jettent des ponts entre les différentes pensées de l'émancipation. Ces alliances sont nécessaires pour défendre la démocratie en Europe et pour lutter en faveur d'une Europe ouverte et démocratique qui offre également une protection aux réfugiés. La gauche doit élaborer ses propres considérations sur cette question non résolue au sein de l'UE et au-delà - également comme une approche concrète de la pratique de la solidarité.

Ce moment est en effet l'occasion pour les forces progressistes, traversées par des mouvements idéologiques et sociaux profonds (mouvements écologistes, féministes, antiracistes), de se rassembler et d'élaborer un projet de société humaniste et écologiste. Transform ! en tant que réseau transnational européen, souhaite encourager et accompagner cette lutte politique riche et complexe, à l'intérieur et à l'extérieur des institutions.

Notes

1. Union européenne : Pib global de l'UE entre 1980 et 2019, ajusté au pouvoir d'achat, et pronostics pour 2025.

<https://de.statista.com/statistik/daten/studie/249045/umfrage/anteil-der-europaeischen-union-eu-am-globalen-bruttoinlandsprodukt-bip/>

2. Sandor Zsiros : Les partis de droite à la recherche de nouvelles alliances. <https://de.euronews.com/2021/04/01/rechtsparteien-streben-allianz-an>

3. Voir: Amieke Bouma/Cornelia Hildebrandt & Danai Koltsisa (2021), *Left in Diversity*, Merlin Press (sous presse).

Marga Ferré, Madrid, est présidente de la Fondation pour l'Europe des citoyens/Fundación por la Europa de los Ciudadanos (Fec, Espagne) et, avec Cornelia Hildebrandt, co-présidente de Transform ! Europe.

Cornelia Hildebrandt, Berlin, est philosophe et chercheuse principale sur les partis et les mouvements sociaux à l'Institut d'analyse sociale critique de la Rosa Luxemburg Stiftung et, avec Marga Ferré, co-présidente de Transform ! Europe.

L'Europe ne sera plus comme avant, à nous de la changer

Pierre Laurent

La conférence sur l'avenir de l'Europe officiellement lancée depuis le 9 mai dernier est présentée par les dirigeants de l'Union européenne comme le moyen d'associer les citoyens européens à une redéfinition du projet européen. Lancée à l'initiative du couple franco-allemand, Emmanuel Macron et Angela Merkel, elle est censée répondre à la crise de légitimité démocratique de l'Union, notamment symbolisée par le Brexit. Le président français Emmanuel Macron voulait en faire un instrument de sa propre relance politique et de sa conception du projet européen en faisant aboutir la conférence au printemps 2022 pendant la présidence française de l'Union, qui correspondra à l'élection présidentielle française. Le Covid a contrarié ce plan, et le printemps 2022 ne sera probablement qu'une première étape de cette conférence dont le processus pourrait durer deux ans.

Depuis plus de 15 ans, la crise du modèle ultralibéral européen n'a fait que s'aggraver et avec elle, la défiance citoyenne et les fractures politiques et démocratiques. Victoire du non au Traité constitutionnel européen dans plusieurs pays dont la France, crise financière de 2008, austérité budgétaire draconienne, victoire de Syriza et chantage imposé par la Grèce pour briser l'expérience de gauche, crise des migrants, élection de Donald Trump, Brexit, installation durable de l'extrême-droite dans des coalitions au pouvoir dans plusieurs pays européens, pandémie du Covid... l'Europe modèle de développement social et démocratique a bel et bien vécu.

Toutes ces crises ont été durement payées par les

peuples européens pour financer la poursuite de la domination du capital. Les inégalités galopantes, le chômage, la pauvreté abîment la démocratie et les forces nationalistes et d'extrême-droite progressent partout en instrumentalisant les divisions et les logiques de concurrence entre peuples. Dans ce chaos politique, les forces de gauche luttent courageusement mais manquent de force et d'unité. Là où elles prennent pied dans des coalitions ou des majorités politiques, comme en Grèce, en Espagne, au Portugal, elles sont durement combattues, car le capital refuse qu'émerge la moindre alternative à son hégémonie. Partout l'autoritarisme et les atteintes aux libertés se développent.

Dans ces conditions de crise majeure et structurelle qui dure, une partie des élites économiques et politiques dirigeantes ont pris conscience que la crise de légitimité démocratique pouvait devenir fatale à l'Union européenne. Elle voudrait changer le cap, ou au moins l'adapter, mais évidemment sans remettre en cause les fondamentaux de la domination du capital sur l'économie. Cette exigence est renforcée par les changements géopolitiques mondiaux, avec l'affaiblissement du leadership américain, la montée en puissance de la Chine, la multiplication des dérèglements climatiques et des conflits violents. La crise du Covid a fini de révéler les failles profondes de la construction européenne, à commencer par sa dépendance industrielle, la domination de logiques financières étrangères au bien commun devenu vital avec la crise sanitaire, et son manque total de réelle solidarité, tant les logiques concurrentielles ont été poussées à

bout. L'Europe s'est montrée telle qu'elle est : un espace de marché et de concurrence, et non un espace de sécurité humaine.

Les défis à relever sont considérables et tous se heurtent à la nécessaire remise en cause des logiques concurrentielles du capital. Sécurité humaine sanitaire, sécurisation sociale de l'emploi, lutte contre les inégalités et la pauvreté, promotion de l'éducation et de la recherche, souveraineté industrielle et numérique, lutte contre le réchauffement climatique. Tous ces défis appellent une coopération, des mises en commun, une initiative publique renforcée que les traités européens ont toujours combattu au profit des logiques d'hyper concurrence. La nouvelle Commission européenne marque une tentative d'adaptation du capital avec le sommet social de Porto, le Pacte Vert ou la stratégie numérique européenne mais en encadrant ses évolutions pour préserver les logiques du marché. Les contradictions continuent donc de monter car d'un côté les peuples veulent des avancées d'une autre ampleur et de l'autre les forces nationalistes poussent plutôt au développement des égoïsmes et des replis.

L'hégémonie culturelle des logiques de domination est elle aussi l'objet d'une âpre bataille car les forces réactionnaires s'accrochent à leur pouvoir culturel : lutte pour les droits des femmes et contre les violences, lutte contre les discriminations et le racisme, lutte pour les libertés publiques et la liberté de l'information, lutte pour la création culturelle et l'éducation populaire...

Enfin, l'Europe doit redéfinir sa place dans le monde et là aussi les contradictions sont nombreuses : autonomie stratégique européenne ou arrimage à l'Otan, désarmement ou escalade des dépenses militaires, dialogue avec la Russie ou confrontation systématique, rapport avec la Chine, partenaire ou rival stratégique, accueil digne des migrants et projet de paix pour la Méditerranée ou frontières militarisées au sud de l'Europe...

Face à toutes ces contradictions et à toutes les contradictions et fractures politiques internes aux forces du capital, de la droite et des extrêmes-

droites, une partie des dirigeants européens est manifestement tentée par un resserrement de la gouvernance de l'Union autour d'un club de nations leaders. La conférence sur l'avenir de l'Europe, loin de marquer un retour de la démocratie et des citoyens, pourrait donc au final chuter sur plus de concentration des pouvoirs et plus de fédéralisme politique au nom de la nécessaire efficacité des politiques européennes.

Pour autant, dans un moment aussi crucial pour l'avenir de l'Europe et des peuples européens, ce serait très dangereux de laisser les forces du capital seules à la manœuvre. Les forces de gauche ont tout intérêt à investir la période politique qui s'ouvre avec des projets concrets et forts pour un nouveau projet d'avenir pour l'Europe. Elles doivent le faire en investissant quand c'est possible les espaces institutionnels créés dans le cadre de la Conférence pour l'avenir de l'Europe. Mais elles doivent surtout le faire en investissant en commun et en suscitant le débat citoyen sur tous les enjeux d'une refondation du projet européen. Le Forum des forces de gauche, vertes et progressistes est un de ces espaces au service de cette bataille, mais beaucoup d'occasions doivent être initiées dans chacun de nos pays.

Ce n'est pas au moment où les tabous budgétaires et ceux des traités que nous avons combattu tombent qu'il faut laisser la main à nos adversaires. Tout doit et peut être repensé à condition de créer des rapports de force majoritaires autour du sens des changements à entreprendre.

Les thèmes de batailles ne manquent pas, et ils sont imposés par la réalité. Nos idées peuvent prendre de la force dans cette période si nous l'investissons avec des idées simples et fortes :

- après la crise du Covid, tout redressement passe par la remise au premier plan des priorités européennes de la question sociale ; santé, travail, éducation, logement.

- elle doit être indissociablement liée aux enjeux de transition écologique, ce qui doit nécessairement placer la question d'un nouveau pacte productif social et écologique au cœur de

Articles

tout nouveau projet européen.

- le pacte budgétaire européen doit être abandonné définitivement au profit du financement de cette relance sociale, écologique et productive, ce qui suppose la redéfinition des missions et du rôle de la Bce, la mise à contribution des plus grands groupes et des plus hauts revenus, une lutte résolue contre l'évasion et le dumping fiscal.

- la lutte pour les droits, l'égalité et les libertés doivent redevenir des priorités fondamentales dans l'Union.

- un nouveau projet de sécurité collective doit être pensé pour l'Europe, permettant la reprise du désarmement sur le continent, la pacification des frontières orientales et méditerranéennes de l'Europe et la réunification de Chypre, l'accueil digne des migrants et la reconstruction de relations de coopérations de développement.

Pierre Laurent, France, est vice-président du Pge.

Les gouvernants européens constituent un danger pour l'Europe

Francisco Louçã

Vous vous souvenez de la célébration du 60e anniversaire du traité de Rome en 2017 ? Une déclaration solennelle a été prononcée, il y a eu une conférence et un sommet, une fanfare et un banquet, on a même annoncé que ce serait un tournant dans le pacte européen. Il n'est rien resté de cette fête.

Rappelez-vous la promesse du programme électoral de Macron, qui assurait qu'à la fin de 2017 ou au plus tard au premier semestre 2018, il y aurait une Convention européenne dans chaque pays, pour renouveler l'esprit européen et l'engagement des États ? Mis à part l'arrogance d'un président annonçant une initiative européenne, pour son propre bénéfice électoral et sans même consulter les autres gouvernements, les résultats parlent d'eux-mêmes : rien.

Vous vous souvenez de la dernière et pompeuse conférence sur l'avenir de l'Europe ? Non ? C'est normal, jusqu'à présent il n'y avait qu'un désaccord de longue date pour savoir qui présidait et une solution magique, ils président tous, avec la signature du protocole prévu. L'opération a commencé en mai 2021 et durera un an, même si l'on ne sait pas encore si elle sert à une opération de propagande commode mais oubliable, ou, dans la version plus musclée, à débattre des changements à apporter aux traités que, toutefois, tous les gouvernements supposent être un processus impossible, voire inopportun.

Souvenez-vous de la "success story européenne" en matière de gestion des vaccins, "story" proclamée urbi et orbi par le Président de la Commission ? Dans chacun de ces cas, l'échec a été la destination des promesses les plus

emphatiques de coopération et d'une nouvelle ère pour l'Europe, sans parler de l'absence de coopération avec les pays pauvres.

Tel est le portrait du leadership européen : il fait peu, gère mal et ce qu'il considère comme le plus important peut même ne pas être pris au sérieux. L'enlisement dans la crise européenne, emprisonné par des traités qui imposent l'austérité comme règle sociale et le libéralisme comme règle économique, génère des contradictions, du mécontentement, du ressentiment et des crises politiques successives. Les prochaines élections en Allemagne et en France seront des tests difficiles pour ce processus de dégradation institutionnelle.

Le cas des vaccins

Au cours de la dernière semaine de mars, le Conseil européen s'est réuni dans l'urgence. L'affaire était importante, il fallait interpellier les entreprises pharmaceutiques qui n'ont pas respecté les contrats de fourniture de vaccins, faire un bras de fer avec le Royaume-Uni et résoudre les problèmes internes des pays qui ont misé sur les "mauvais" vaccins, deux jours de travail intense étant prévus pour mettre les choses au clair. Après quelques heures, la réunion a pris fin, il était inutile de prolonger l'inutilité, la Commission veut ce qu'elle ne peut pas faire et ne peut pas faire ce qu'elle veut. Les gouvernants ont renoncé à se mettre d'accord, ou à prendre une quelconque mesure, et se sont déconnectés de Zoom.

Pourtant, tout semblait avoir bien commencé. Au début de son mandat, Mme Von der Leyen a

fait face à la pandémie en prenant deux décisions surprenantes qui lui ont valu du soutien : l'achat commun de vaccins par l'Union et le programme de soutien économique d'urgence. Un an plus tard, c'est précisément dans ces décisions que les résultats sont les plus incompetents. On pourrait arguer que le manque de vaccins est la faute des entreprises pharmaceutiques, même si les 28 millions de doses cachées par un des Big Pharma dans un entrepôt en Italie tendent à le démentir. Mais ce qui ne fait aucun doute, c'est que la Commission a négocié des contrats défectueux et que les entreprises ont compris qu'elles avaient carte blanche.

Avec les meilleurs services de santé publique du monde, les pays européens ont enregistré 138 décès pour 100 000 habitants début avril, un résultat moins mauvais que celui du Royaume-Uni, 187, ou des États-Unis, 166, même si une nouvelle épidémie est en train d'apparaître dans certains des pays européens les plus peuplés. Pourtant, en matière de vaccination, ils sont loin derrière ces autres régions : aux États-Unis, on comptait à cette époque 38% d'adultes vaccinés avec au moins la première dose, au Royaume-Uni 58%, alors qu'en Europe le résultat n'est que de 14% et très inégal selon les pays.

Il y a plusieurs explications à ce retard. La santé n'a pas été, au fil du temps, un domaine de coopération européenne et ce portefeuille était considéré comme l'un des moins pertinents de la Commission, étant méprisé par les gouvernements les plus puissants et laissé aux représentants des pays qui n'avaient pas le choix, Chypre, la Lituanie, Malte. Cependant, au début de la pandémie, qui coïncide presque avec le début du mandat de cette Commission, la présidente, Ursula von der Leyen, qui est médecin, a compris l'importance de la question, l'opportunité et la nécessité d'affirmer une convergence européenne. Elle a donc proposé l'achat et la gestion commune des vaccins, une décision correcte et potentiellement bénéfique pour tous les pays. Le problème est que la Commission ne dispose pas d'un personnel de négociateurs et d'experts connaissant le secteur pharmaceutique et que, pressée d'annoncer des

résultats, elle a accepté et signé des contrats qui portaient davantage sur le prix que sur les conditions d'approvisionnement. Certains experts ajoutent que la France et l'Allemagne ont cherché à conditionner, voire à retarder ce processus pour favoriser leur champion industriel, Sanofi, le géant franco-allemand à qui une grosse commande a été passée - pour découvrir ensuite que l'entreprise ne pourra disposer d'un vaccin qu'à la fin de 2021. Tout au long de l'année, l'incertitude sur la distribution des vaccins et même sur leurs qualités thérapeutiques, entretenue par des décisions contradictoires, a fini par produire de l'insécurité chez les citoyens. La "success story européenne" s'est transformée en une vaste mer de doutes.

L'économie après le vaccin

Le deuxième atout de la nouvelle Commission européenne était la réponse économique. Mais à la fin du premier trimestre de 2021, deuxième année de la récession, cette confiance est ébranlée. L'ancien vice-gouverneur de la Banque centrale européenne, Victor Constâncio, a sensibilisé aux mathématiques : comme aucun pays ne veut utiliser les 350 milliards de prêts, sauf marginalement, il ne reste que les 400 milliards de subventions, soit moins d'un tiers du plan Biden, qui constitue déjà la deuxième vague d'incitations aux Usa. Ou moins de la moitié de ce que l'Allemagne dépense pour son propre programme. Même avec ce plan, dont nous ne savons pas s'il sera appliqué et comment, étant donné que la Cour suprême allemande évalue un recours juridique et que certains parlements ne l'ont pas encore ratifié, avec le gouvernement hongrois qui exerce à nouveau son chantage, le poids du budget communautaire dans le Pib européen reste de 2%, et il est prévu qu'après l'urgence il retombe à 1%, qui a été le chiffre magique du consensus institutionnel. Compte tenu de l'absence d'instruments de relance, on estime que le Pib européen sera en 2021 inférieur de 20

% à ce qu'il aurait été si la tendance observée entre 2000 et 2007 s'était prolongée.

De plus, nous ne savons pas comment ce nouvel effort budgétaire sera payé, puisqu'il repose sur la promesse d'une émission de dette. En juin, la Commission devrait présenter des propositions pour financer cette dépense et il a été annoncé qu'il s'agirait d'une taxe sur le numérique ou sur les importations nuisibles à l'environnement, comme les plastiques. Il n'est pas certain qu'aucune de ces hypothèses bénéficie d'un soutien suffisant et, par conséquent, les marchés financiers parient sur la continuité de l'émission de la dette qui continuera à payer la dette pour l'avenir, tandis que les budgets nationaux seraient appelés à couvrir le coût de l'opération dans le temps. Cela accentuerait l'autre incertitude essentielle : que fera la Banque centrale européenne de la nouvelle dette et de l'ancienne dette qui s'est accumulée dans ses bilans ?

Le stock de dette de la Bce est la principale bombe à retardement de la zone euro à moyen terme. Si la politique monétaire expansive était prolongée, ou si la banque centrale fonctionnait comme un prêteur de dernier recours, le problème n'existerait pas. Cependant, cette stratégie, qui va à l'encontre de l'orthodoxie monétariste, notamment de la Bundesbank, ne fait pas l'objet d'un consensus, de sorte que, malgré le choc avec les concessions au pragmatisme, elle pourrait être réinstituée, étant donné les pressions actuelles dans ce sens. Si, en revanche, la Bce décidait de vendre cette dette, ou de cesser d'acheter une partie importante des nouvelles émissions de dette publique et privée, l'attente d'une hausse des taux d'intérêt atteindrait d'abord les économies périphériques de l'Europe et, en particulier, l'Italie. Ce serait comme jouer à la roulette russe, mais il y a ceux qui, à la Commission et à la Bce, comprennent qu'il s'agit là de la vieille habitude la plus tranquillisante.

Choisir la faiblesse et l'incompétence

L'actuelle présidente de la Commission, comme ses prédécesseurs, José Manuel Barroso et Jean-Claude Juncker, a été choisie en partant du principe que, étant un pouvoir fragile, elle obéira aux gouvernements dominants et ne leur créera pas d'obstacles. Comme le rappelle Wolfgang Streeck, directeur émérite de l'Institut Max Planck qui s'est consacré à l'étude de l'évolution institutionnelle, sociale et politique européenne, le poste était destiné à Manfred Weber, du Csu allemand, un parti allié au Cdu de Merkel, et il a été présenté comme tel pendant la campagne électorale du principal parti de la droite européenne. Comme il n'a pas été possible d'obtenir une majorité pour sa nomination, Macron aurait proposé la ministre allemande de la Défense, Von der Leyen, membre de la Cdu et considérée comme proche de Merkel. Selon Streeck, le calcul était que ce choix, même s'il était controversé (Von der Leyen a été critiquée pour le choix du chef du bureau berlinois de McKinsey pour le poste de secrétaire d'État chargé de l'armement, qui fait l'objet d'une enquête pour favoritisme dans les contrats qu'il a signés), favorisait l'avancement du projet de l'Armée européenne. Cette affirmation serait renforcée par le choix de Sylvie Goulard, également ancienne ministre de la défense, pour un autre poste à la Commission, mais Goulard, qui faisait également l'objet d'une enquête pour mauvaise gestion présumée de fonds publics, a été rejetée par le Parlement européen, apparemment grâce à une vengeance de Weber (1). Et ainsi, dans la lutte pour le pouvoir, le président a été affaibli. Une raison de plus pour Von der Leyen d'avoir interprété la pandémie comme un changement de jeu de son mandat, promettant des solutions fortes et rapides à la crise sanitaire et à la crise économique, ayant échoué dans les deux cas. Cependant, l'année 2021 aggrave d'autres incertitudes, notamment en Italie et en Allemagne. En Allemagne, la longue usure de

la gouvernance Cdu-Csu, le conflit interne à la droite pour savoir qui mènera la liste, ainsi que le risque accru d'une nouvelle fragmentation parlementaire à la suite des votes de septembre, ouvrent la porte à des hypothèses de coalition encore plus contradictoires. En Italie, où le gouvernement a été synonyme d'instabilité, le pari de Draghi est risqué mais il a marqué le jeu politique : son gouvernement, avec tous les principaux partis, a gagné du temps et est en train de s'affirmer après la crise institutionnelle. Cependant, il devra toujours céder la place à un sujet politique qui cherchera à l'emporter aux élections, tôt ou tard, et aucun des deux partis ne semble aujourd'hui capable de remplir cette fonction, connaissant la crise du Pd et le calcul à court terme de Salvini. La longue stagnation économique dont souffre le pays oblige Draghi à utiliser les fonds du programme européen comme levier, le plus fort qu'il ait, mais pour cela il aurait besoin d'un accès rapide et d'une meilleure coordination de la Commission. Jouer sur le court terme révèle aussi comment, dans le contexte européen actuel, personne n'ose regarder au-delà de la fin de 2021.

La crise européenne est la suivante : ni pour la pandémie il n'y a de projet de coopération

en matière de santé, de recherche scientifique, de production de médicaments et de partage d'équipements, ni pour l'économie il n'y a d'effort concerté qui mette la banque centrale et l'investissement au service du plein emploi. Dans l'incompétence de la gestion de la santé et dans l'incapacité de mobiliser les instruments financiers pour la relance sociale, ligotée par les traités qui conçoivent l'austérité comme étant dans la nature des choses, l'Europe découvre que ses principaux ennemis sont à l'intérieur du château et même, pour la plupart, dans la salle du trône.

Notes

1. *Wolfgang Streeck, "Vaccine Debacle", in Sidecar, a New Left Review blog, 16 février 2021, disponible à l'adresse : <https://newleftreview.org/sidecar/posts/vaccine-debacle>.*

Francisco Louçã est un économiste et professeur portugais. Il est membre du Conseil d'État portugais élu par le Parlement. Il a été coordinateur du Bloco de Esquerda.

De l'Europe de la compétitivité à l'Europe de la coopération

Íñigo Martínez Zatón

La réflexion à laquelle nous conduit le magazine du Parti de la Gauche Européenne est un débat indissociable de l'avenir de la planète dans son ensemble. Le 22 août 2020, la biocapacité de la planète a été dépassée, ce qui représente symboliquement le point à partir duquel nous utilisons des ressources qui ne peuvent être régénérées au cours de la même année. Cela signifie donc que le système capitaliste de production et de consommation n'est pas viable et que les réformes nécessaires dans l'économie doivent être intenses, radicales et surtout orientées vers l'objectif de préserver la vie. Ce rappel ne sera jamais assez : sans planète, il n'y a pas de base matérielle sur laquelle élever une société humaine. Bien qu'il s'agisse d'une tâche à accomplir à l'échelle mondiale, nous avons, en Europe, le devoir spécifique de réaliser une transition écologique efficace dans les plus brefs délais, de sorte que les ressources économiques doivent par conséquent être orientées vers cet objectif fondamental vital. Aucun mouvement à court ou à moyen terme ne peut ignorer cette nécessité impérative. Il peut sembler grossier de commencer cette brève réflexion par un constat de cette ampleur, mais nous ne pouvons pas engager un débat franc sur notre modèle d'intégration européenne si nous n'abordons pas les fondements matériels sur lesquels il repose.

La gauche alternative s'inscrit dans une tradition historique à fort caractère internationaliste et défend l'idée que la meilleure façon de garantir le bien-être et la sécurité de l'humanité est le passage d'un modèle de compétitivité entre les personnes, les territoires et les marchés à un modèle de coopération et de complémentarité.

Cela se reflète dans les politiques que nous défendons au niveau local, national et étatique et, bien sûr, dans le modèle d'intégration européenne. Nous sommes des forces profondément pro-européennes et en même temps nous sommes en désaccord avec ce modèle d'intégration. Le début du processus d'intégration européenne a eu lieu après la Seconde Guerre mondiale, au cours de laquelle les peuples européens ont donné leur vie pour vaincre le nazisme. Les forces communistes et de gauche de toute l'Europe ont joué un rôle fondamental dans cette défaite, dans un exemple clair de solidarité et de lutte pour la paix. De cette légitimité historique, nous revendiquons notre européanisme et notre analyse critique du processus actuel d'intégration européenne.

La création du Marché Commun contenait déjà des éléments défavorables pour le Sud et/ou la périphérie de ce qui allait devenir l'Union européenne. Un modèle économique néolibéral commençait à se consolider, où dans la répartition de la division internationale du travail, les pays du Sud se voyaient décréter la désindustrialisation et la privatisation des grandes entreprises publiques et stratégiques. Dans le même temps, la capacité industrielle et exportatrice du centre (c'est-à-dire de l'Allemagne) était renforcée. Son approfondissement, notamment avec le traité de Maastricht (1992) et d'autres mécanismes comme le pacte de stabilité et le rôle de fondateur de la Bce, a été la consolidation d'une architecture institutionnelle et constitutionnelle (européenne et de chaque État membre) des principaux dogmes du néolibéralisme.

Julio Anguita, une référence politique et

intellectuelle de la gauche européenne, affirmait, déjà en 1992, qu'il était évident qu'une union monétaire sans union fiscale et sans union politique était condamnée à accroître les asymétries en Europe. Et ce que nous avons, c'est une Europe du Nord et une Europe du Sud en termes non seulement de géographie, mais aussi de puissance industrielle et économique, et leurs différences s'accroissent.

Alberto Garzón, coordinateur général de l'IU et ministre de la consommation du gouvernement espagnol, a approfondi ce sujet lors d'une interview : « L'Allemagne se développe avec une structure productive à forte composante technologique, un contenu élevé en connaissances qui lui permet d'avoir des salaires élevés et s'intègre dans des chaînes de valeur avec la périphérie de l'Est et avec les marchés émergents. Cela lui permet d'avoir une distance croissante sur une périphérie sud qui, en plus d'avoir eu une industrialisation tardive par rapport à l'Allemagne, a été soumise à des politiques d'austérité non seulement lors de la dernière crise, mais même à un processus de désindustrialisation depuis les années 80 et 90, alors qu'en Espagne on disait que la meilleure politique industrielle est celle qui n'existe pas » (1).

Il est évident, tant dans la crise de 2008 que dans celle d'aujourd'hui, que dans la périphérie européenne nous subissons les conséquences de 40 ans sans politique industrielle claire et d'une asymétrie de l'Union européenne derrière laquelle il n'y a pas de conspiration, mais une mauvaise théorie économique et une pensée naïve qui disait qu'avec une union monétaire l'union politique et l'union fiscale se développeraient. Cela n'a pas été le cas et nous avons une asymétrie croissante dans l'UE qui nécessite des mesures pour la corriger.

Préparer le monde de l'après-Covid-19

La situation d'urgence sanitaire et de crise économique pose toutes sortes de défis, et

pour les affronter nous avons besoin d'espaces communs, car il est de plus en plus évident que ce qui a commencé comme une crise sanitaire est maintenant devenu une récession économique mondiale qui doit être affrontée à partir de la coopération maximale entre tous les États de la planète. À cette fin, nous devons prendre conscience de la nécessité d'un nouveau concept d'ordre international fondé sur un projet commun à toute l'humanité, sur la base d'un modèle de relations qui respecte la souveraineté des peuples et la sécurité universelle fondée sur la paix, le désarmement, la justice sociale et la durabilité de la planète, et qui façonne un monde sans pauvreté ni faim en élaborant des sociétés ouvertes et inclusives. La stratégie internationale visant à vaincre la pandémie de la Covid-19, maintenant que le moment est venu d'administrer les vaccins, doit assumer la conviction politique, économique, sociale et environnementale que, si elle n'inclut pas toute l'humanité, nous aurons échoué.

Dans le contexte européen, la crise a mis en évidence la nécessité d'envisager un nouveau modèle d'intégration régionale en rupture avec une Union européenne qui a montré son incapacité à répondre de manière adéquate aux défis du XXI^e siècle, accélérés par la pandémie. L'Union européenne a deux voies devant elle : continuer sur la voie néolibérale ou changer de cap vers des politiques sociales, équitables et durables. Imposer un marché unique sans unification fiscale signifie renoncer au développement et à la péréquation de nombreux pays européens avec les régions les plus prospères du continent. Une fiscalité commune et progressive est nécessaire pour s'attaquer aux très graves problèmes sociaux que cette crise a mis au jour dans les domaines de la santé, de l'éducation, des services publics, des retraites et du logement, ainsi qu'une réduction des dépenses en armement, des subventions millionnaires aux entreprises et des privilèges. La mise en œuvre de ces mesures est impensable avec l'actuelle Commission européenne, d'autant plus qu'elle n'a pas été capable d'arrêter la pression des États de l'Est,

avec des gouvernements plus autoritaires qui menaçaient de bloquer les fonds alloués - et conditionnés dans leur finalité à des objectifs sociaux - pour les pays qui souffrent le plus des conséquences sanitaires et économiques causées par la covid-19. Les conséquences négatives de la poursuite du modèle de gestion de l'Union européenne intergouvernementale se sont traduites par la menace d'un veto permanent, sans oser passer à un autre modèle quasi-fédéral ayant la capacité de faire des propositions de nivellement financier, social, environnemental et économique. Les tendances nationalistes et clivantes de type Brexit dans l'Union européenne y sont pour beaucoup.

Le processus de négociation du cadre financier pluriannuel de l'Union européenne pour la période 2021-2027 et du plan de relance qui l'accompagne a une fois de plus démontré la capacité de l'extrême droite à fixer l'ordre du jour. Le blocus des gouvernements autoritaires de Hongrie et de Pologne (soutenus tacitement par d'autres comme la Slovaquie) a bloqué pendant des mois les ressources convenues pendant l'été pour mettre en œuvre des politiques expansionnistes afin de faire face à la crise générée par la pandémie. La cause du blocage était la conditionnalité de la réception des fonds au respect de l'état de droit, ayant également constaté que les ressources communautaires dans ces pays ont été directement allouées à des projets et programmes qui le violent. Après des mois de négociations, l'accord final signé par tous les gouvernements est très en deçà des propositions initiales et signifie qu'il ne sera possible de couper les fonds qu'avec une condamnation de la Cour de justice de l'Union européenne.

Bien qu'il s'agisse d'un petit pas en avant face à l'impunité actuelle, le résultat de la négociation a été lu comme un succès par l'extrême droite dans toute l'Union. Avec une gauche faible au niveau de l'UE, l'extrême droite est la seule force ayant la capacité de s'ériger en alternative censée aux pouvoirs de Bruxelles.

Il est vrai que le plan de relance représente un changement de tendance, mais pas de cap, car

pour changer de cap il faut changer les cartes de navigation, et qu'il doit être utilisé pour accélérer les grandes transformations dont l'Europe et l'Espagne ont besoin. Nous ne parlons pas seulement des 140 000 millions d'euros qui parviendront à l'Espagne au cours des prochaines années (ou du fait que 37 % des fonds devront être affectés à la transformation écologique), mais aussi de la suspension des limites de dépenses publiques imposées par le Pacte de stabilité et de la reformulation des mécanismes de révision budgétaire du Semestre européen. Nous sommes conscients qu'il s'agit de changements temporaires et qu'une logique néolibérale prévaut toujours dans les politiques de Bruxelles, mais le changement de paradigme depuis la crise de 2008 est visible. Malgré ces changements, l'élément de "résilience institutionnelle" est toujours présent parmi les critères de révision budgétaire de Bruxelles, un euphémisme pour désigner les éventuelles réductions qui pourraient intervenir dans les futures recommandations au gouvernement. Il n'échappe à personne que le fait de suivre ou non les recommandations européennes en matière de réductions pourrait être l'un des principaux différends au sein du gouvernement de coalition Psoe-Up. En plus de cela, ce cadre financier pluriannuel, qui détermine les principales lignes de dépenses de l'Union jusqu'en 2027, maintient certaines des lignes de dépenses avec lesquelles nous sommes plus critiques, comme les ressources pour le bouclier frontalier et les expulsions, qui triplent pratiquement.

À partir d'une corrélation des forces en Espagne très différente de celle de l'Union, nous devons travailler pour mettre ces ressources au service du pays et de sa majorité sociale. L'État espagnol est le seul pays d'un certain poids où la gauche gouverne, et nous avons la possibilité de mettre en évidence une manière différente de faire les choses, sans craindre d'affronter Bruxelles lorsque cela est nécessaire. Cette façon différente de faire les choses peut générer et construire des alliances qui nous permettent de gagner des positions face aux forces qui luttent pour un autre modèle d'intégration

européenne dans le domaine social, écologique et des droits.

L'unité de la gauche et des forces progressistes est le seul moyen de changer de cap

À l'heure où les États-Unis et la Chine réfléchissent à la manière d'affronter leur avenir, il est intéressant de noter que le Forum européen des forces de gauche, vertes et progressistes, allant des partis politiques aux syndicats, a conclu sa réunion de 2020 en déclarant que « une nouvelle Europe doit envisager un changement de cap pour aborder avec détermination un nouveau modèle de développement social et écologique, dont les priorités sont la sécurité humaine, le bien-être commun, la protection de la planète et de la biodiversité. Une Europe, en somme, qui agit pour changer le cours de la mondialisation ».

Le plaidoyer pour ce changement de politique en Europe ne se fera pas seul. Ce sont les forces progressistes, vertes et de gauche en Europe qui, avec les syndicats et les mouvements sociaux, doivent construire de nouvelles alliances. Nous devons mettre l'Europe sur la voie d'une économie plus juste et plus verte et d'une société plus équitable et plus juste, en comprenant que la pandémie causée par la Covid-19 est un défi qui nous pousse à envisager la construction d'une Europe de la solidarité et au-delà des limites politiques et géographiques de l'UE actuelle.

Propositions pour l'avenir

Les propositions pour l'avenir de l'UE doivent être concrètes, elles doivent donner la priorité aux systèmes de santé publique et aux services publics pour assurer la vie de millions de travailleurs dans toute l'Europe, à l'intérieur

et à l'extérieur de l'UE, ouvrant ainsi la voie à un nouveau modèle social, écologique et féministe. Un avenir dans lequel la production de vaccins et de tout médicament ne dépend pas de la volonté d'un conseil d'actionnaires mais d'un grand pôle public de santé, de recherche et de production de médicaments à l'échelle européenne.

Pour cela, il est indispensable de récupérer la souveraineté des peuples européens sur une économie aujourd'hui confisquée par les grands intérêts du capital financier avec des institutions économiques sans aucun contrôle démocratique. Penser différemment l'utilisation de l'énorme potentiel de création de richesse de l'Europe, pour que la dette ne devienne pas une fois de plus un fardeau insupportable pour ses peuples et pour que nous puissions agir de manière plus juste, avec un monde plus uni, plus pacifique et plus coopératif.

Un avenir dans lequel la politique étrangère et de voisinage fait volte-face. Du soutien aux dictatures et aux gouvernements autoritaires à la mise en place des droits de l'homme comme principe de base des relations étrangères. Et de la militarisation des frontières et d'une politique migratoire criminelle, à une politique d'accueil basée sur les droits humains des migrants et la solidarité internationale.

D'une réalité où les gouvernements autoritaires sont tolérés au sein de l'UE et où l'avortement est interdit en Pologne à une intégration européenne qui garantit les droits humains, économiques, sociaux, sexuels et culturels de toute la population.

En bref, passer du modèle d'intégration actuel à un modèle de coopération entre les peuples d'Europe, dont la démocratie, les droits sociaux, l'égalité, la paix et les limites écologiques de la planète constituent l'épine dorsale.

Après cette crise, nous valoriserons davantage les instruments de protection, de la santé publique au réseau de soins familiaux et communautaires, mais nous aurons aussi plus peur. Dans ce contexte d'incertitude totale, le concept de protection joue un rôle central. Les réactionnaires sont en faveur du chacun pour soi

pour les classes ouvrières et du protectionnisme nativiste. La gauche pour une société dans laquelle la vie et les droits des citoyens ne sont pas subordonnés aux profits privés de quelques-uns. Pour une société dans laquelle nous prenons soin de nous-mêmes au lieu de nous piétiner et de nous humilier.

Notes

1. https://www.eldiario.es/politica/alberto-garzon-via-union-europea_128_6067174.html

Íñigo Martínez Zatón a étudié les sciences politiques et est technicien en coopération internationale de profession. Depuis la XIIe Assemblée d'IU qui s'est tenue en avril 2021, il est le responsable pour l'Europe d'Izquierda Unida et député au Parlement du Pays basque pour Unidas Podemos-Izquierda Unida depuis 2016.

Opportunités et défis pour une nouvelle Europe à l'ère de la pandémie

Dimitrios Papadimoulis

La crise de la Covid-19 a démontré de la manière la plus évidente les impasses, les déficiences structurelles et les inefficacités multiples des politiques néolibérales. La crise symétrique qui a frappé l'Europe et le monde entier a annihilé les pierres angulaires de la doctrine néolibérale, comme l'autorégulation du marché, conduisant même ses défenseurs à battre en retraite, bien que partiellement et temporairement.

Les vagues durables de la pandémie nous frappant durement, l'une après l'autre, il est impossible de dire exactement dans quelle mesure la façon dont la société perçoit les choses a changé. Cependant, il est absolument certain qu'après cette pandémie, rien ne sera plus jamais comme avant.

Dans ces conditions, l'objectif des forces conservatrices de revenir à la normalité du passé ne peut être considéré que comme une condamnation à répéter les mêmes erreurs tragiques. Un exemple typique est l'affaiblissement des systèmes de santé et de protection sociale qui, après des années d'austérité, ont atteint leurs limites dès le début et continuent de basculer dans le rouge, en particulier dans des pays comme la Grèce, qui ont connu les moments les plus difficiles de mémorandums sévères et de réductions extrêmes des dépenses sociales.

Cette crise présente toutefois une différence fondamentale par rapport à la crise financière de 2008. Il s'agit d'une crise symétrique qui, malgré ses conséquences asymétriques, touche l'Europe dans son ensemble. Il n'y a plus de place pour l'expérimentation avec les pays du sud, pour les politiques punitives envers

certains pays et pour appliquer des politiques aux peuples comme s'ils étaient des cobayes.

L'universalité de cette crise sanitaire sans précédent, avec ses terribles conséquences socio-économiques, est ce qui a conduit l'Europe à des décisions qui, il y a un an et demi, semblaient impensables : activation de la clause de sauvegarde générale, émission de la dette commune de l'UE pour financer le Fonds de relance, mesures de soutien sans précédent de la Bce, etc.

Ces décisions sans précédent - bien qu'insuffisantes, compte tenu de la gravité de la pandémie et de ses conséquences - créent un nouveau contexte. Un nouveau contexte qui ouvre la voie à un nouveau débat sur le présent et l'avenir de l'Europe. Les défis, bien sûr, restent nombreux - et sont aujourd'hui encore plus grands, amplifiés par la pandémie.

Avec l'augmentation constante de la dette publique des Etats, il est désormais évident qu'il faut éviter une nouvelle crise de la dette qui relancera les appétits pour un nouveau cycle d'austérité et de déclin social. Cette recette a été testée et a échoué lamentablement. Cependant, le constat de l'envolée de la dette publique demeure. Quelle est donc la solution ?

Une solution européenne est nécessaire pour alléger la dette publique - du moins la dette créée par la pandémie. Plus de 100 économistes réputés demandent déjà que la dette publique détenue par la Banque Centrale Européenne soit annulée ou au moins convertie en obligations perpétuelles sans intérêt, afin de faciliter le redressement social et écologique après la pandémie. Nous parlons d'environ 25% de la

dette publique européenne, soit environ 2,5 trillions d'euros (près de 3,5 fois les ressources du Fonds de relance !).

Cet allègement de la dette devrait s'accompagner de l'annulation de l'actuel « Pacte de stabilité et de croissance » et de son remplacement par un Pacte de convergence et de développement durable, loin des règles fiscales étouffantes, avec une mutualisation de la dette, de nouvelles règles de déficit réalistes et des objectifs de convergence sociale, économique et régionale réels et ascendants.

La même nécessité d'éviter le cercle vicieux de l'austérité brutale dicte la nécessité de réguler la dette privée des citoyens et des entreprises créée par la pandémie. La restructuration et l'annulation partielle de la dette privée est un élément clé et une condition nécessaire pour que les États membres évitent les politiques d'ajustement violent et de dévaluation interne après la crise de la pandémie - et pire encore, en plein milieu de la pandémie.

C'est une demande qui prend de l'ampleur à travers l'Europe. En mars 2020, elle a même été soulevée par l'ancien président de la Bce, Mario Draghi, qui a déclaré, à la surprise générale, que la crise de la Covid-19, c'est comme être en guerre et que, par conséquent, les dettes privées créées pendant celle-ci devraient être effacées.

Cet allègement de la dette (publique et privée) devrait s'accompagner de plus de fonds pour financer la reprise. Le Fonds de relance de 750 milliards d'euros, bien que positif, est insuffisant. Il a été conçu lors de la première vague de la pandémie, alors que celle-ci a désormais des conséquences beaucoup plus étendues et profondes. Et lorsqu'il est comparé au double paquet de mesures du Président Biden, d'un montant total de 4,15 trillions de dollars, il révèle les autolimitations inhérentes au système politique et économique actuel de l'Europe.

Les ressources du Fonds de relance doivent être considérablement augmentées - au moins doublées. Les ressources nécessaires peuvent être générées, entre autres, par l'introduction d'un impôt sur la fortune, d'un impôt minimum

mondial sur les sociétés et d'une taxe sur les géants du numérique. De telles mesures peuvent entraîner de multiples avantages à moyen et long terme. Elles permettront de financer la relance avec des fonds provenant des détenteurs de richesses et de ceux qui ont profité de la crise. Elles contribueront à la justice fiscale et sociale en répartissant plus équitablement la charge fiscale et en atténuant les conditions actuelles de distorsion d'une saine concurrence. Enfin, ils permettront la création de mécanismes plus permanents pour les paiements de transfert et la mutualisation en Europe, qui contribueront à leur tour de manière plus décisive à la lutte contre les inégalités qui ne cessent de se creuser, tant entre les États membres qu'au sein de ceux-ci.

L'aggravation des inégalités est sans aucun doute l'une des faces cachées de la pandémie. Bien sûr, elles ne sont pas un élément nouveau. La création et l'exacerbation des inégalités sont une conséquence inévitable des politiques néolibérales. Nous en avons fait l'expérience avec force au cours des dernières décennies, avec la concentration effrayante de richesses excessives entre les mains de quelques-uns, l'oligarchisation de l'économie et la dégradation des politiques sociales et des politiques de cohésion et de convergence réelle.

N'oublions que l'extrême droite en Europe a piloté ces inégalités, l'insécurité des citoyens ainsi que leur peur de l'avenir, et en a pleinement profité pour monter. Le même danger émerge à nouveau au milieu de la pandémie, et nous devons l'attaquer à sa source, à ses causes, si nous voulons éviter une nouvelle montée de l'extrême droite. Nous devons veiller à ce que le mécontentement populaire et l'angoisse sociale s'expriment par le biais de forces progressistes et démocratiques et non par un retour au conservatisme et aux positions extrêmes.

La pandémie agit sans aucun doute comme un accélérateur de changement, tant pour l'Europe elle-même que pour chaque pays. Et c'est une opportunité, mais aussi un devoir, pour la gauche et toutes les forces progressistes de se battre pour un changement significatif,

Articles

pour tourner une page de l'histoire moderne de l'Europe, pour un changement vers la voie d'une croissance réellement juste, durable et inclusive. C'est un combat que nous devons mener et que nous pouvons gagner.

Dimitrios Papadimoulis est vice-président du Parlement européen et chef de la délégation Syriza - Alliance progressiste au Parlement européen. Il est le coordinateur du groupe de gauche à la commission des budgets (Budg), rapporteur fictif sur le Fonds de relance et membre du groupe de travail du Parlement européen sur l'examen de la facilité de relance et de résilience. Il est également membre de la commission des affaires économiques et monétaires (Econ) et membre suppléant de la commission du développement régional (Regi) du Parlement européen.

L'avenir de l'Europe - Il est grand temps d'instaurer la démocratie dans le domaine économique

Jeremy Smith

Enfin, à l'occasion de la "Journée de l'Europe" 2021, les dirigeants des institutions de l'UE ont lancé la conférence sur l'avenir de l'Europe. Ils semblent, malheureusement, montrer peu d'intérêt pour un changement sérieux. Pourtant, si elle ne se débarrasse pas du bagage d'idéologie économique perverse qui l'alourdit depuis le traité de Maastricht, l'Union se révélera incapable de répondre aux attentes des citoyens en termes de niveau de vie, de réagir au changement climatique ou d'offrir un accès à des soins de santé de qualité et à d'autres services publics essentiels. Pourtant, si l'on en croit les récents sondages Eurobaromètre, ce sont précisément ces questions que les citoyens européens souhaitent voir l'Union réaliser.

Les personnes souhaitant participer à la conférence virtuelle doivent déclarer solennellement qu'elles "Respectent nos valeurs européennes, telles que définies à l'art. 2 du Traité sur l'Union Européenne : la dignité humaine, la liberté, la démocratie, l'égalité, l'État de droit et le respect des droits de l'homme".

C'est une bonne chose. Les valeurs démocratiques devraient en effet être au cœur de toute idée positive de "société européenne". Mais nous devons nous rendre à l'évidence que dans le domaine fondamental - la politique économique - l'Union européenne a érigé de fortes barrières qui bloquent le choix démocratique. Il est temps de les débloquent. Depuis 2008 (année où la crise financière a éclaté), la politique économique est le talon

d'Achille de l'UE.

Les échecs économiques de ces derniers temps ont entraîné une dégradation de la situation politique, dont l'extrême droite a été le principal bénéficiaire. Dans un article récent pour le *New York Review of Books*, Robert Kuttner, cofondateur du magazine progressiste *Prospect* aux États-Unis, a affirmé :

"Pourtant, si les États-Unis ont [un] parti pris structurel unique contre le gouvernement activiste, depuis les années 1990, les pays occidentaux, malgré des systèmes constitutionnels et des histoires politiques très différents, ont connu des schémas similaires de détérioration démocratique. Les circonstances économiques se sont retournées contre les gens ordinaires, les dirigeants traditionnels n'ont pas réussi à apporter de solution, et les électeurs se sont de plus en plus tournés vers les ultranationalistes, voire vers les dictateurs en herbe".

Il ajoute,

"L'Union européenne joue un rôle antidémocratique pervers dans cette saga... le traité de Maastricht qui a fondé l'Union européenne en 1993 a donné la primauté à la libre circulation des capitaux, des biens, des services et des personnes, et il a encouragé la déréglementation et la privatisation. Ces règles ont supplanté la capacité des États membres à avoir des politiques nationales fortes pour réguler le capitalisme."

En 2017, le professeur John Weeks et moi-même avons coécrit un rapport pour la Rosa

Luxemburg Stiftung, intitulé « Bringing democratic choice to Europe's economic governance - The EU Treaty changes we need, and why we need them ». Nous y soulignons le déficit démocratique :

« Malgré son engagement envers les valeurs démocratiques, l'Union européenne ne permet pas un choix démocratique légitime dans un domaine clé, à savoir le domaine économique. Étant donné qu'une grande partie de la politique économique de l'UE est inscrite dans ses traités, qui ne peuvent normalement être modifiés que si tous les États membres sont d'accord, on constate une frustration croissante liée au fait que la volonté démocratique des citoyens européens ne peut tout simplement pas s'exprimer si elle diffère sur un point quelconque de celle énoncée dans les Traités ».

Contrairement à la plupart des autres critiques, nous ne nous sommes pas contentés de critiquer les règles et les politiques inscrites dans les traités, mais (dans le but de gagner un soutien plus large) nous avons proposé une série de modifications très spécifiques du traité qui permettraient d'échapper aux pires aspects de leur dogme néolibéral actuel, et de créer un espace beaucoup plus important pour un changement progressif des politiques.

Il est généralement admis (et confirmé par la Cour européenne de justice) que les traités de l'UE doivent être considérés comme fournissant un cadre constitutionnel, semblable aux constitutions nationales. Mais le traitement de la politique économique par les traités n'est pas conforme. Comme nous le disions en 2017 : « Si l'on étudie les Constitutions des États démocratiques, une caractéristique notable est que, à de très rares exceptions près, le contenu et les détails de la politique économique et monétaire sont absents ; la Constitution peut énoncer les grands objectifs de la société et les procédures à suivre, mais le contenu des politiques est laissé au produit du débat démocratique par le biais de l'élaboration des lois par le Parlement... ».

En d'autres termes, le choix de politiques (par exemple) keynésiennes, ordolibérales

ou monétaristes devrait faire l'objet d'un débat politique dans une démocratie, et non de questions fermées à l'avance par une prescription dogmatique dans un texte constitutionnel difficile à amender.

Les règles fiscales

On oublie souvent à quel point les politiques économiques de l'UE ont été désastreuses après 2009, comme en témoignent les statistiques du chômage dans la zone euro. Extrait de notre rapport 2017 :

« En octobre 2016, le chômage dans la zone euro est passé sous la barre des 10 % (à 9,8 %) ... à l'exception d'un seul mois en 2011, le chômage dans la zone euro avait été supérieur à 10 % pendant plus de sept ans. C'est le signe d'un échec de la politique et de la théorie économiques ».

Les règles budgétaires du Traité de Maastricht (déficits budgétaires inférieurs à 3 %, dette publique inférieure à 60 % du PIB) ont été créées de toutes pièces, sans aucun fondement. Les dépenses publiques sont rendues responsables de tout problème économique. Ainsi, lorsque la crise mondiale a éclaté, les institutions de l'UE et les principaux États membres ont rejeté la faute sur la dette publique, alors que le véritable problème était la dette *privée* excessive.

Symbole de cette perversité en matière de politique budgétaire, le « Traité sur la stabilité, la Coordination et la Gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire » de 2012, qui vise à faire de l'équilibre budgétaire un devoir éternel des États membres.

Le concept d'un « frein à l'endettement » imposé par la loi, ou d'un devoir d'équilibre budgétaire, est un non-sens économique ; les déficits sont nécessaires dans les périodes économiques difficiles pour protéger les moyens de subsistance des gens et empêcher des dépressions plus profondes et plus longues. Ils résultent principalement de circonstances extérieures sur lesquelles les gouvernements ont peu de contrôle.

En partant des dispositions du Traité relatives aux “déficits excessifs”, il existe désormais un ensemble de mesures hautement bureaucratiques qui naviguent sous le titre ironique de “Pacte de Stabilité et de Croissance”, et qui visent à imposer une discipline budgétaire aux gouvernements démocratiquement élus. Ces mesures vont bien au-delà de ce qui est nécessaire pour garantir que le bon fonctionnement de l’Union économique et monétaire ne soit pas “compromis”. La Commission les a rassemblées dans un “Vade mecum” (guide). L’édition 2019 compte une centaine de pages de procédures détaillées de “surveillance” économique !

Une autre conséquence positive de la pandémie de Covid 19 a été la réponse fiscale de l’UE. Dans le cadre du programme “Next Generation EU”, la Commission européenne emprunte jusqu’à 806 milliards d’euros (prix courants) et les distribue sur six ans à tous les pays de l’UE, sous forme de subventions et de crédits. Pourtant, même si cette avancée importante, quoique modeste, laisse entrevoir l’espoir d’une approche plus sage, une pression croissante s’exerce pour que l’on revienne le plus rapidement possible aux anciennes règles. Ce serait un moyen sûr de causer davantage de dommages économiques.

La politique monétaire

La Banque centrale européenne (Bce) a été délibérément conçue pour être un organe conservateur de banquiers échappant à tout contrôle démocratique, et dotée de l’unique objectif de politique monétaire “maintenir la stabilité des prix”. Sa seule responsabilité légale consiste à présenter un rapport annuel au Parlement européen. Le Traité lui confère même le pouvoir de *définir* et de mettre en œuvre la politique monétaire de l’Union. En réalité, sous les présidences de Trichet et de Draghi, la Bce “indépendante” a outrepassé son rôle en s’ingérant grossièrement dans les politiques nationales, en vue d’imposer l’austérité et les “réformes structurelles”, l’éternel euphémisme

pour réduire les droits des travailleurs et privatiser les actifs de l’État.

Par une ironie du sort, ces dernières années, c’est la Bce, sous la direction de Draghi et de Lagarde, qui a entrepris le “gros travail” pour empêcher l’économie de la zone euro de basculer, grâce à ses interprétations plus imaginatives de la politique monétaire (QE et autres). Trop d’États membres avaient refusé de prendre les mesures budgétaires nécessaires pour soutenir l’économie ou de faire preuve de solidarité lorsque cela était le plus nécessaire. Or, l’assouplissement quantitatif (qui consiste à échanger des actifs financiers moins liquides contre des liquidités) a tendance à rendre les riches, qui utilisent les liquidités pour acheter et gonfler des actifs (actions, logements...) encore plus riches.

Les banques centrales devraient effectivement, à mon avis, bénéficier d’une autonomie opérationnelle raisonnable, mais en fin de compte, elles doivent être soumises à un contrôle démocratique. En particulier, la Bce devrait être explicitement mandatée pour promouvoir le plein emploi, tout comme la Federal Reserve américaine, parallèlement à son mandat de stabilité des prix, et devrait se voir attribuer un ensemble clair d’objectifs de politique économique à promouvoir.

Une demande simple pour l’avenir

En 2017, John Weeks et moi-même avons présenté nos propositions de modification du traité sous 10 rubriques, afin de permettre des politiques économiques progressistes dans un large éventail de compétences de l’UE. Il s’agit notamment du commerce, de la mobilité des capitaux, de la fin du penchant pro-libéralisation, des aides d’État, de la fiscalité, de la politique industrielle et des services publics. Pour une UE progressiste, nous avons besoin d’un sérieux changement de traité et de législation dans tous ces domaines d’activité.

Tous ces changements exigent que l’État (et

les institutions européennes) joue un rôle plus important. Le temps de la soi-disant “économie sociale de marché” est révolu. Pour relever les nouveaux défis, nous avons besoin d’un nouveau type d’économie mixte - un mélange d’entreprises publiques, privées et coopératives - où l’investissement public joue un rôle beaucoup plus important dans le façonnement de notre avenir post-carbone.

Nous ne pourrions rien faire de tout cela si le règlement politique de l’UE reste inchangé. Certaines de ces règles sont inscrites dans les Traités, d’autres sont simplement contenues dans des textes législatifs qui peuvent être abrogés. Une pression forte et concertée en faveur d’une modification du Traité peut également contribuer à changer l’atmosphère politique ici et maintenant, avant même toute modification du Traité.

Les organisateurs de la Conférence sur l’avenir de l’Europe demandent à juste titre aux participants de souscrire à la démocratie en tant

que valeur.

Répondons donc qu’en retour, nous exigeons de l’Europe qu’elle respecte ses propres valeurs.

Nous revendiquons le droit de choisir librement la meilleure politique économique, et non de nous voir imposer un dogme économique spécifique et désuet.

En bref, il est grand temps que l’Union européenne s’engage en faveur d’une véritable démocratie dans la sphère économique. Cela devrait être notre appel commun.

Jeremy Smith est un avocat britannique et codirecteur de Policy Research in Macroeconomics (Prime), un réseau d’économistes et de personnes issues de disciplines connexes qui cherchent à démystifier les théories, les politiques et les idées économiques. Il a travaillé à un haut niveau dans la fonction publique au Royaume-Uni et en Europe.

Essais

UE : pandémie et processus d'innovation

Franco Russo

Pour ceux qui lisent *Quistioni*, la proposition “le capitalisme a échoué” dans la prévention et la gestion de la pandémie de Covid-19 semblera évidente, pourtant c’est de là que nous devons partir, c’est-à-dire du fait que le capitalisme a échoué en tant qu’organisation sociale parce qu’il n’a pas été capable de garantir la sécurité et la protection de la vie, qui sont les raisons premières pour lesquelles les êtres humains se rassemblent en société. Hobbes, au début de l’ère moderne, a théorisé comme fondement du pacte entre le souverain et ses sujets l’échange de l’obéissance contre la sécurité personnelle. Le gain guide les actions de l’entrepreneur et les paramètres de sa réussite, et le marché, qui est un mode d’organisation des relations sociales, n’assure pas toujours le bien fondamental de la vie. Même en supposant qu’éviter la pandémie de la Covid-19, vue comme un événement “naturel”, était au-delà des possibilités humaines - ce qui n’est pas vrai car elle est liée à la désagrégation des habitats naturels - les entreprises, le marché et l’État n’ont pas été en mesure de la contenir et, au début, de mettre à disposition les moyens de protection les plus élémentaires comme les masques, les gants, les gels désinfectants, sans parler des moyens plus sophistiqués comme les respirateurs, les appareils de soins intensifs avec les équipes de santé y afférentes, ou les lieux de résidence sécurisés pour les personnes âgées. Cela prouve une fois de plus le fossé entre la recherche du gain et les besoins sociaux, qui sont satisfaits si et dans la mesure où ils donnent lieu à des bénéfices, considérés comme élevés et sûrs.

2.

L’entreprise privée au centre de l’organisation productive et sociale : tel est le choix que les

classes dirigeantes ont une fois de plus fait. Cependant, leur ligne d’action diffère du passé récent, car l’intervention publique n’est plus diabolisée, tandis que la division internationale du travail est redessinée. À l’instar des autres secteurs industriels, les deux objectifs fixés par les entreprises pharmaceutiques dans cette phase sont significatifs : ramener sur le territoire de l’UE certaines des chaînes d’approvisionnement en médicaments, qui se sont avérées fondamentales, afin de retrouver la “souveraineté” de leur production, et rendre le partenariat public-privé encore plus organique. Des années lumière semblent s’être écoulées depuis qu’il y a tout juste un an, on vantait l’idéologie libérale de l’austérité qui a caractérisé la décennie de la Grande Récession. Aujourd’hui, en effet, les institutions publiques, tant nationales que supranationales, sont appelées à soutenir l’économie par des déficits budgétaires et à nouer des alliances entre les secteurs public et privé afin de réaliser une transformation globale du paradigme productif, identifiable dans *la transition énergétique, la green new deal et la digitalisation*.

Pour l’UE aussi, la crise pandémique est un défi auquel elle répond en ne recourant pas aux anciens outils de maîtrise et de contrôle budgétaires du *Pacte de croissance et de stabilité*, suspendu en mars 2020 (1), remplacés par des politiques de déficit public. De son côté, la Bce, assumant de facto le rôle de « bailleur de fond en dernier ressort », a lancé ses différents programmes d’achat de titres de la dette publique des États membres, qu’elle conserve à l’actif de son bilan pour rendre leur dette soutenable, nécessaire au financement des entreprises et à l’octroi de subventions pour la réduction du temps de travail, contre le

chômage et la pauvreté endémiques. C'est la Bce principalement, qui doit financer la dette publique qui, dans les pays de la zone euro, a atteint 102,3% du Pib, en particulier celle de l'Italie 155,6%, de l'Allemagne 71,2%, de la France 117,8 (données de la Banque d'Italie, en mars 2021).

Lorsque les élites dirigeantes du capitalisme veulent, d'une part, décrire les transformations profondes du tissu productif et, d'autre part, formuler pour les investisseurs et les managers les principes directeurs de leurs actions, elles ont recours à Joseph Schumpeter. Ils utilisent principalement deux de ses formulations, dont l'une exprime un véritable paradoxe, la "destruction créatrice", et l'autre une métaphore, le banquier comme "éphore de l'économie d'échange", pour signifier la centralité de son rôle dans le développement du capitalisme.

Dans le chapitre sept de *Capitalisme Socialisme Démocratie*, intitulé "Le processus de destruction créatrice", Schumpeter, avec des assonances claires avec les thèses de Marx, saisit dans le fait d'être "une méthode d'évolution économique" le *fait essentiel* du capitalisme. L'impulsion fondamentale, "qui entraîne et maintient en mouvement la machine capitaliste", "provient des nouveaux biens de consommation, des nouvelles méthodes de production ou de transport, des nouveaux marchés, des nouvelles formes d'organisation industrielle, que l'entreprise capitaliste crée". Le capitalisme est « un processus de transformation organique de l'industrie [...] qui révolutionne sans cesse les structures économiques de l'intérieur, détruisant sans relâche l'ancien et créant sans relâche le nouveau . Ce processus de destruction créatrice est le fait essentiel du capitalisme, ce en quoi consiste le capitalisme » (2).

Pour la métaphore, il faut se référer à l'autre œuvre pionnière de Schumpeter, *Théorie du développement économique*, où, dans le deuxième chapitre, précisément à la fin du deuxième paragraphe, il dépeint le banquier comme un "éphore" moderne, car là où il n'y a pas "d'autorité centrale dirigeant le processus économique de la société [...], il rend possible l'introduction de nouvelles combinaisons,

d'une certaine manière il délivre au nom de la société le mandat nécessaire pour les introduire". Comme on le sait, cet ouvrage met l'accent sur le rôle du crédit et, en général, du "marché monétaire", en tant qu'instruments fondamentaux permettant au capitalisme de révolutionner sans cesse l'offre de biens et les processus de production. Dans la dernière page de l'introduction de la troisième partie, Schumpeter écrit « Le marché monétaire est toujours, pour ainsi dire, le siège de l'économie capitaliste, d'où partent les ordres à ses différents secteurs et ce qui s'y discute et s'y décide est toujours [...] la détermination des plans de son développement ultérieur [...]. La principale fonction du marché monétaire ou marché des capitaux est donc de négocier le crédit pour le financement du développement. Dans la première partie du chapitre trois, il est encore précisé que l'octroi de crédit [...] agit comme une injonction au système économique de se subordonner aux objectifs de l'entrepreneur, comme un ordre aux biens dont il a besoin, comme une confiscation à son profit des forces productives. Ce n'est que de cette manière que le développement économique peut être atteint [...] Et cette fonction est le fondement qui soutient la construction moderne du crédit » (3).

Reviving and Restructuring the Corporate Sector Post-Covid. Designing Public Policy Interventions, un Rapport du G30 publié en décembre 2020 et rédigé sous la direction de M. Draghi et R. Rajan, a été qualifié à juste titre par E. Brancaccio et R. Realfonzo de manifeste de la nouvelle phase du capitalisme, dans la mesure où il mentionne explicitement la "destruction créatrice" pour souligner l'urgence d'une réorganisation globale du capitalisme à travers une sélection entre les entreprises susceptibles de se développer et celles qu'il faut laisser faire faillite. Dans la section 4.1, il est explicitement indiqué que « les décideurs politiques ne donneront pas tous la même importance à la préservation du statu quo et des emplois existants, par rapport à l'autorisation ou à l'encouragement du processus de "destruction créative", dans lequel les entreprises font faillite, ce qui permet aux emplois et aux ressources de passer des entreprises en difficulté à celles qui

sont mieux adaptées à la nouvelle économie ». Dans ce processus de réorganisation, le rôle des institutions publiques est indispensable pour l'accélérer et contenir ses effets socialement négatifs. Les objectifs généraux sont la transformation "verte" de l'économie, sa numérisation ainsi que la sauvegarde des industries stratégiques, et pour les atteindre Draghi avait déjà quelques mois auparavant indiqué la solution dans le "bon usage" de la dette publique : « The key question is not whether but how the state should put its balance sheet to good use » (4).

Les propositions du Rapport sont claires : des finances publiques déficitaires pour rendre durables les risques d'investissement dans les processus d'innovation, et une politique monétaire expansive des banques centrales. Le Rapport préconise l'abandon des mesures d'austérité financière, même s'il recommande d'être très prudent dans le choix des anciennes entreprises à sauver et des investissements dans des projets innovants afin de ne pas compromettre l'équilibre financier à long terme. Un autre tournant est la perspective, pour cette nouvelle phase, d'une coopération entre les capitaux publics et privés pour des "investissements malades", dont la rentabilité doit être évaluée à moyen et long terme, sans exclure la nationalisation.

3.

Si le G30 appelle à faire avancer sans hésitation la "destruction créatrice", il est tout aussi clair qu'il demande, outre les banques centrales, l'activation des banques, des fonds de pension, des compagnies d'assurance, des fonds souverains et des gestionnaires d'actifs géants tels que BlackRock et Vanguard sur les marchés des capitaux pour investir dans des entreprises ayant des projets innovants.

Entrons dans certaines des officines du « quartier général » du capitalisme, en commençant par celles des banques centrales, par exemple la Bce, pour nous rendre compte du changement radical par rapport aux politiques d'austérité, lorsque les renflouements des banques avec de l'argent public ont été mis en œuvre et que des restrictions dans les services sociaux,

des réductions de salaires et des interventions législatives pour encourager la précarité du travail ont été adoptées. Pendant la décennie d'austérité, l'objectif était de générer un excédent budgétaire primaire, tandis qu'en période de pandémie, les robinets des banques centrales et des institutions publiques ont été ouverts pour fournir des allocations de chômage, des ressources pour les urgences sanitaires, des garanties financières et un soutien direct aux entreprises, ainsi qu'une aide économique à diverses catégories sociales non protégées telles que les travailleurs indépendants. Il serait donc erroné de considérer les initiatives de la Bce à travers le prisme de l'austérité, puisqu'elle est aujourd'hui appelée à jouer le rôle de bailleur de fonds en dernier ressort, en imprimant de l'argent pour absorber les dettes publiques et privées. C'est pourquoi elle a injecté dans le système, de mars 2010 à 2021, des liquidités pour un montant de 3.300 milliards : 2.080 milliards pour les prêts Tltro, 900 milliards dans le programme Pepp, 360 milliards dans le programme App (5). L'expansion des actifs d'autres banques centrales telles que la Fed, la BoE et la BoJ est similaire, voire plus massive. Pour comprendre les objectifs pour lesquels la Bce "imprime de l'argent", il suffit de lire les discours d'Isabel Schnabel ou du vice-président Louis de Guindos. Ce dernier, dans un discours du 18 mars, publié dans le journal italien *Il Sole 24 Ore*, souligne le rôle des institutions financières dans la lutte contre les risques du changement climatique pour l'économie et la société. Selon lui, la finance doit orienter son intervention en tenant compte des effets à long terme des déséquilibres climatiques et, à cette fin, elle doit effectuer des tests de résistance à l'horizon des "trente prochaines années".

Ce n'est qu'avec cet horizon temporel que l'on peut évaluer correctement la rentabilité des entreprises situées dans des zones à risque de sécheresse, comme celles du sud de l'Europe, ou d'inondation, comme celles du centre et du nord de l'Europe. En outre, les mesures de réduction des émissions de CO2 auront un effet négatif sur les entreprises grandes consommatrices d'énergie (mines, acier, ciment), car elles seront touchées par la fiscalité visant à limiter les

émissions de gaz à effet de serre. Toujours dans une perspective de 30 ans, les banques doivent se soumettre à un test de résistance affiné car elles risquent, comme les autres institutions financières, exposées comme elles le sont à ces secteurs, de ne pas voir leurs prêts remboursés. Cela réfutera ceux qui prétendent que la finance capitaliste agit toujours et uniquement dans une optique de court terme avec des spéculations de jeux de casino. Dans la salle du « quartier général » de la Bce, conclut M. de Guindos, on travaille dans une perspective à long terme pour soutenir « la transition cruciale et urgente vers une économie plus verte, non seulement pour atteindre les objectifs des Accords de Paris, mais aussi pour limiter les perturbations de nos économies, de nos entreprises et de nos moyens de subsistance à long terme ».

En phase avec la vision à moyen et long terme, la Commission européenne qui, dans sa communication *COM (2019) 640 final* du 11 décembre 2019, a envisagé que le *Green Deal Européen* réduise les émissions qui altèrent le climat et transforme profondément l'ensemble de l'économie, car l'approvisionnement en énergie propre touche « l'industrie, la production et la consommation, les grandes infrastructures, les transports, l'alimentation et l'agriculture, les bâtiments, la fiscalité et les prestations sociales ». Alors que les industries à forte intensité énergétique, telles que l'acier, la chimique et le ciment, devraient mettre plus de temps à se décarboniser, l'UE entend promouvoir plus rapidement de nouvelles « chaînes de valeur stratégiques », telles que les batteries, afin d'aider l'industrie automobile à passer aux véhicules électriques.

À Bruxelles, le marché des batteries est estimé à 250 milliards d'euros en 2025, et pour éviter qu'il ne soit accaparé par les entreprises chinoises, l'*European Battery Alliance* (Eba) a été créée, réunissant 500 entreprises dans le but de créer une chaîne d'approvisionnement complète : de l'extraction des matières premières à la production et au recyclage (6). En 2019, selon Thore Sekkenes, directeur de l'Eba, 60 milliards ont été investis dans la chaîne d'approvisionnement dans l'UE, soit trois fois plus qu'en Chine, qui est encore loin

des niveaux de production de batteries mais espère les atteindre d'ici cinq ans. Ne pensez pas que l'UE ne cherche que des matières premières en Asie ou en Afrique, car Sekkenes propose de rouvrir des mines en Europe, où, selon lui, il existe des réserves importantes de lithium, de nickel, de manganèse et de cobalt. Avec les effets que l'on peut imaginer sur un environnement déjà hyper-anthropisé ! (7)

Toujours dans la chaîne d'approvisionnement des batteries depuis 2019, un programme Ipcei a été lancé, dans le cadre duquel la Commission a autorisé des aides d'État d'un montant de 3,2 milliards d'euros pour 17 entreprises, et parmi elles, cinq sont italiennes (Faam, Enel X, Kaitek, Endurance et Solvay). Par conséquent, avant et en dehors des objectifs de l'*escape clause* et du *Temporary Framework*, décidés en période de pleine pandémie, des aides d'État avaient déjà été activées pour promouvoir les processus d'innovation, dont l'industrie automobile est l'un des principaux protagonistes. Pour comprendre l'importance des batteries, il suffit de penser que Volkswagen, afin de se positionner sur le nouveau marché de la mobilité électrique, se déplace au-delà de l'Europe dans l'échiquier chinois, en ayant acquis 50% de Anhui Jianghuai Automobile Group Holding et le contrôle du producteur de batteries Guoxuan High-tech.

Hildegard Müller, présidente du VdA (*Verband der Automobilindustrie*) allemand, a à son tour souligné l'importance du soutien financier de l'État pendant la pandémie pour subventionner la réduction du temps de travail d'environ la moitié des 814.000 travailleurs directs de l'industrie automobile, qui, étant au cœur de toute l'industrie européenne, a besoin d'autres mesures d'incitation publiques pour faciliter la transition du transport routier vers la neutralité climatique. Non seulement l'industrie pharmaceutique, mais aussi l'industrie automobile, beaucoup plus puissante, demandent des aides d'État, qui ne leur ont jamais fait défaut au cours de leur histoire (8).

La Commission a lancé d'autres initiatives pour la transformation de l'industrie européenne, comme l'*European Raw Materials Alliance*, proposée dans la communication [COM

(220) 474 final], ou l'Ipcei, qui sont toutes accompagnées de crédits des États membres ou directement de l'UE (9). Un autre domaine dans lequel la Commission engagera des ressources importantes est celui des technologies numériques telles que l'intelligence artificielle, la 5G, le cloud, le edge computing et l'Internet des objets, qui, selon la Commission, contribueront à freiner le changement climatique et à protéger l'environnement, ainsi qu'à modifier l'organisation de l'industrie européenne dans son ensemble. Pour y parvenir, la Commission appelle à une mobilisation conjointe des secteurs public et privé, estimant que jusqu'en 2030, pas moins de 260 milliards d'euros sont nécessaires (10).

Ce n'est donc pas la pandémie qui a incité la Commission à modifier son approche de la politique économique : la pandémie a accéléré la mise en œuvre de choix visant à favoriser les processus d'innovation de l'ensemble de l'industrie, ce qui a rendu nécessaire la suspension de l'interdiction des aides d'État par le biais du cadre temporaire (avec l'invalidation des articles 107-108 du Tfeue), et de la "clause de sauvegarde" du pacte de stabilité et de croissance (dans l'attente d'une révision du dispositif) (11).

Les États membres et les institutions européennes participent activement aux processus d'innovation. Je ne veux pas dire qu'ils ont adopté *L'État entrepreneur* de Mariana Mazzucato, mais ils suivent certainement certaines de ses indications, par exemple celle de l'État comme promoteur de la recherche et du développement technologique, et la vision de l'environnement comme nouveau champ d'investissement et de génération de profits (12). En outre, Mariana Mazzucato a contribué à l'élaboration de deux documents pour l'orientation des politiques industrielles de l'UE : le premier de 2018 - *Mission-Oriented Research&Innovation in the European Union* : A problem-solving approach to fuel innovation-led growth -, et le second de l'année suivante intitulé *Governing Mission in the European Union*, pour pousser Bruxelles à devenir un catalyseur d'initiatives entrepreneuriales plutôt qu'un distributeur de subventions sociales.

4.

Le secteur financier privé évolue dans le sens des choix des autorités de l'UE. JPMorgan Chase a annoncé son intention de réviser radicalement sa politique de crédit afin de faciliter la réalisation des objectifs de décarbonisation, ce qui, venant d'une banque qui a financé l'exploitation des énergies fossiles à hauteur de 269 milliards entre 2016 et 2019, peut susciter quelques doutes, mais paraît crédible. En fait, elle n'a pas l'intention de retirer immédiatement l'oxygène aux entreprises extractives, mais de recalibrer sa stratégie en allouant 200 milliards cette année à des activités écologiquement durables. Je n'ai pas utilisé l'adjectif "crédible" par hasard, car la transition énergétique, qui prendra au moins 30 ans, signifie que les compagnies pétrolières, tout en investissant dans les sources renouvelables, continueront à chercher et à exploiter des gisements anciens et nouveaux. Dans la phase de transition, afin de garder les émissions de CO2 sous contrôle, ils proposent de les capturer et de les stocker dans des champs épuisés ou de les échanger par le biais l'*Emission Trading System*, deux pratiques dévastatrices pour l'environnement. En fait, il peut y avoir une libération imprévue de CO2 à partir des sites à la suite d'événements géologiques ou en raison de leur altération morphologique, et dans tous les cas, sa libération progressive ne peut être exclue ; à son tour, le Ets n'a pas jusqu'à présent contenu les émissions de gaz à effet de serre, étant plutôt une incitation à leur monétisation, alors qu'ils devraient simplement être éliminés. Si nous passons de JPMorgan Chase à BlackRock, le plus grand gestionnaire d'actifs du monde, nous constatons que la pandémie a accéléré, et non initié, la réaffectation de son capital vers des activités durables. Son président Larry Fink, dans une lettre adressée aux Pdg des entreprises dans lesquelles il détient des participations, leur a demandé de « divulguer un plan concernant la compatibilité de son modèle d'entreprise avec une économie nette zéro, c'est-à-dire un scénario dans lequel le réchauffement climatique est limité à bien moins de 2 degrés Celsius, conformément à l'aspiration mondiale d'atteindre zéro émission

nette de gaz à effet de serre d'ici 2050 » (13). Le *siège du capitalisme* a pris en main le flambeau de la transition énergétique et de la durabilité. Il y a certainement beaucoup de rhétorique dans ces déclarations politiques, mais il est un fait que le capitalisme, dans la variété de ses expressions institutionnelles, a pris le chemin de la transition énergétique, de la durabilité environnementale et de la numérisation... Le capitalisme sera-t-il capable de réaliser une économie écologiquement durable ? Ou ne parviendra-t-elle qu'à contrôler les aspects les plus dévastateurs des crises environnementales, tout comme elle a réussi jusqu'à présent à contrôler l'explosion des inégalités sociales sans les éliminer, voire en les exacerbant ?

5.

La pandémie de la Covid-19 a poussé l'UE vers de nouvelles décisions telles l'*escape clause* et le *Temporary Framework* sur les aides d'État, et vers de nouveaux instruments financiers tels que le Sure pour soutenir les revenus du travail, les fonds spécifiques Mes pour la santé, la NextGenerationEU avec le Fonds de Relance et de Résilience (Frr) en son centre, qui sont accompagnés par ReactEu, le Fonds de Transition Juste, l'Ipcei, et HorizonEurope, qui sont intégrés aux allocations du cadre financier pluriannuel 2021-2027. Avec cet ensemble d'instruments, les élites dirigeantes de l'UE ont pris un tournant qui repose sur deux piliers : la mutualisation de la dette, bien que partielle pour l'instant, et le partenariat public-privé. La déclaration de l'Eurogroupe du 15 mars 2021 est une indication de la conscience avec laquelle les élites de l'UE ont fait leurs choix, elle dit en effet que de nouveaux instruments, ceux mentionnés ci-dessus, ont été activés parallèlement à la politique monétaire de la Bce visant à préserver des conditions de crédit favorables, afin de garantir que les économies de l'UE s'orientent vers une reprise durable (point 4). Le soutien budgétaire, assure l'Eurogroupe, se poursuivra jusqu'à la reprise complète des économies, et avec les allocations du Frr, il sera possible de mettre en œuvre la transition "verte" et "numérique", tandis que ce n'est

que lorsque l'économie se sera consolidée qu'il sera possible de mettre la main sur les plans de remboursement de la dette publique, dont une grande partie sera dans le budget de la Bce.

C'est l'un des nombreux documents qui réfutent la thèse selon laquelle les classes dirigeantes de l'UE font des choix inconscients des problèmes économiques et sociaux, que leurs réponses sont le plus souvent inadéquates et éphémères, qu'en bref elles ne sont pas capables de faire leur travail. Je n'ai certainement pas l'intention de sous-estimer les insuffisances et les lacunes des politiques de l'UE - pensez aux contrats passés avec les grandes entreprises pharmaceutiques sur les vaccins - ou de dissimuler la nature oligarchique et technocratique de ses classes dirigeantes qui défendent et gèrent le capitalisme transnational européen ; cependant, je ne sous-estime pas leurs capacités opérationnelles à créer les meilleures conditions pour la transformation des arrangements institutionnels afin de promouvoir les processus d'innovation capitaliste. La réponse de l'UE à la pandémie, bien qu'inadaptée aux besoins de ses habitants, s'inscrit dans un projet de "destruction créatrice" qui dure depuis plusieurs années et que la Commission von der Leyen poursuit avec beaucoup de détermination.

La pandémie nous a obligés à repenser les soins de santé afin de retrouver la "souveraineté" dans les chaînes d'approvisionnement de certains médicaments et de certains moyens de protection individuelle, et à les réorganiser en mettant davantage l'accent sur leur territorialisation afin d'éviter d'autres facteurs externes négatifs au détriment de tous les autres secteurs économiques et sociaux. Farmitalia, qui représente deux cents entreprises, avec Alisei (un cluster technologique des sciences de la vie) et Egualia (fabricants de médicaments génériques), a préparé un plan d'un milliard et demi pour ramener en Italie la production de médicaments et de principes actifs dans le but de rompre la dépendance vis-à-vis de la Chine et de l'Inde, d'où proviennent 80% des molécules. Naturellement, le plan prévoit le soutien de l'État, qui devrait puiser des ressources dans les fonds Frr.

La reconquête de la “ souveraineté “ dans les différents domaines productifs nécessite un rôle plus actif de l’UE sur le plan géopolitique, et Thierry Breton, commissaire au marché intérieur, en est le partisan le plus convaincu, conscient qu’il faut sécuriser les flux de matières premières indispensables à la transition énergétique et numérique, tout en étant un partisan tenace du *reshoring* de certaines chaînes productives - possible compte tenu de la taille du marché européen. Et il n’est pas le seul puisque Mario Draghi, en sa qualité actuelle de président du Conseil italien, a affirmé dans son discours au Parlement le 24 mars 2021 que de « 1992 à 2018, les exportations entre pays européens ont augmenté pour atteindre 20% du produit intérieur brut de l’Union, démontrant ainsi qu’un marché unique européen, cohésif et avec les mêmes normes, permet aussi un développement des exportations intra-européennes. Par conséquent, nous devrions progressivement devenir de moins en moins dépendants du reste du monde pour nos exportations, comme c’est le cas pour tous les grands marchés et pays. En outre, les chaînes de valeur entre les différents pays européens se sont énormément développées. Les investissements directs étrangers du reste de l’Union européenne vers l’Italie ont également augmenté avec le renforcement du marché unique. Au fond, défendre l’unicité du marché, c’est défendre les entreprises italiennes qui en profitent dans une large mesure ».

Une stratégie géopolitique plus solide implique une autonomie certes relative des capacités de défense, tout d’abord un renforcement des industries militaires, pour lesquelles un *Fonds Européen de Défense* a été créé avec un budget de 7 milliards d’euros pour la construction de nouveaux systèmes de défense. Le développement de l’industrie de la guerre, qui a toujours été un incubateur d’innovations technologiques, peut contribuer à remédier au retard également dans les secteurs de l’électronique et de l’intelligence artificielle, pour lesquels la Commission a présenté la proposition de *Boussole Numérique* le 9 mars dernier.

6.

Le défi pour les classes dirigeantes de l’UE est ardu car si la transition des énergies fossiles vers les énergies renouvelables permettra, à moyen et long terme, de réduire la dépendance vis-à-vis des pays producteurs de pétrole et de gaz, elle augmentera la dépendance vis-à-vis des pays qui détiennent les matières premières nécessaires à la réalisation du *Green Deal* et de la numérisation. La transition énergétique nécessite des investissements non seulement dans les sources éoliennes, solaires ou hydroélectriques, mais aussi dans la production d’hydrogène, dans laquelle l’Arabie saoudite et les Émirats investissent massivement, et il ne sera donc pas facile d’atteindre la “souveraineté”, l’autonomie de production dans ce domaine.

Le deuxième problème est que la production de l’hydrogène le plus propre, le vert, nécessitera une quantité d’électricité que BloombergNEF a calculée comme étant 38% de plus d’ici 2050, l’année de la neutralité climatique espérée de l’UE, donc plus de ressources énergétiques seront nécessaires, même si elles ne sont pas d’origine fossile. On peut en dire autant des innovations de produits et de processus nécessaires pour atteindre la neutralité climatique d’autres industries, qui nécessiteront, selon les calculs de la Banque mondiale, 3 milliards de tonnes de minéraux et de métaux d’ici 2050. En bref, on utilisera moins de pétrole et plus de métaux. La transition écologique et numérique nécessitera du lithium, du cobalt, du manganèse, du nickel, du cuivre, de l’aluminium, des terres rares... Rappelons que les terres rares regroupent 17 éléments utilisés dans la production des supraconducteurs, des puces électroniques, des aimants, des fibres optiques, des lasers, des écrans couleur, des cartes de crédit, et dans le fonctionnement des éoliennes. Il ne sera pas facile de devenir indépendant de la Chine, qui possède les plus grands gisements de terres rares, et ce n’est pas un hasard si l’UE a récemment signé un *Traité d’investissement* avec la Chine, visant également les gisements minéraux.

En conclusion, la transition énergétique et le *Green Deal* nécessiteront d’énormes quantités d’énergie et de matières premières, ce qui ne

diminuera pas l’empreinte écologique sur la planète, tout comme la numérisation contribuera à l’émission totale de CO2 pour 4%, contre 2% pour le transport aérien et 8% pour le transport routier, comme l’a reconnu le ministre italien de la Transition écologique Cingolani lui-même dans un discours du 3 mars 2021.

J’ai commencé par affirmer que le capitalisme, en tant que système politique et social, a échoué, puisqu’il n’est pas en mesure de garantir même les biens primaires que sont la sécurité et la vie des personnes, mais je termine en affirmant que son échec n’implique pas sa fin, en effet, dans la crise, ses classes dirigeantes travaillent pour qu’il fasse un nouveau saut évolutif, technologique et organisationnel, sans résoudre ni la *question sociale* ni la *question environnementale*.

Notes

1. <https://www.consilium.europa.eu/it/press/press-releases/2020/03/23/statement-of-eu-ministers-of-finance-on-the-stability-and-growth-pact-in-light-of-the-covid-19-crisis/> ;
2. *Ital. ed. par Joseph A. Schumpeter*, Capitalismo Socialismo Democrazia, Milano 1964, pp. 78-79 ;
3. *Ital. ed. par Joseph A. Schumpeter*, Teoria dello sviluppo economico, Firenze 1971, pp. 83, 166 et 117 ; la première édition de l’ouvrage, rappelons-le, date de 1911 ;
4. *Financial Times* 25 mars 2020 ;
5. Voir les comptes de *Il Sole 24 Ore* du 19 mars 2021 ;

6. https://ec.europa.eu/growth/industry/policy/european-battery-alliance_en ;
7. *Il Sole 24 Ore* 5 novembre 2020 ;
8. *Il Sole 24 Ore* du 10 juillet 2020 ;
9. Voir pour les produits de base <https://eur-lex.europa.eu/legal-content/EN/TXT/?uri=CELEX%3A52020DC0474> ; pour les IPP <https://clustercollaboration.eu/tags/ippei> ;
10. Voir la communication de la Commission intitulée “Pacte vert pour l’Europe” du 11 décembre 2019 COM (2019) 640 final ;
11. Utile pour le Temporary Framework, le document de synthèse https://ec.europa.eu/competition/state_aid/what_is_new/TF_informal_consolidated_version_as_amended_28_january_2021_it.pdf ; pour la clause de sauvegarde, voir la communication de la Commission du 20 mars 2020 et le document <https://ec.europa.eu/transparency/regdoc/rep/1/2020/IT/COM-2020-123-F1-IT-MAIN-PART-1.PDF>).
12. Mariana Mazzucato, *Lo Stato innovatore*, Roma-Bari 2013, pp. 57, 167, 175 ;
13. *Il Sole 24 Ore*, 27 janvier 2021 ;

Franco Russo a participé au mouvement italien de 1968. En 1976, il participe à la construction de Democrazia Proletaria, dont il est élu député. Après 1989, lorsque DP a été dissous, il a contribué à la création d’associations rouge-vert. En tant que membre de Rifondazione Comunista, il a participé à l’expérience du Forum Social Européen dans la Charte des principes du groupe de travail pour l’autre Europe et il a été élu député au Parlement italien. Il est désormais actif dans des associations traitant de la démocratie constitutionnelle, du droit du travail et de l’Union européenne.

Conférence sur l'avenir de l'Europe – Considérations du point de vue de la gauche

Parti de la Gauche Européenne

Préambule

La « Conférence sur l'avenir de l'Europe » est une initiative conjointe du Parlement Européen, du Conseil et de la Commission Européenne. Elle a commencé le 9 mai par une déclaration commune et devrait s'achever au printemps 2022. Selon la déclaration, la conférence « ouvrira un nouvel espace de débat avec les citoyens pour relever les défis et les priorités de l'Europe ». Il s'agit d'une approche ascendante centrée sur les citoyens. Le succès de la conférence dépend de la façon dont elle sera organisée. La participation des citoyens est cruciale, de même que l'implication des mouvements sociaux, des syndicats et des partis.

La pandémie a clairement démontré l'échec du modèle politique néolibéral. Il faut dépasser ce modèle socio-économique. La conférence doit être considérée comme l'occasion d'un débat approfondi et large sur le futur développement européen, y compris les traités. Le Parti de la Gauche Européenne (Pge) est engagé dans ce débat.

Avec le texte suivant, nous présentons la position du Pge. Nous le comprenons comme une base et un point de départ pour des considérations plus spécifiques.

Perspectives de Gauche pour l'Europe

Depuis de nombreuses années, l'Union Européenne traverse une crise profonde, tant

sur le plan économique, social que politique du fait de ses principes, règles, traités et politiques néolibéraux. L'Europe ne se résume pas à l'UE, mais le développement de cette dernière est essentiel pour l'ensemble de l'Europe. Au niveau économique, la crise se traduit par une faible croissance et par des déséquilibres macroéconomiques croissants, renforcés par les politiques néolibérales et le marché unique. Par exemple, l'Allemagne présente d'importants excédents commerciaux dus à de fortes exportations, alors que d'autres pays européens croulent sous des dettes considérables. Ces déséquilibres posent des problèmes considérables pour le développement économique européen. D'un point de vue social, la crise se traduit par un taux de chômage élevé, des salaires bas et une vaste précarisation des conditions de travail et de vie. Les inégalités sociales ont énormément augmenté dans tous les pays de l'UE. La crise de la démocratie s'aggrave. Le Brexit et le taux d'abstention sont les signes les plus évidents de la crise politique. La montée de l'extrême-droite ces dernières années constitue elle aussi un signe alarmant de la crise politique à laquelle nous sommes confrontés en Europe. Ces déboires sont d'une part les conséquences des contradictions d'un développement capitaliste et d'autre part cependant le résultat de la politique d'austérité néolibérale. La pandémie actuelle aggrave cette crise aux conséquences si dramatiques du fait de la politique néolibérale, de ses coupes budgétaires et de sa privatisation des services publics. Les infrastructures sociales et surtout le secteur de la santé sont systématiquement négligés. Par ailleurs, nous faisons face à des défis écologiques comme le changement

climatique et la transition numérique qui remettent fondamentalement en question notre manière de produire. Nous sommes confrontés à de profonds bouleversements économiques, sociaux et politiques.

Avec la pandémie, il est devenu évident que le capitalisme et la politique néolibérale prédominante ne sont pas en mesure d'apporter une réponse adaptée à la crise. Si cette politique se poursuit, les tendances à la désintégration déjà présentes s'accroîtront, mettant en péril l'avenir de l'Europe. Nous avons besoin d'un changement fondamental au niveau de la politique européenne et d'une nouvelle vision du développement européen.

Notre objectif consiste à instaurer une Europe sociale, écologique, démocratique et pacifique.

Un tel développement européen ne peut pas s'appuyer sur les traités de Maastricht et de Lisbonne car ils imposent à l'Europe une politique néolibérale. Ils doivent évoluer. La Gauche en Europe doit à présent lancer les processus politiques nécessaires afin de réorienter la politique européenne dans la direction que nous souhaitons.

Quelles valeurs défendons-nous et pour lesquelles sommes-nous prêts à nous battre ?

Combattre la pandémie et protéger la population

La pandémie détermine largement nos conditions de travail et de vie. Les effets économiques et sociaux de la crise entraînée par le coronavirus sont dramatiques, touchant en particulier les pauvres et les personnes travaillant et vivant dans des conditions précaires. Le chômage va augmenter considérablement, de même que la pauvreté. Tous les efforts possibles doivent être déployés pour protéger la population. Le Pge soutient fermement l'initiative citoyenne européenne « Right2Cure » qui vise un accès gratuit et universel aux vaccins et défend

l'idée de faire du vaccin un bien commun. Les capacités opérationnelles du secteur de la santé doivent être étendues et améliorées. Nous demandons la mise en place d'un pôle européen de santé publique et des médicaments.

Des mesures doivent être prises afin de protéger tous ceux qui sont touchés par la pandémie : travailleurs, petites et moyennes entreprises, indépendants, artistes. Nous avons besoin d'un plan de sauvetage pour les travailleurs et pour leurs familles. En cas de pertes de revenus, une compensation financière est nécessaire. Nous nous opposons à toute tentative de détérioration des conditions de travail, comme la suspension des conventions collectives et la diminution des droits des travailleurs. Nous soutenons les syndicats dans leurs efforts visant à conclure des accords pour garantir l'emploi.

Transformation socio-écologique ou New Deal vert

Mais nous ne sommes pas seulement confrontés à la pandémie. Nous faisons également face à de profonds bouleversements économiques, sociaux et politiques causés notamment par les défis écologiques comme le changement climatique. La manière dont nous produisons est remise en question. Nous devons réduire drastiquement nos émissions de CO₂. La production qui fait appel aux énergies fossiles n'a plus d'avenir. Nous avons besoin d'une nouvelle politique industrielle européenne axée sur une industrie verte et garantissant la souveraineté industrielle. Il s'agit notamment d'établir une nouvelle politique énergétique s'appuyant sur les énergies renouvelables et une nouvelle politique de mobilité axée sur les concepts de mobilité collective. La transformation socio-écologique, ou le New Deal vert, constitue un élément clé de la stratégie politique du Pge.

Il est évident que la politique d'austérité néolibérale doit être abandonnée. Une autre politique économique est nécessaire. Les premières mesures en ce sens ont été prises

avec la suspension du Pacte de stabilité et de croissance, et avec la création du Fonds de relance « nouvelle génération » qui constitue un changement remarquable de la politique financière européenne. Ces changements s'accompagnent de nouvelles contradictions à repousser afin d'ouvrir la voie à des changements radicaux au niveau des politiques européennes. Le Pacte de stabilité et de croissance ne doit pas seulement être suspendu mais doit être véritablement aboli. Par ailleurs, il faut éviter que le Fonds de relance ne soit lié au semestre européen et que les moyens financiers des différents pays s'accompagnent de conditions restrictives et antidémocratiques. Ces plans ne doivent pas être transformés en de nouveaux protocoles. Des programmes d'investissement public axés sur l'environnement, les services publics et la création d'emplois sont nécessaires. Le contrôle démocratique est crucial pour éviter une modernisation purement capitaliste et à peine verte. Un New Deal vert de Gauche doit être un concept global orienté vers le bien commun. Il faut que des investissements publics soient consentis dans les infrastructures, les services sociaux, comme la santé, des logements abordables, l'éducation et la culture.

Pour la Gauche, il est essentiel de combiner les besoins écologiques et sociaux. Il ne fait aucun doute qu'une révolution industrielle verte, comme la nomme le manifeste travailliste, est nécessaire. Mais il faut également protéger les travailleurs concernés par ces changements. La « transition équitable » promue par la Csi est un concept qui allie la transformation écologique à la protection sociale et vise à garantir qu'une économie verte puisse fournir des emplois décents. Les travailleurs ne doivent pas seulement voir leurs droits renforcés lors de ce processus de transformation : ils doivent aussi y prendre part directement. Leur participation directe est indispensable à un New Deal vert de Gauche. Du point de vue de la Gauche, le lien qui existe entre le New Deal vert et la démocratie économique est donc primordial. Il se distingue ainsi encore davantage des autres concepts.

Un New Deal vert de Gauche doit être considéré comme un concept de transformation global qui allie les exigences écologiques et sociales et garantit la participation directe des travailleurs eux-mêmes. Il rompt avec la politique européenne néolibérale et dépasse également les limites du développement capitaliste.

Droits sociaux

Un New Deal vert de Gauche doit aller de pair avec l'extension des droits des travailleurs. Il peut être lié au pilier des droits sociaux adopté par la Commission Européenne. Il contient 20 principes concernant l'égalité des chances et l'accès au marché du travail, les conditions de travail équitables, et la protection et l'inclusion sociales. Grâce à un plan d'action, ces principes doivent se transformer en actions concrètes au profit des citoyens. Pour autant, le pilier des droits sociaux ne doit pas demeurer une intention non contraignante. Ces droits sociaux doivent plutôt être contraignants et se présenter sous la forme d'un protocole social intégré aux traités de l'UE. Ils doivent inclure l'égalité des droits des femmes au niveau des salaires, des conditions de travail, de l'évolution professionnelle, de la participation sociale à tous les niveaux. Ni les libertés économiques ni les règles de concurrence ne doivent avoir la priorité sur les droits sociaux fondamentaux et, en cas de conflit, les droits sociaux fondamentaux doivent primer. Il s'agit d'une demande claire de la Csi et le réseau de syndicalistes Tune (Trade Unionists Network Europe) a également fait campagne en ce sens.

Le pilier des droits sociaux et le protocole social constituent un point de départ. Toutefois, il est indispensable de lancer des campagnes à l'échelle européenne. Nous devons pouvoir nous appuyer sur des syndicats forts, dotés d'un fort pouvoir de négociation collective. Il s'agit là de la condition fondamentale pour obtenir des conditions de travail décentes et des salaires permettant de vivre correctement. L'égalité des sexes doit être prise en compte. Dans ce contexte, des salaires minimums élevés sont également requis en Europe. La

nouvelle directive européenne constitue un pas en avant à ce niveau, mais doit encore être améliorée. Nous nous opposons aux réformes néolibérales du marché du travail qui prévoient davantage de flexibilité, moins de protection contre les licenciements et qui privilégient en particulier les accords d'entreprise au détriment des conventions collectives négociées par les syndicats. Le pouvoir de négociation collective, principale activité syndicale, s'en trouve affaibli. Or, nous devons pouvoir nous appuyer sur des syndicats forts qui collaborent avec les mouvements sociaux, les organisations de femmes, les initiatives citoyennes et les partis de Gauche.

Nous devons agir dès maintenant, sans attendre 2030, et prendre des mesures immédiates et d'urgence afin de protéger les travailleurs : - Interdire les licenciements en temps de crise - Protéger et étendre les conventions collectives - Lutter immédiatement contre la pauvreté - Protéger toutes les phases de la vie (revenu des étudiants, sécurité de l'emploi et formation) - Faire des emplois à durée indéterminée la norme qui prévaut en Europe. Les droits sociaux et les systèmes de sécurité sociale doivent être tirés vers le haut en Europe.

La crise actuelle est très dangereuse pour les droits des femmes qui régressent fortement. Le Pge s'engage en faveur d'une directive cadre visant à mettre en œuvre les clauses les plus favorables pour les femmes et à interdire les inégalités salariales.

Les moyens financiers doivent être utilisés pour répondre aux besoins des personnes :

- Refinancement de la Bce : réaffecter les fonds de la Bce aux besoins sociaux, placer la Bce sous contrôle démocratique, permettre à la Bce de prêter directement aux États membres ;
- Renforcer les taxes pour les grandes entreprises ;
- Prendre des mesures concrètes contre l'évasion fiscale

Défendre la démocratie

La crise sanitaire se transforme actuellement en une crise de la démocratie. La pandémie apparaît de plus en plus comme un banc d'essai pour tester la résilience de l'État de droit et la remise en cause des droits individuels et des libertés démocratiques. Des efforts sont constamment consentis pour confronter l'ordre et la sécurité à la liberté et aux droits. Il est évident que la démocratie est en danger. Pour ce faire, il nous faut impérativement une réponse globale et une confrontation des forces progressistes de Gauche, avec des initiatives et des actions communes.

Paix et désarmement

Le Pge s'engage activement en faveur de la paix et du désarmement. Sans paix, l'humanité n'a aucun avenir. La paix et le désarmement doivent être replacés au centre de l'élaboration des politiques. Les dépenses militaires doivent être considérablement réduites au profit de la santé et de la satisfaction des besoins sociaux. Il est temps de prendre une initiative visant à mettre en place une nouvelle politique de détente.

Nous nous dressons contre la militarisation de l'UE et rejetons la coopération structurée permanente. La solidarité européenne ne s'exprime pas par des moyens militaires mais par le renforcement des structures civiles communes. Nous désapprouvons la politique de l'Otan et nous nous opposons aux manœuvres de guerre « Defender ». Nous devons poursuivre et intensifier notre résistance face à ces exercices militaires dangereux. L'Otan n'est pas une organisation qui défend les intérêts des Européens. De par ses opérations agressives, cette organisation est dangereuse. L'Otan doit être dissoute au profit d'un nouveau système de sécurité collective qui inclura également la Russie.

Un ordre de paix européen sur la base de la

sécurité commune constitue l'alternative à la guerre et à la confrontation. Dans ce contexte, le rôle de l'Osce doit également être renforcé.

Le Pge appelle les États européens à ratifier le Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, entré en vigueur en janvier 2021.

La lutte pour la paix et celle contre le changement climatique sont interconnectées. Il est indispensable de davantage connecter le mouvement pour la paix, les mouvements pour le climat et l'environnement du type « Fridays for Future », ainsi que le mouvement social.

Face à ceux qui ont proposé un format de Conférence européenne qui limite la

participation démocratique au profit des élites et des leaders politiques en quête de promotion personnelle, la Gauche que nous représentons propose au contraire un vaste processus participatif, avec des Parlements nationaux ouverts aux citoyens, auxquels participent tous les types d'organisations sociales, syndicales et politiques.

Ce processus doit permettre de déterminer des points communs afin de discuter de nos idées au Forum européen. Nous invitons tous ceux qui prônent un développement européen alternatif à participer. Nous invitons tout un chacun à rejoindre le Forum européen organisé par les forces de Gauche, progressistes et écologiques qui se tiendra en novembre.

Capitalism's Deadly Threat

Joanna Bourke
Luciana Castellina
Fabian Fajnwaks
John Bellamy Foster
Ursula Huws
Maria Karamessini
Kateřina Konečná
Birgit Mahnkopf
Sandro Mezzadra

2021
 **transform!**
europe

Edited by
Walter Baier, Eric Canepa
and **Haris Golemis**

Heinz Bierbaum, Paolo Ferrero, Matyas Benyik, Paola Boffo, Vincent Boulet, Michael Brie, Xavier Dupret, Silvano Falocco, Mamdouh Habashi, Cornelia Hildebrandt, Marga Ferré, Pierre Laurent, Francisco Louçã, Íñigo Martínez Zatón, Dimitrios Papadimoulis, Jeremy Smith, Franco Russo, Parti de la Gauche Européenne